



Plein cap sur l'aventure

Cahier Cinéma
page C1



La supergrille spéciale

page B9

Amère America

Cahier Sports
page G1



MONTRÉAL | SAMEDI 21 AVRIL 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 178 > 220 PAGES > 13 CAHIERS | 2 \$ TAXES EN SUS | ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2,50 \$ | FLORIDE 2,60 \$ U.S.

> Chrétien condamne la violence > Vers une charte de la démocratie

Les activistes font une brèche

GILLES TOUPIN

QUÉBEC – Le premier ministre Jean Chrétien a inauguré hier soir le troisième Sommet des Amériques en condamnant fermement « la violence » et « la provocation » qui ont caractérisé les manifestations de l'après-midi, affirmant que ces comportements n'étaient « pas acceptables » et qu'ils ne respectaient pas les idéaux de la vaste majorité des citoyens des Amériques.

Le premier ministre, qui a fait cette sortie qui n'était pas dans le texte remis à l'avance aux journalistes, a souligné que ceux qui étaient venus manifester pacifiquement à Québec étaient les bienvenus. À l'intention de ceux qui ont tenté par la violence d'enfoncer le périmètre de sécurité, M. Chrétien a lancé: « Ces types de comportement que nous avons vus cet après-midi à l'extérieur et pratiqués par un petit groupe d'extrémistes sont contraires aux principes démocratiques qui nous sont chers. »

C'est donc dans le tumulte de ces premières manifestations antisommet, alors que les gaz lacrymogènes flottaient encore sur la ville et que les forces de sécurité étaient déployées tout autour du périmètre de sécurité, que le premier ministre Jean Chrétien a tendu une main fraternelle à ceux, a-t-il dit, « qui ont des inquiétudes au sujet de nos initiatives ».

Le premier ministre a longuement parlé « des attentes et des priorités » des citoyens des Amériques, de leur désir d'« être gouvernés par des institutions démocratiques », d'avoir des systèmes judiciaires qui garantissent leurs droits, de pouvoir gagner leur vie dans la dignité et de profiter « de la prospérité qui découle de la libéralisation des marchés et de la stabilisation des systèmes financiers ».

M. Chrétien a rappelé que ceux qui se réunissaient à Québec pour façonner la grande famille des Amériques avaient été élus démocratiquement et que le sommet qui s'amorçait était « l'instrument que nous nous sommes donnés (...) pour répondre à l'appel de nos citoyens ».

Voir BRÈCHE en A2

Autres textes et photos, pages A3 à A7 et dans le cahier Plus, pages B1 à B8



PHOTO REUTERS

Des protestataires font tomber une clôture de sécurité lors d'un affrontement avec la police à Québec. Des milliers de manifestants se sont rassemblés dans la Vieille Capitale pour montrer leur opposition au Sommet des Amériques.

Bilan: 36 arrestations

MARTIN PELCHAT,
MARIE-CLAUDE LORTIE
et KATIA GAGNON

QUÉBEC — Au terme de démonstrations violentes et de confrontations directes avec les forces de l'ordre, où gaz lacrymogènes et lances à eau ont été utilisés, les manifestants ont réussi hier à percer le périmètre de sécurité et à ainsi perturber les travaux du Sommet des Amériques: la cérémonie d'ouver-

ture a dû être reportée de près de deux heures.

Balles de plastique, lances à eau, chiens policiers, des centaines de grenades lacrymogènes qui ont plongé les abords du Grand théâtre de Québec dans le brouillard pendant plusieurs heures: les policiers n'ont rien ménagé pour venir à bout des milliers de manifestants. Les forces de l'ordre ont procédé à 36 arrestations, dont deux mineurs. Un des leaders de la Convergence

des luttes anticapitalistes (CLAC), Jaggi Singh, a notamment été arrêté. Quatre policiers ont été blessés.

Tout a commencé par une manifestation organisée par la CLAC, qui a quitté l'Université Laval vers 14 h, à laquelle participaient 2000 manifestants. « Sommet des Amériques, sommet des hypocrites », disaient les pancartes.

Voir BILAN en A2

C'est un peu la guerre

C'est un peu la guerre ici et Aline Dupré pleurait.

Je ne pleure pas monsieur, les yeux me chauffent.

Ne les frottez pas madame, ce serait pire. Il ne faut pas rester ici non plus, allez venez... Nous étions tout près du barrage des policiers qui venaient de prendre position à deux pas de nous. Boudinés dans leurs uniformes noirs, ils étaient funèbres. Effrayants. Les yeux me chauffaient aussi maintenant et je me suis mis à pleurer avec la dame. À renifler comme ça tous les deux sur le trottoir de la rue Turnbull, on avait l'air de jouer dans une scène de rupture. Allez, venez madame Aline... Je l'ai entraînée doucement par le bras. Elle habite une résidence pour personnes âgées en haut de la rue Turnbull. Elle était allée prendre sa marche comme d'habitude...



**PIERRE FOGLIA
AU SOMMET**

Pas tout à fait comme d'habitude à cause de la clôture qui l'empêche de faire le tour par la rue du Bon-Pasteur. C'était la première belle journée depuis longtemps à Québec, la première pas trop froide, ni trop de vent. Madame Aline avait mis son manteau de printemps. Arrivée au Grand Théâtre, dans le parc de l'Amérique française qui est devant, il y avait tous ces jeunes gens qui portaient drapeaux et bannières et qui

jouaient du tambour...

Et puis?

Et puis la guerre est arrivée, monsieur.

Comment est-elle arrivée, vous l'avez vue?

Ah oui, très bien. J'étais là. Une jeune femme a grimpé en haut de la clôture.

Ce n'était pas une jeune femme...

Si, si, elle avait un foulard. Elle était habillée en vert.

Ce n'est pas pour vous contrarier madame Aline, mais c'était un garçon avec un foulard. C'est pas grave. Donc cette personne a grimpé en haut de la clôture, et que faisaient les policiers?

Voir GUERRE en A2

cyberpresse.ca Pour suivre le fil des événements et visiter notre galerie photo:
www.cyberpresse.ca/sommet

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles cahiers C et D	Loteries A2, C10
- horaires-spectacles D17	Monde A22-A32
- Télé-horaire D2	Mon toit cahier J
Mots croisés	
Actualités A21	B9, H17, H20
Avis C11	Mot mystère H17
Bridge H19	Ni bête ni méchant! H19
Carrières cahier I	Petites annonces E1
- formation I19, I20	- immobilier E1-E7
Décès B10, B11	- marchandises E7
Échecs H19	- emplois E7, G9
Économie F1 à F12	- automobile G9-G11
Éditorial A18	- affaires F4
Encans C11	Philatélie H19
Étes-vous observateur? H15	Plus B1-B8
Feuilleton H17	Restaurants D18
Forum A17, A19	Vacances-voyage cahier H
Horoscope H17	Vin D19
Jardiner J15	Sports cahier G

MÉTÉO Voir C10

Percées de soleil
Maximum 16 > minimum 11



6 21924 45678 2

jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com

Paris 469\$	Club Med	Forfait tout inclus	Sandals	multi-voyages
Amsterdam 549\$	Cancun 1 299 \$	Puerto Vallarta 1 048 \$	Jamaïque	Tél. : (514) 858-0011
Voiture à partir de 19\$ par jour	Varadero 1 349 \$	Cancun 1 098 \$	à partir de 1 499\$	1 888 302-6221
	Carte Atout 1 299 \$	Varadero 878 \$		
	Carte familiale 1 099 \$	Cancun 1 098 \$		
		Puerto Plata 898 \$		
		Cayo Coco 998 \$		
		Punta Cana 1 098 \$		

DEMAIN DANS LA PRESSE

Une inconnue qui tourmente

Elle affecte 10 % de la population et dans certains cas, gâche totalement la vie de ses victimes qu'elle parvient parfois à défigurer totalement. Pourtant, on la connaît peu. Pire, on confond souvent ses symptômes avec ceux de l'acné, de l'hypertension, d'une allergie ou même de l'alcoolisme. C'est la rosacée, une maladie incurable qui peut faire des ravages mais qui se contrôle bien en autant qu'on ait la chance d'être diagnostiqué. Un dossier de Lillianne Lacroix.

À lire demain dans le cahier SANTÉ.



LOTERIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: 6-5-3 > À quatre chiffres: 1-6-3-8

POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifaire@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

SUITES DE LA UNE

BRÈCHE

Suite de la page A1

Il a insisté également pour dire que la création d'une Zone de libre-échange des Amériques n'était pas une fin en soi, mais bien un moyen, un outil de croissance, un instrument qui « assurera un niveau de vie plus élevé et une meilleure qualité de vie » à « tous les citoyens ».

Le premier ministre Chrétien n'a pas manqué non plus de rappeler hier ses racines françaises en soulignant que la ville de Québec était « le berceau de la francophonie en Amérique ».

La journée avait été longue pour le premier ministre qui avait ren-

contré successivement pour des discussions bilatérales ses homologues de La Barbade (Owen Seymour Arthur), du Pérou (Perez de Cuellar), de la Colombie (Andrés Pastrana), de l'Argentine (Fernando de la Rúa) et des États-Unis (George W. Bush).

La question centrale de la clause démocratique, qui doit être incluse dans la déclaration politique à la fin du Sommet dont elle est un des objectifs prioritaires, a notamment été au coeur des entretiens que le premier ministre a eus avec son homologue péruvien Javier Perez de Cuellar, ancien secrétaire général

de l'ONU. M. De Cuellar va en effet proposer aujourd'hui aux leaders des Amériques un ajout de poids à cette clause. Il incitera les chefs d'État et de gouvernement à confier à leurs ministres des Affaires étrangères la mission de transformer la charte de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'étoffer d'une véritable charte de la démocratie. Cette charte rassemblerait et codifierait toutes les provisions dispersées à l'intérieur des divers instruments de l'OEA. Cela ferait de cette clause démocratique une clause contraignante et applicable. Les chefs d'État et de gouverne-

mentaux canadiens, appuient l'initiative du premier ministre péruvien.

Plus tard, lors de sa rencontre avec M. Chrétien, George W. Bush a réitéré au premier ministre canadien le caractère prioritaire pour les États-Unis du libre-échange et de la mise en place de la ZLEA. D'autre part, les deux hommes ont passé en revue l'ensemble des grands dossiers bilatéraux Canada-États-Unis, allant du bois d'oeuvre au bouclier stratégique, en passant par l'idée d'un pacte énergétique continental.

Avant de quitter Washington, le président des États-Unis avait ré-

sumé le sens de sa présence au Sommet de Québec. « Tous ensemble, avait-il déclaré, nous allons définir un programme pour renforcer nos démocraties, relever nos défis communs, et nous chercherons à élargir notre prospérité en augmentant nos échanges commerciaux. »

Le Sommet des Amériques entame aujourd'hui deux longues séances de travail qui seront consacrées à la démocratisation du continent. Les 34 leaders se réuniront notamment entre eux et à huis clos cet après-midi à la Citadelle de Québec. Ce soir, ils assistent à un dîner d'État et à un grand specta-

BILAN

Suite de la page A1

À part une échauffourée isolée où un policier de Sainte-Foy a été blessé à coups de barre de fer au visage par six manifestants, la marche s'est déroulée pacifiquement jusqu'aux abords de la rue Cartier, où les organisateurs ont averti la foule que les militants qui tenaient à demeurer pacifiques devaient descendre vers le boulevard Charest. « Ceux qui veulent faire de l'action directe, aller au périmètre, c'est tout droit », ont-ils lancé.

Dans la foule qui continuait son chemin vers le périmètre, ne restaient donc des gens prêts aux actions codées « jaunes », soient celles qui impliquent des arrestations. Dès l'apparition des premiers policiers anti-émeute, les gestes de provocation de la part de manifestants du Black Bloc se sont multipliés. Les jeunes anarchistes ont vandalisé les vitres d'un garage à l'angle des rues Cartier et René-Lévesque. Un journaliste de Radio-Canada a été aspergé de peinture noire, un autre de TVA a été blessé au visage par une rondelle de hockey.

À leur arrivée au mur du périmètre, les manifestants n'ont eu aucun mal à renverser une première barrière, qui s'est effondrée en moins de trois minutes. Plusieurs centaines

de policiers anti-émeute se sont immédiatement mis de la partie, aspergeant les manifestants de dizaines de grenades lacrymogènes. « Les rues sont à nous », ne cessait de scander les manifestants, dont les policiers ont semblé incapables de venir à bout pendant près de deux heures. Les militants les plus radicaux s'en sont également pris aux médias, vandalisant un camion appartenant au réseau Global. Une catapulte a été avancée, qui jetait des jouets en peluche sur les policiers. Certains ont foncé sur les forces de l'ordre avec une clôture de métal.

C'en était trop pour l'anti-émeute, qui a pris les grands moyens pour disperser la foule. Sous une pluie de projectiles lancés par les manifestants — balles de golf, boules de billard, rondelles de hockey — vers 16 h, les chars munis de canons à eau, escortés de l'escouade anti-émeute et des chiens policiers, aspergent les manifestants afin de les disperser pour de bon. Ce genre d'arme d'assaut, dont l'usage est très controversé, a été utilisé hier pour la première fois au Québec. Finalement, vers 18 h, les manifestants sont refoulés vers la rue Saint-Jean. Les radicaux s'en prennent à une voiture de police, qu'ils vandalisent, tout comme trois autres véhicules.

Quelques heures plus tard, le périmètre de sécurité est rétabli: en soirée hier, on s'affairait à ancrer dans le sol les points faibles de la palissade.

À cause des émeutes, les cérémonies d'ouverture du Sommet des Amériques ont été retardées de deux heures. Journalistes, chefs d'État et de gouvernement sont demeurés bouclés au Centre des congrès pendant plusieurs heures. Une rencontre entre Jean Chrétien et son homologue du Chili ainsi qu'un point de presse de la ministre des Relations internationales, Louise Beaudoin, seront vite annulés à cause des vapeurs de gaz qui ont envahi le Centre des congrès.

Sur un autre front, du côté de la côte d'Abraham, un second groupe de protestataires, à la tête d'une imposante manifestation pacifique de près de 6000 personnes, ont également tenté à deux reprises de pratiquer une brèche sur le mur du périmètre. À l'aide de cisailles, certains manifestants ont même réussi à couper la clôture dans la rue d'Aiguillon. À l'entrée principale, côte d'Abraham, les policiers avaient cependant pris la précaution de bloquer la porte d'accès au périmètre par une grue. Ils sont également intervenus à grands renforts de grenades lacrymogènes.

En soirée, il aura d'ailleurs fallu une nouvelle offensive policière pour disperser les 5000 protestataires toujours réunis dans ce secteur, qui tentaient une fois de plus de créer une brèche dans la palissade. Plusieurs centaines de policiers anti-émeute ont créé un véritable mur de gaz lacrymogènes entre eux et les protestataires, qui avaient allumé un grand feu de joie sur la côte d'Abraham. Les policiers ont dû, encore là, avoir recours aux canons à eau pour disperser la foule.

Les organisateurs de la CLAC se défendaient bien hier d'avoir créé une émeute. « Nous avons manifesté dans la rue et les attaques sont venues des forces policières », estime Louise Boivin, de la CLAC, qui refuse de condamner l'usage de la violence. « J'ai vu de la provocation de la part d'un petit groupe de manifestants », rétorque Serge Ménard, ministre de la Sécurité publique. « Je suis fier du courage, du sang-froid et de la discipline des forces policières », ajoute M. Ménard. Les organisateurs du Sommet des peuples, eux, ont dénoncé la violence des manifestations d'hier. « Nous disons non à cette violence », s'exclame Françoise David, de la Fédération des femmes du Québec.

GUERRE

Suite de la page A1

Rien. Absolument rien. Ils l'ont laissé faire. Du côté des manifestants, il en arrivait toujours plus par le boulevard René-Lévesque, et quand le garçon, puisque vous me dites que c'était un garçon, est arrivé en haut dans la clôture, tout le monde a applaudi. Le jeune homme sur la clôture s'est mis à se balancer de plus en plus fort et la clôture est tombée. Comme ça. Comme rien. Les manifestants ont encore applaudi, et crié et joué du tambour.

Vous aussi, vous avez applaudi?
Moi aussi.

Je peux vous demander pourquoi, madame Aline?

Je ne sais pas. C'est amusant de voir tomber une clôture.

Alors voilà c'est un peu la guerre ici à Québec et si vous me demandez pourquoi, c'est exactement pour ça: parce que c'est amusant de voir tomber une clôture. Pas juste quand t'as 18 ans. Quand t'en as 112 comme madame Aline aussi. Quand t'es chauffeur de taxi. Quand t'es sur ton balcon ou à la terrasse d'un café de la rue Cartier. Yé, la clôture est tombée. Encore plus quand t'es venu à Québec exprès pour manifester contre ceux qui l'ont dressée.

Ils étaient au moins 6000 au départ de l'Université Laval hier vers midi et demi. Peut être plus. Les gentils, 4000 environ, remontaient le boulevard Sainte-Foy. Les méchants, moitié moins, défilaient quelques rues plus haut sur René-Lévesque. Les gentils portaient des pancartes qui disaient des trucs granolés comme « Todos hermanos en la misma tierra — tous frères sur la même terre ». Ou plus impertinents: « La mondialisation c'est pour les cons ». Et celle-ci que j'ai particulièrement appréciée: « Les médias veillent, dormez citoyens ». Les gentils venaient de l'Université McGill comme Reid Allaway étudiant en environnement qui n'a pas pu arriver avant parce qu'il avait des examens, ou comme Éric Beauchêne, prof de littérature à Bois-de-Boulogne, qui s'est laissé guider par ses élèves, une trentaine: « Hier soir on a couché au PEPS, nous étions 1200 dans le même gymnase, pas de bruit, pas de niaiseries, rien... C'est juste pour vous expliquer, amis lecteurs, que ce ne sont pas ceux-là qui ont renversé les clôtures, lancé des grenades lacrymogènes et des rondelles de hockey à la police.

Les méchants étaient environ 2000, disais-je.

Ils portaient des drapeaux rouges, ou noirs, avec un « A » dans un cercle. C'est amusant de vous de l'expliquer aujourd'hui, le A c'est pour « anarchie » bien sûr, mais le cercle est en fait la lettre O pour Ordre et ça veut dire « L'anarchie c'est l'ordre ». J'en vois ce soir, du côté de la SQ, qui en doutent un peu... Les méchants étaient donc 2000, mais des guerriers, des pros du bordel, il en avait une poignée. Peut-être même pas 200. On l'a vu, c'est assez pour virer une ville à l'envers.

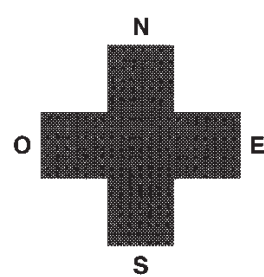
Ces deux cents-là ont joué dur hier après-midi à Québec. Vous direz d'eux ce que vous voulez, écervelés, malfaisants, mais soyons justes, ils ont aussi dit « guts » et du panache dans leur malfaisance. En face, pour répondre à ces semeurs de merde professionnels, une police étonnante de sang-froid qui a répliqué fermement, mais sans démesure, toujours en contrôle.

Match nul, je dirais. On s'en va en prolongation.

Match nul sauf pour la clôture. Elle a perdu 12-0. Si, après l'avoir fait tomber, les manifestants s'étaient retirés en chantant, quelle belle journée c'eût été.

Erratum

Dans la grille Le monde de La Presse, publiée le samedi 14 avril, il faut lire au 17H-3 N'es pas sec plutôt que n'est pas sec. Nos excuses.



Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

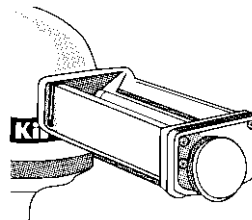
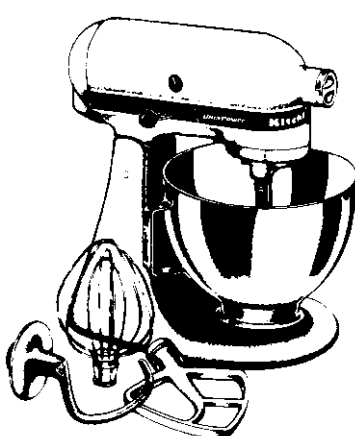
En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

Prime Fête des Mères KitchenAid

Achetez un nouveau batteur sur socle KitchenAid® entre le 14 avril et le 13 mai 2001 (Fête des Mères)

et obtenez un nouveau rouleau KitchenAid® pour préparer des pâtes alimentaires (avec un coupon pour réclamation postale*).



Nouveau rouleau KitchenAid® pour préparer des pâtes alimentaires Modèle 4KPPA (P.S.D. 169,00\$)



LINEN CHEST DÉCOR DÉPÔT

«Le supercentre de la mode maison»

CENTRE ROCKLAND : (514) 341-7810
LA CATHÉDRALE • centre-ville : (514) 282-9525
PLACE PORTOBELLO, BROSSARD : (450) 671-2202
LES GALERIES LAVAL : (450) 681-9090

SOMMET DES AMÉRIQUES  QUÉBEC 2001

« Personne n'a franchi le périmètre »

Les policiers, fiers d'eux-mêmes, parviennent à repousser des milliers de manifestants

PAUL ROY

QUÉBEC — Les policiers étaient fiers d'eux-mêmes. Ils avaient résisté aux gaz fumigènes, aux pierres, bâtons, casseroles, boules chinoises, billes, cadenas, balles de golf, rondelles de hockey et autres tuyaux qu'on leur avait balancés tout l'après-midi par la tête. En plus des insultes, en français comme en anglais : « Chiens ! » « You're all cowards ! » « État policier ! » « Do you have children ? »

Ils avaient répondu avec des gaz lacrymogènes, lancés à eau et balles de plastique. Et ils avaient repoussé toutes les attaques des milliers de manifestants.

« Personne n'a franchi le périmètre », se flattait le porte-parole de la Sûreté du Québec, Robert Poëti.

« Allez-vous être prêts pour demain (aujourd'hui) ? »

— Oui, de répondre Mike Gaudet, de la GRC. Nous avons utilisé la force nécessaire aujourd'hui, nous allons répondre avec la force appropriée demain (aujourd'hui). »

« On a les effectifs suffisants, regardez les résultats, renchérissait Robert Poëti. On a fait un travail très professionnel. »

La journée avait d'ailleurs débuté par une grosse prise : un type qu'ils avaient fiché depuis un moment a été arrêté au volant de son auto avec une panoplie d'objets suspects. « Il y avait dans le coffre des battes de baseball, des masques à gaz, des sacs militaires, des radio-émetteurs, des casques, des cagoules, des pinces pour découper le métal, des bidons d'essence, des sacs contenant des chaînes, des frondes, des billes de métal, des canettes de peinture... »

— Un entrepreneur ?

— Il ne s'en venait pas travailler, croit M. Poëti.

Et les balles de plastique ? M. Poëti a commencé par nier qu'elles avaient été utilisées par la police. Mais quand on lui a indiqué qu'un de ses collègues nous avait répondu le contraire, il a revérifié. « Oui, nous en avons utilisé contre des individus qui lançaient de grosses roches aux policiers. »

Le bilan en fin de soirée : 36 arrêtés, dont deux mineurs. Mais c'était avant que la bagarre ne reprenne...



Photo PC

Qu'est-ce que le Black Bloc ? Voir en page A7

Des manifestants équipés de masques à gaz ont saisi les bombes lacrymogènes que les forces de l'ordre ont utilisées contre eux afin de les disperser et les ont relancées dans le peloton de policiers, hier, à proximité du périmètre de sécurité.

Le ministre Ménard a eu la frousse

Il se dit tout de même satisfait du travail des policiers

DENIS LESSARD

QUÉBEC — C'est avec circonspection et prudence que les policiers ont utilisé hier contre les manifestants les fusils à balles de plastique qui ont, en Irlande et en Palestine, entraîné la mort de contestataires. Au Québec, c'était une première.

Avouant avoir eu carrément la frousse, le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, ne tarissait pas d'éloges hier sur le travail des corps policiers qui avaient le mandat de protéger le périmètre de

sécurité, mis en place pour le Sommet des Amériques. « Courage, sang-froid et discipline. On ne m'a pas rapporté un coup de matraque, cela montre l'utilité des six jours de formation qu'on a donnés à chacun des agents », de soutenir triomphant hier soir M. Ménard lors d'un point de presse.

Il est satisfait de l'utilisation des Arwen 37 — des fusils à balles de plastique — pour freiner les manifestants belliqueux. « Ils ont utilisé ces armes de façon à ne causer aucune blessure. C'est une arme dangereuse, mais ils l'ont utilisée de

façon professionnelle. Il n'y a pas de risques si c'est bien utilisé », a dit M. Ménard.

Le ministre fut témoin du choc causé par ces projectiles : « La personne fut renversée, j'ai cru qu'elle faisait semblant de tomber, mais 10 secondes après elle s'est relevée. »

M. Ménard se trouvait au ministère des Relations internationales, une vitrine privilégiée tout près du principal point chaud. À un moment donné, les manifestants ont fait avancer une catapulte. « On s'est dit que les policiers devraient aller les arrêter, que cela pouvait

envoyer des cocktails Molotov ou de grosses roches », raconte M. Ménard. Or les policiers ne sont pas tombés dans le panneau des manifestants qui voulaient voir se démanteler le rang serré des forces de l'ordre. « Et la catapulte a lancé des ours en peluche », a dit amusé le ministre.

« Les manifestants ont peut-être la victoire morale d'avoir fait une brèche dans le périmètre, c'est tout. Partout dans le monde où seront diffusées ces images, on louera le professionnalisme des policiers », prédit-il.

Un des cinq observateurs mandatés par M. Ménard pour vérifier la conduite des policiers lui a souligné n'avoir été témoin « d'aucune brutalité policière » et avoir vu plusieurs manifestants « lancer des choses, dont des billes d'acier ».

À propos des gaz lacrymogènes, M. Ménard explique que c'est à cause de l'orientation du vent que les policiers en ont tant utilisés. Dans l'ordre logique, on a commencé par envoyer des bombes fumigènes, des coups de semonce pour que la foule se disperse, a-t-il expliqué.

À terre, le « mur de la honte »!

PAUL ROY

QUÉBEC — Depuis deux semaines, c'était lui, la vedette à Québec. Tout le monde en parlait. On répétait, incrédule, qu'il faisait 3,8 kilomètres de long et plus de trois mètres de haut. On parlait de la banlieue pour venir le voir, le soir. On le photographiait, on y accrochait des banderoles, des dessins d'enfants, des messages parfois révolutionnaires, parfois poétiques, et même des soutiens-gorge. Deux jours sur trois, il faisait la une de quelquel journal. On l'appelait « le mur de la honte ». Eh bien ! hier, il est tombé. Sur René-Lévesque, passé le Grand Théâtre.

Vers 15 h. Des gaillards l'ont fait basculer en quelques minutes : paf ! À terre, le « mur de la honte » !

Des policiers casqués ont pris la relève et le périmètre de sécurité a tenu. Et c'est ce qui compte aux yeux du porte-parole de la Sûreté du Québec, Robert Poëti. « Ce sont des structures temporaires sur des piliers de béton et qui peuvent, sous la pression de dizaines de manifestants, être culbutées d'un côté ou de l'autre », a admis hier le policier. « On ne s'attendait pas à ce qu'elles soient infranchissables. »

Mais pour lui, ce qui compte, c'est que le périmètre ait tenu. Le mur tombé, aucun manifestant n'a réussi à s'infiltrer à l'intérieur du périmètre où les Bush, Chrétien et Fox de ce monde se réunissent depuis hier. « Pour nous, la première barrière, c'est la carte d'accès (au périmètre) ; la seconde c'est la clôture, la troisième les policiers... »

Et après ? Il y a d'autres « barrières », mais M. Poëti n'a pas voulu les identifier. D'ailleurs, d'autres portions de la clôture ont mieux tenu. Particulièrement celle de la côte d'Abraham, que des manifestants ont secouée pendant plus d'une heure... avant d'abandonner.

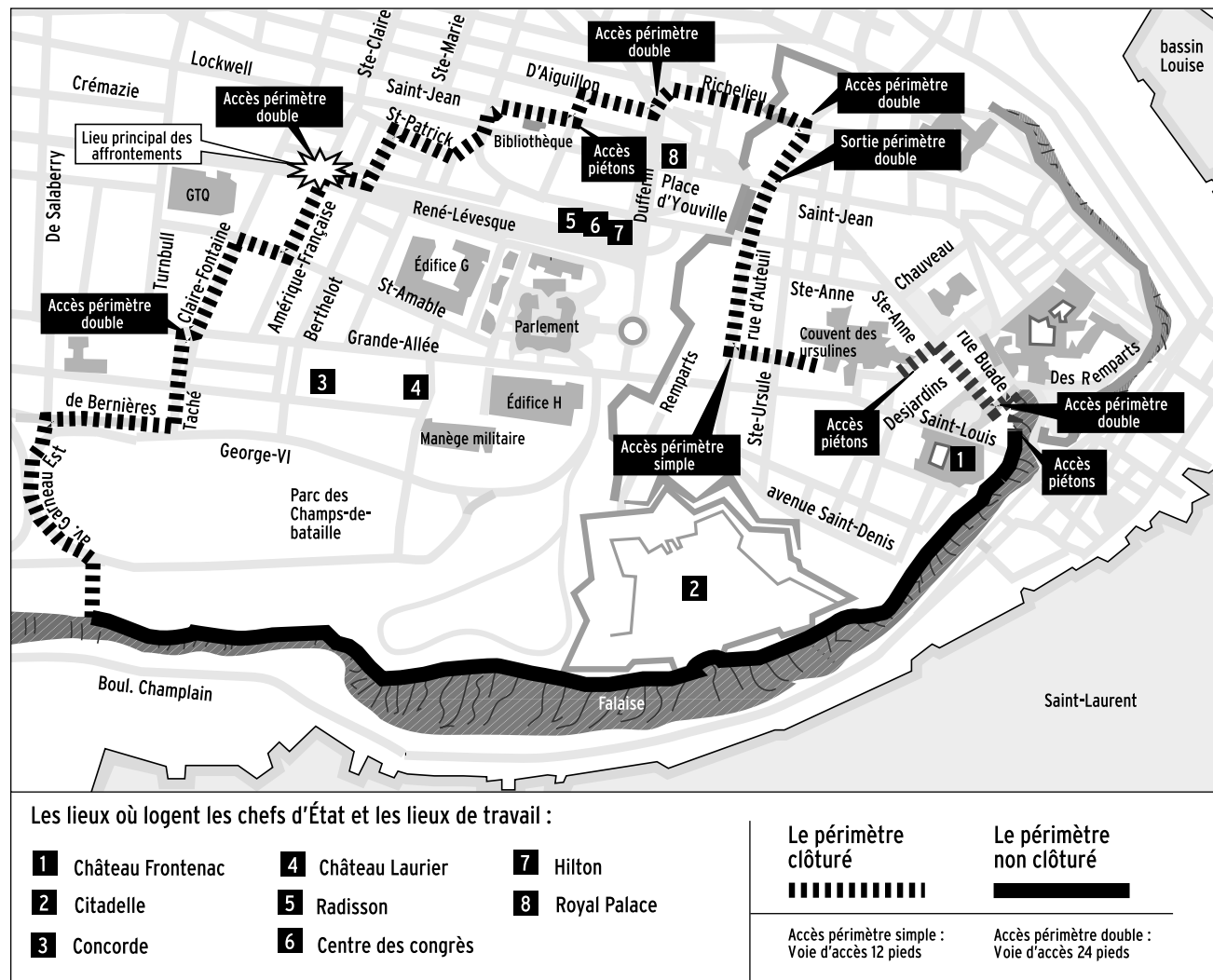
Plus solide ? M. Poëti n'était pas en mesure de le préciser. « On va examiner tout ça. »

Toutefois, à la côte d'Abraham, on avait pris la précaution d'installer une grue le long de la porte de la clôture. La porte, c'est le maillon le plus faible, a reconnu un policier...

Quoi qu'il en soit, vers 18h, des ouvriers de Clôtures Nordik achevaient de refermer la brèche.

« Pourquoi votre clôture est-elle tombée si facilement ? »

— Pas de commentaires ! a répondu un homme qui paraissait être le contremaître. »



SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Le « pusher » des Amériques demande de l'aide

Le président Andrés Pastrana reconnaît les problèmes de la Colombie avec les narcotrafiquants, mais il impute une part de responsabilité aux consommateurs nord-américains et européens

VINCENT MARISSAL

QUÉBEC – Considérée comme le « pusher » des Amériques, la Colombie refuse de porter seule le blâme et lance un pressant appel à l'aide à ses partenaires de l'hémisphère occidental.

Le président de la Colombie, Andrés Pastrana, est arrivé hier à Québec avec un message clair : oui, nous avons des problèmes avec les narcotrafiquants, mais nous ne sommes pas les seuls responsables et nous avons besoin de votre aide.

Vrai, admet le président Pastrana, la Colombie produit énormément de cocaïne, mais ce sont d'abord les Nord-Américains et les Européens qui la consomment.

« Nous avons besoin d'argent, oui, mais aussi des échanges commerciaux pour avoir accès aux autres marchés et avoir ainsi la possibilité de trouver des emplois à nos jeunes », a-t-il dit en entrevue au réseau TVA.

Le président colombien a tenu les mêmes propos lors de sa rencontre bilatérale avec Jean Chrétien, hier midi, indiquent les conseillers du premier ministre canadien.

« Le Canada a déjà annoncé son implication en Colombie avec un plan de 60 millions sur cinq ans pour renforcer les institutions, aider les ONG, intervenir auprès des personnes déplacées à l'intérieur du pays et aussi renforcer les droits de la personne, explique une source canadienne branchée sur les relations canado-colombiennes.

« Le président Pastrana a dit clairement à M. Chrétien qu'il est primordial de créer des emplois pour les jeunes en Colombie, pour les sortir du milieu de la drogue. La Colombie est un pays extrêmement jeune, dont 60 % de la population est âgée de moins de 30 ans. »

Un récent rapport de l'Organisa-



Le président des États-Unis, George W. Bush, a rencontré dans un hôtel de Québec, peu avant l'ouverture du Sommet, le président du Venezuela, Hugo Chavez (à gauche à l'avant-plan); le premier ministre du Pérou, Javier Perez de Cuellar (à gauche également); la présidente du Panama, Mireya Moscoso (à droite); le président de la Colombie, Andrés Pastrana; et le président de l'Équateur, Gustavo Noboa (à droite à l'avant-plan).

PHOTO REUTERS

tion des États américains révèle que le Pérou et la Bolivie ont réussi à faire régresser la culture de la coca sur leur territoire au cours des dernières années, mais que la Colombie a connu une augmentation équivalente pendant la même période.

Comme si la culture et le commerce de la cocaïne ne causaient pas déjà suffisamment de problèmes au petit pays de 42 millions de personnes, deux autres fléaux, écologiques ceux-là, pointent aussi à l'horizon.

La culture de la coca connaît ces années-ci une expansion inquiétante en Colombie, ce qui a entraîné la destruction d'un million

d'hectares de forêt équatoriale, un désastre dont les effets concrets sur l'environnement sont encore mal connus.

Autre problème : l'utilisation massive de défoliants — une initiative de Washington fort contestée par tous les pays andins — menace les cours d'eau, la végétation, les sols et le sous-sol. Le président colombien craint donc que le remède soit, à long terme, pire que le mal qu'on tente d'enrayer.

Comme ce fut le cas en 1998, lors du deuxième sommet des Amériques à Santiago au Chili, les 34 chefs d'État et de gouvernement aborderont à Québec la question du trafic de drogue.

Depuis 1998, les pays de la fu-

ture ZLEA ont mis sur pied un nouveau système, appelé mécanisme d'évaluation multilatéral (MEM), une sorte de bulletin analysant la performance de chaque pays dans les domaines de la culture et du trafic, de l'importation, de la sensibilisation, du traitement des narcomanes, des stratégies et des interventions policières, etc.

Le MEM, qui fera encore une fois l'objet de discussions à Québec demain matin, ne fait toutefois pas l'unanimité parmi les 34 pays des Amériques. À commencer par les États-Unis qui veulent garder leur système unilatéral d'évaluation par lequel ils classent et déclassent les pays, imposant des sanctions économiques aux mauvais élèves et récompensant les meilleurs.

Le mécanisme annuel de certification des États-Unis laisse trop de place à la politique, déplorent ses détracteurs. « Prenez le Mexique, par exemple, la consommation et le trafic de drogue ont augmenté dans ce pays, mais c'est politiquement impossible pour les Américains de « dé-certifier » le Mexique, surtout dans un contexte de ZLEA », explique Carl Cira, directeur du Centre latino-américain et des Antilles de l'Université de Floride.

Le MEM, quoique imparfait, aura au moins permis aux 34 pays des Amériques de dresser le portrait de la situation actuelle, un portrait qui sera présenté aux chefs politiques réunis à Québec.

Le rôle troublant du Brésil

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE

QUÉBEC — Le premier ministre Jean Chrétien a eu un entretien avec le président du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, jeudi soir. La rencontre était importante, compte tenu des relations tendues entre les deux pays à cause des différends au sujet d'Embura et des importations de bœuf brésilien.

Cette tension n'a toutefois jamais menacé la tenue du Sommet et encore moins la création de la Zone de libre-échange des Amériques, pour la simple raison que le Canada n'est pas d'une grande importance économique pour le Brésil. Le Canada importe pour quelque 1,5 milliard de dollars américains de produits brésiliens par an. Cela représente environ 3 % des exportations brésiliennes. De son côté, le Brésil achète seulement 0,25 % des exportations canadiennes.

Cela illustre bien qu'il y a deux mondes distincts qui se rencontrent à Québec. Il y a l'Amérique du Nord et les autres. Les États-Unis sont le premier partenaire commercial du Brésil, qui leur exporte toutefois moins que les exportations mexicaines vers le Canada. L'importance du marché américain pour le Canada et le Mexique a clairement créé une unité économique entre les trois pays, qui n'existe pas entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud.

Or, le libre-échange a toujours été moins une création des gouvernements qu'une rationalisation des courants commerciaux qui se sont développés en dépit des tarifs et autres obstacles aux échanges. En Amérique du Nord, la proximité géographique a créé les conditions favorables au libre-échange. Cette proximité n'existe pas pour le Brésil et les autres pays d'Amérique du Sud, qui sont presque tous proches de l'Europe que des États-Unis.

Cela explique pourquoi le Brésil ne se sent pas nécessairement obligé de créer un régime de libre-échange avec les États-Unis et que sa première priorité est l'intégration économique de l'Amérique du Sud. Son intérêt dans le libre-échange avec les pays de l'ALENA n'exclut pas des liens semblables avec l'Europe ou l'Asie. En effet, un des objectifs de la politique économique internationale du Brésil est l'intégration concurrentielle de son économie dans l'économie mondiale.

L'absence de liens commerciaux plus solides entre les États-Unis et le Brésil crée aussi une barrière psychologique à l'établissement du libre-échange. Lors des négociations entre le Canada et les États-Unis, il y a 15 ans, il existait une grande méfiance des deux côtés de la frontière, en dépit de très longues relations économiques et une bonne connaissance de la concurrence chez le voisin. De plus, il y avait déjà une sorte de libre-échange dans l'industrie de l'automobile, qui était alors de première importance, grâce au Pacte de l'auto.

Pour beaucoup de Brésiliens et d'Américains, les avantages et les dangers du libre-

échange entre eux sont une inconnue totale. Qu'on songe seulement à l'industrie automobile brésilienne qui se développe derrière un mur tarifaire de 35 %. Le Brésil et les États-Unis sont aussi des concurrents farouches dans les marchés internationaux des agrumes, du sucre, du soja et d'autres produits agricoles. La possibilité du libre-échange agricole, comme l'exige le Brésil, provoque les pires craintes chez certains lobbies agricoles puissants à Washington. Des tensions semblables à celles qui divisent actuellement le Canada et le Brésil pourraient aussi naître entre les États-Unis et ce pays, avec des suites beaucoup plus fâcheuses.

Un rapprochement commercial entre le Brésil et les États-Unis n'est pas facilité par une profonde divergence d'ordre politique. En effet, le Brésil tient à jouer le rôle central en Amérique du Sud, un peu comme les États-Unis le font au Nord. Mais les États-Unis tiennent à ce que les pays négocient le libre-échange individuellement et non en bloc sous la houlette du Brésil. Par ailleurs, d'autres pays sud-américains commencent à vouloir se soustraire aux prétentions un peu trop remuantes du Brésil. Le Chili a notamment entrepris de négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis, comme il l'a déjà fait avec le Canada.

Le Chili est une exception en Amérique du Sud, parce qu'il cherche avec beaucoup d'insistance à réaliser un grand nombre d'accords de libre-échange dans le monde, avant même de participer à une intégration continentale plus poussée. Cela tient vraisemblablement au fait que l'agriculture chilienne est très productive et fortement dépendante des marchés à l'exportation.

Il y existe aussi une importante classe moyenne qui s'est développée sous la démocratisation qui a succédé à la libéralisation économique, sous la dictature du général Pinochet. Or, la classe moyenne coïncide souvent avec le développement de petites et moyennes entreprises, lesquelles sont généralement plus ouvertes à l'idée du libre-échange que les sociétés d'État et les multinationales, qui ont longtemps joué un rôle si important en Amérique latine. Les très grandes entreprises, nationales ou étrangères, en effet, cherchent davantage à contrôler le marché qu'à en ouvrir de nouveaux dans un climat très compétitif.

Si, en fin de compte, le Brésil et d'autres pays récalcitrants rendent l'idée d'une ZLEA irréaliste, des pays comme le Canada et le Chili continueront leur politique de signer des accords de libre-échange, un à un, chaque fois qu'une occasion favorable se présente. Quant au Brésil, il pourrait chercher un régime plus proche de ses intérêts dans le cadre de négociations à l'Organisation mondiale du commerce, une solution qui correspond également aux vœux d'un grand nombre de chefs d'entreprise américains, à la recherche de marchés plus vastes que l'Amérique du Sud.

Les commanditaires aux Jeux olympiques de la politique

ARIANE KROL

QUÉBEC – Plusieurs entreprises qui commanditent le Sommet des Amériques considèrent qu'elles en ont pour leur argent.

« C'est une occasion fantastique de faire la démonstration de notre technologie, notamment la téléphonie sur IP », explique Pierre-Paul Allard, le président de Cisco Systems Canada, le plus important commanditaire du Sommet.

Cisco a équipé la salle de presse du Sommet de 350 postes de travail dotés de connexions Internet et de téléphones fonctionnant sur protocole Internet. Les journalistes peuvent brancher leur ordinateur portable à leur fournisseur d'accès à Internet et effectuer leurs appels en utilisant des appareils téléphoniques semblables à ceux que Vidéotron teste au Québec depuis près de deux ans. Mais ici, les communications fonctionnent généralement bien, car les appareils sont reliés à un réseau local, dont la stabilité est beaucoup plus facile à assurer.

Le président de Cisco Canada estime qu'il en a coûté environ un million de dollars à son entreprise pour être présente au Sommet. Quand pourra-t-il évaluer les retombées ? « On est déjà rendus là. Notre objectif était de faire la démonstration de la téléphonie IP et avec la quantité de gens qui se servent de ces téléphones-là... », dit Pierre-Paul Allard. Combien cette visibilité rapportera-t-elle ? « C'est comme participer aux Olympiques et être vu par des millions de personnes : difficile de dire les retombées immédiates », répond le président de Cisco, en ajoutant que ses fameux téléphones IP ont été mentionnés dans plusieurs reportages étrangers depuis le début du Sommet.

La présence de commanditaires au Sommet a soulevé une vive controverse en mars dernier. « On partage les coûts et je ne vais pas m'excuser d'épargner de l'argent aux Canadiens », s'était alors expliqué Jean Chrétien.

Ottawa fait régulièrement appel à de généreux donateurs corporatifs pour ses rencontres commerciales internationales, tout comme Washington d'ailleurs. Au dernier Sommet des Amériques, au Chili en 1998, huit entreprises américaines finançaient le discours du président Clinton devant la

Chambre de commerce américaine de Santiago !

À Québec, certains commanditaires ont effectivement offert des biens et des services aux participants. Telus et Verizon ont mis 400 téléphones cellulaires et 200 téléavertisseurs à la disposition des délégués et Domtar a fourni le papier sur lequel sont imprimées les milliers de pages de documents qui circulent durant l'événement.

D'autres se sont contentés de se créer une vitrine, comme la Banque CIBC, qui a fourni les étiquettes attachées aux sacs des participants, ou Noranda, qui a inséré des tracts dans ces mêmes sacs.

« Il y en a qui ont donné un montant d'argent, c'est sûr qu'ils ont aidé à réduire les coûts, mais la majorité ont donné des biens », indique un porte-parole du Sommet, Denys Tessier. Mais pour connaître l'importance de la contribution du secteur privé, il faudra attendre que tout soit comptabilisé, une affaire de plusieurs mois.

Plus que de la visibilité

Les 14 commanditaires participent à diverses activités officielles, dont la cérémonie d'ouverture et une réception du gouvernement canadien ce soir.

« Nous avons droit à huit places, mais nous avons seulement quatre représentants de la haute direction ici », indique la porte-parole de Cisco, Willa Black. La firme d'ingénierie SNC-Lavalin, commanditaire de catégorie argent (entre 50 et 250 000 \$) en a cinq. « C'est une occasion de rencontrer des gens d'autres pays », disait hier Michael Novak, vice-président de SNC-Lavalin International en arrivant à la cérémonie d'ouverture. Il espérait rencontrer des représentants du Venezuela, du Costa Rica, du Panama, du Chili et du Pérou, des pays où l'entreprise a des contrats.

Ce matin, le président de la Banque Scotia et l'ex-président d'Alcan animent une table ronde sur le thème « Connecter les Amériques », en présence des ministres de l'Industrie et Commerce, Brian Tobin, et des Travaux publics, Alfonso Gagliano. Durant plus de deux heures, les gens d'affaires présents discuteront des rôles de la connectivité. « Les discussions et les recommandations sont présentées à Alfonso Gagliano et à Brian Tobin à la fin de la table ronde », précise le programme remis aux commanditaires.

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Surprise: Bush et Chrétien s'entendent à merveille

VINCENT MARISSAL

QUÉBEC — La deuxième rencontre entre George W. Bush et Jean Chrétien en moins de trois mois n'aura pas permis de débloquer les différends commerciaux, mais les deux hommes, contre toute attente, s'entendent néanmoins à merveille.

Malgré les litiges du bois d'oeuvre et des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard, la décision des États-Unis de tourner le dos au Protocole de Kyoto et les moqueries récentes de Jean Chrétien à propos de son homologue américain, l'ambiance était aux félicitations et aux remerciements, hier à Québec.

George Bush, grand amateur de baseball, s'est même permis de sympathiser avec les « pauvres » Expos de Montréal, une bonne équipe qui forme de bons joueurs, mais qui les perd ensuite au profit des riches équipes américaines. Mais les relations entre les deux capitales, que l'on disait refroidies depuis le départ de Bill Clinton, vont plus loin que les « locker room talk ».

On a ainsi appris hier que le président Bush, désespéré par l'affaire de l'avion-espion posé en catastrophe en Chine, a appelé son voisin du Nord à l'aide, quelques heures avant que les autorités chinoises ne décident de libérer l'équipage de l'avion.

« Le président Bush savait que le premier ministre connaît bien les autorités chinoises, alors il l'a appelé pour lui demander s'il pouvait intervenir pour tenter de résoudre la crise », a indiqué un proche conseiller de M. Chrétien.

Le premier ministre a effective-

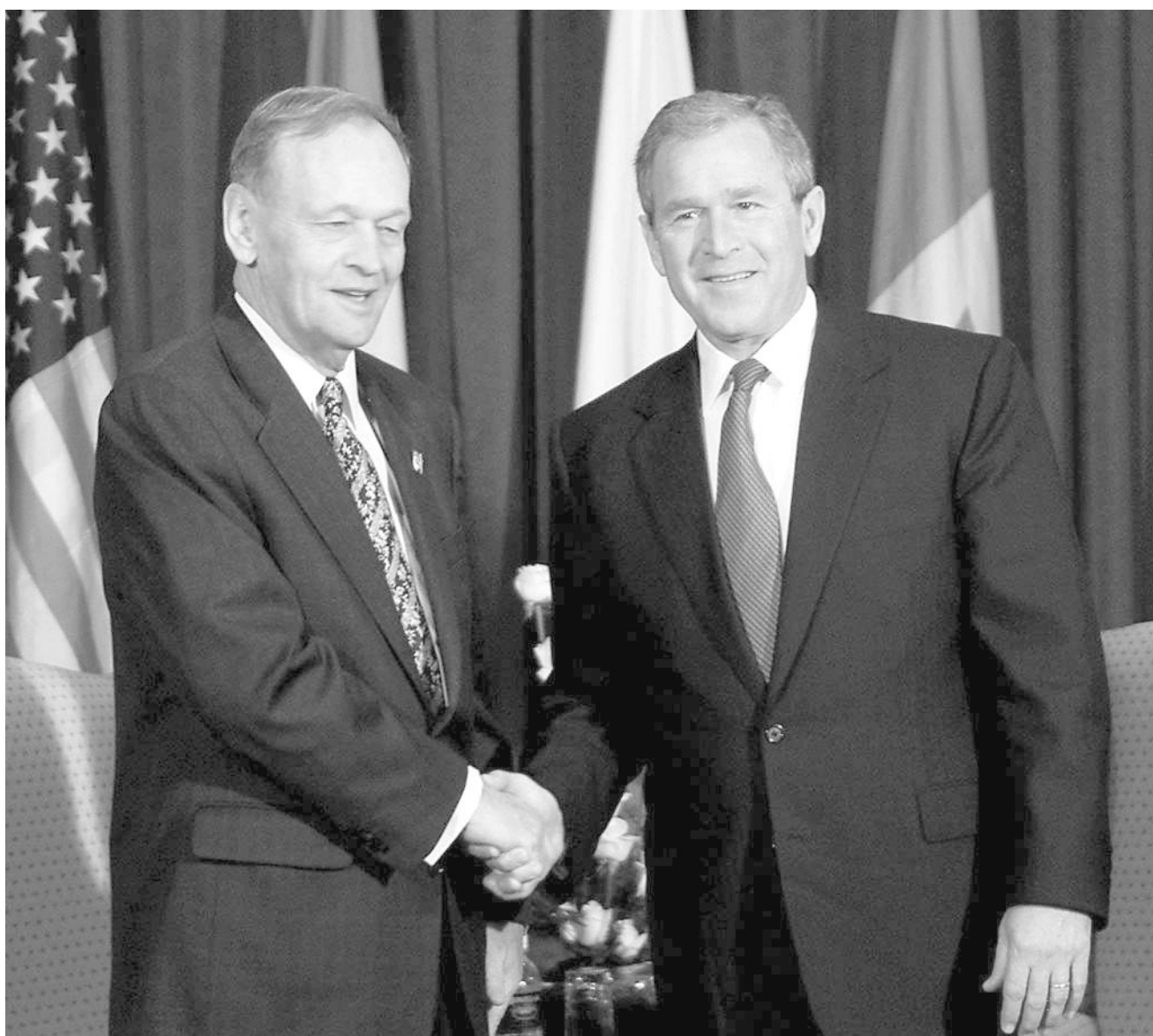


Photo AFP

Veux-tu être mon ami ? Jean Chrétien et George W. Bush divergent d'opinions sur quelques grandes questions de l'heure, mais le président américain a exprimé, hier, son admiration pour le premier ministre canadien.

ment appelé le président chinois Jiang Zemin, mais il n'a pas pu le joindre, les Chinois laissant entendre aux Canadiens qu'une décision devait être prise dans les prochaines heures sur le sort de l'équipage de l'avion EP-3.

Le président Bush a profité de sa

rencontre d'hier avec Jean Chrétien pour le remercier de son intervention, un geste surprenant de la part du président des États-Unis envers son « petit » voisin canadien.

La chaleur entre les deux hommes étonne aussi, quand on sait qu'ils ne partagent pas la même

idéologie, en particulier au sujet des politiques fiscales, et qu'on se rappelle que M. Chrétien s'est permis il y a peu quelques commentaires peu flatteurs sur l'attitude du président américain.

L'atmosphère détendue entre MM. Bush et Chrétien n'aura tou-

tefois pas permis d'avancée dans le délicat litige du bois d'oeuvre. Jean Chrétien a répété à son visiteur que la meilleure solution au problème était d'appliquer le libre-échange au bois d'oeuvre.

Le président Bush a refusé de s'avancer sur le sujet, répétant simplement que le litige est actuellement sous examen au département du Commerce à Washington. Même retenue dans le dossier des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard, toujours bannies du marché américain apparemment pour des raisons de salubrité.

Le premier ministre, indiquent ses conseillers en affaires internationales, a aussi demandé des comptes à George Bush quant à sa décision de renier l'engagement des États-Unis en faveur du Protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre.

« Le premier ministre voulait savoir où s'en va le président américain », résume un collaborateur.

M. Bush a aussi réaffirmé son ferme engagement en faveur de la zone de libre-échange des Amériques, mais il a précisé qu'il accordera d'abord priorité à ses réductions d'impôts et à la réforme de l'éducation.

Devant les journalistes américains, le président Bush a réitéré l'importance pour lui de convaincre les représentants au congrès d'accorder la procédure de négociation accélérée (*fast track*).

Quelques minutes avant son départ de la Maison-Blanche à destination de Québec, le président avait vanté les réalisations de l'accord nord-américain de libre-échange, insistant sur les vertus de la future ZLEA.

« Tous ensemble, a-t-il dit, nous allons définir un programme pour renforcer nos démocraties, relever nos défis communs, et nous chercherons à élargir notre prospérité en augmentant nos échanges commerciaux », a déclaré le président américain.

L'arrivée d'un président

PAUL ROY

QUÉBEC — Pour assister à l'arrivée de George W. Bush, à l'aéroport Jean-Lesage, les journalistes devaient inscrire leur nom sur une feuille.

— Mais il y a deux feuilles ?

— Une feuille, c'est pour dehors, l'autre c'est pour dedans. Voulez-vous voir le président descendre de son avion ou assister à la cérémonie à l'intérieur de l'aéroport ?

— Les deux.

— Impossible. C'est l'un ou l'autre.

Comme il faisait beau...

À midi 47, une voix : « *Right there ! It's almost standing...* »

C'était lui ! Le gros « 747 » paraissait effectivement immobile dans le ciel de Québec. Mais en moins de deux, il était au sol.

L'escalier mobile, qui venait tout juste de passer le test du chien renifleur d'explosifs, fut amené sous la porte du *Air Force One*.

Les agents des services secrets étaient là — une vingtaine au moins —, avec leurs airs de robots. Des robots de deux mètres, s'entend.

George W. est apparu en haut de l'escalier. D'une main, il tenait celle de sa femme. De l'autre, il a salué ceux qui l'observaient. Le secrétaire d'État Colin Powell était derrière.

En passant devant les journalistes, avant de s'engouffrer dans le building, il a salué de nouveau et lancé : « *How are you all ?* »

Dix minutes plus tard, le couple présidentiel ressortait de l'aéroport par une autre porte et montait à bord d'un des deux Sea King H-60 de l'armée américaine. Colin Powell est monté à bord du second hélicoptère. Un troisième hélicoptère les a escortés jusqu'à la Citadelle, où attendait la limousine arrivée la veille à bord d'un des deux avions cargo Galaxy.



Photo Reuters

George W. est apparu en haut de l'escalier. D'une main, il tenait celle de sa femme. De l'autre, il a salué ceux qui l'observaient.

Les journalistes sont remontés à bord de leur autobus. C'était terminé. Terminé sans doute aussi pour la demi-douzaine de tireurs présidentiels étendus sur les toits des buildings environnants.

Et terminé pour les deux écolo-

gistes qui s'étaient postés le long du chemin de l'aéroport avec leur bannière « Kyoto », pour rappeler à George W. que la planète se réchauffe, quoi qu'il dise. Mais George W. était au-dessus de tout ça. En hélicoptère.

Castro transmet ses encouragements fraternels aux manifestants de Québec

Presse Canadienne

LE PRÉSIDENT de Cuba, Fidel Castro, qui a été exclu du Sommet des Amériques, a transmis hier soir un message « de solidarité » aux manifestants antimondialisation qui se sont activés hier à Québec.

« Nous venons de regarder à la télévision les images de la façon brutale par laquelle les autorités du Canada répriment les manifestations pacifiques de ceux qui protestent contre le crime qu'on veut commettre contre les droits politiques et économiques des peuples

de l'Amérique latine et du Caraïbe au Québec. C'est une honte ! » écrit le *lider maximo* dans un communiqué diffusé sur le site Internet de l'ambassade cubaine à Ottawa.

« Je veux les exprimer, au nom du peuple de Cuba, notre sympathique admiration pour le comportement courageux et héroïque de ceux qui luttent pour cette juste cause », poursuit-il dans une approximative traduction en français.

« Voilà comment les gouvernements qui veulent tromper le monde en s'appelant défenseurs des droits humains, traitent leurs

propres peuples. Voilà comment prétendent décharger leurs consciences pour les millions d'enfants, femmes, adultes et vieillards qui pouvant se sauver, meurent à chaque année à cause de maladies et de faim dans le monde. Mais ils ne pourront pas soutenir l'ordre injuste qu'ils ont imposé à l'humanité. Nous les transmettons notre plus grande solidarité. Cuba les appuie, les embrasse et les salue fraternellement », conclut le leader cubain, dont la présence au Sommet de Québec avait été vigoureusement exclue par les États-Unis.

TRIBUNE

À l'occasion du Sommet des Amériques, *La Presse* a invité quelques personnalités à donner leur point de vue sur la mondialisation.

Paul Piché :
« Quand est-ce qu'on va être assez riche ? »



Photothèque La Presse ©

Paul Piché estime que notre quête de prospérité est sans limite et met en péril notre planète.

« Avec la ZLEA, on nous promet une augmentation de la richesse collective, comme à l'époque de l'ALENA d'ailleurs. J'imagine qu'on doit commencer à être riche mais qu'on ne s'en est pas rendu compte encore.

« Moi, ce que je n'ai pas encore saisi dans tout ça, c'est quand est-ce qu'on va être assez riche ? Quand est-ce qu'on va avoir assez de motoneiges, de bibelots, de bébélles de Mcpa-

tentes pour être capables de boucler les budgets de nos hôpitaux et de nos écoles ? Combien de temps va-t-il falloir polluer pour demeurer compétitifs, pour créer de la richesse ? Quand est-ce qu'on va devenir assez riche pour protéger la richesse qu'est l'eau, l'air, la vie ?

« On devrait moins penser à créer de la richesse, mais plutôt protéger et mieux répartir celle qu'on a déjà. »

SOMMET DES AMÉRIQUES



Photo AP

La camionnette de Becky Simpson, une résidente de Gloucester au Massachusetts, a été fouillée hier au poste-frontière de Phillipsburg, au Québec. Deux de ses amis et elle ont pu passer la frontière et se rendre à Québec et comptent manifester contre le Sommet des Amériques... déguisés en clowns.

Deux cents personnes refoulées à la frontière

RIMA ELKOURI

AU MOINS 200 personnes, dont une centaine « au potentiel violent et à risque » selon Immigration Canada, ont été refoulées à la frontière canado-américaine depuis jeudi. Les autorités jouent au chat et à la souris avec des manifestants qui tentent parfois par tous les moyens de se frayer un chemin vers le Sommet de Québec.

À la veille du Sommet des Amériques, les douaniers ont noté une recrudescence des demandes de séjour au pays. La nuit de jeudi à hier a été particulièrement mouvementée, rapporte Richard Saint-Louis, porte-parole d'Immigration Canada. « On voit bien qu'il y a des gens qui essaient vraiment de passer. Même si on le leur interdit, ils font un peu de millage et se représentent à un autre poste-frontière. C'est illégal. »

Les 100 individus jugés potentiellement dangereux à qui on a refusé l'entrée au Canada s'étaient d'abord dirigés vers le poste-frontière de Cornwall, dans la nuit de jeudi. « Avant même de passer les frontières, ils ont carrément viré de bord. Peu de temps après, il y avait de l'achalandage dans d'autres points d'entrée plus petits à la frontière du Québec », a indiqué M. Saint-Louis.

Par ailleurs, six personnes soupçonnées d'avoir tenté de franchir illégalement la frontière à Lacolle pour se rendre au Sommet de Québec ont été arrêtées dans la nuit de jeudi à hier. « C'est assez cocasse parce que trois de ces personnes ont d'abord été admises au pays, précise M. Saint-Louis. Elles ont quitté le poste-frontière à bord de leur véhicule, avant d'être interceptées un peu plus loin par la GRC au moment où elles aidaient trois autres personnes à franchir les frontières à travers les bois. La GRC a arrêté tous les six. » Les suspects ont été envoyés au centre de détention de Laval. Leur comparution devrait avoir lieu cet après-midi.

Trois autres Américains, dont un journaliste de l'Oregon, qui avaient été arrêtés à l'aéroport de Dorval mardi, puis mis en détention, ont été libérés, hier.

Les agents d'Immigration Canada, deux fois plus nombreux pour l'occasion (135 agents au lieu de 70, au Québec), demeurent sur le qui-vive, surveillant de près les quatre grands postes-frontières et les 31 sous-bu-

reaux du Québec, ainsi que les 16 portes d'entrée ontariennes. « On a le maximum d'effectifs. Il n'y a pas de vacances ni de congés autorisés », a dit le porte-parole d'Immigration Canada. Des agents sont aux aguets jour et nuit, même dans les minuscules postes-frontières qui ferment normalement leurs portes la nuit.

Au poste de Lacolle, sur les 168 personnes qui ont été référées à des agents d'Immigration Canada jeudi et hier, 66 ont dû faire demi-tour vers les États-Unis. (Les voyageurs sont référés à des agents quand le douanier a des doutes à leur sujet.) À Phillipsburg, 22 personnes sur les 169 interrogées se sont vu refuser l'entrée au Canada. À Armstrong, 10 voyageurs sur les 67 référés à des agents ont dû rebrousser chemin. À Rock Island, c'était 4 sur 180.

Du côté ontarien, plus du tiers des 302 individus qui ont tenté d'entrer au pays, la plupart au poste de Cornwall, ont également dû faire marche arrière.

Plusieurs raisons peuvent conduire un agent d'immigration à interdire à un individu de séjourner au Canada. « L'agent peut refuser l'entrée à une personne si elle a un dossier criminel, si elle a été impliquée dans une organisation qui a eu maille à partir avec la justice dans des manifestations où il y a eu de la violence, ou si elle n'a pas de documents d'identité. On peut aussi refuser l'entrée à des gens qui ne savent carrément pas où ils s'en vont. Si vous n'avez pas de moyens de subsistance, pas d'endroit où aller, que vous ne connaissez personne au Canada, la loi prévoit qu'on n'est pas tenu de vous laisser entrer », explique le porte-parole d'Immigration Canada.

« Notre priorité est toujours la sécurité et la protection des Canadiens », assure Pierre Sigouin, directeur adjoint des Services de renseignements à Douanes Canada. Mais pour plusieurs, cette volonté d'assurer la sécurité des uns brime la liberté des autres. « C'est de l'abus », croit William Sloan, président de l'Association des juristes américains et spécialiste en droit de l'immigration. « Les agents d'immigration se basent sur de simples soupçons pour refouler des personnes. Des gens qui n'ont jamais été accusés de quoi que ce soit, mais qui ont déjà été arrêtés dans une manif, se voient refuser l'entrée au pays. C'est un peu arbitraire. »



SOLDE DU PRINTEMPS!

Plus de vols. **Pour beaucoup moins cher.**

d'un océan à l'autre

Vancouver

3 VOLS/JOUR

229\$

Calgary

3 VOLS/JOUR

219\$

Edmonton

2 VOLS/JOUR

219\$

Regina

1 VOL/JOUR*

233\$

Saskatoon

1 VOL/JOUR*

233\$

Winnipeg

1 VOL/JOUR

186\$

Thunder Bay

1 VOL/JOUR

85\$

Ottawa

2 VOLS/JOUR

79\$

Toronto

11 VOLS/JOUR

99\$

Moncton

1 VOL/JOUR

139\$

Halifax

2 VOLS/JOUR

89\$

St-John's, TN

1 VOL/JOUR

179\$



Los Angeles

1 VOL/JOUR

249\$

CANJET CANADA 3000 ROYAL

une meilleure façon de voyager

canada3000.com

1 888 828-9797

ou communiquez avec votre agent de voyages



NISSAN

TOUJOURS PLUS LOIN.

ACCÉDEZ AU POUVOIR

SENTRA

2,8%^{*}**

FINANCIEMENT À L'ACHAT

219\$ PAR MOIS, location 48 mois*

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Acompte seulement 855\$

ACOMPTÉ	MENSUALITÉ
1995\$	199\$
1495\$	209\$
855\$	219\$
0\$	239\$

CLIMATISEUR
AM/FM/CD
PNEUS TOUTES SAISONS 14 PO
PARE-BOUE AVANT ET ARRIERE
PARE-CHOC COULEUR CARROSSERIE
DOSSIER ARRIERE RABATTABLE 60/40
MOTEUR 1.8 L DE 126 CHEVAUX
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

*Location de 48 mois pour la Sentra XE «Option Plus» (C4LG51 BK10). Acompte ou échange équivalent de 855\$. Limite de 19500 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit.
**Taux de financement à partir de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

290606A

Les prix indiqués peuvent varier selon les dates de départs, sont des tarifs aller simple et sont soumis à l'attribution des sièges. Taxes, NAV Canada et surcharge de carburant en sus. Aucune réservation d'avance ou séjour minimum requis. Places limitées et nouvelles réservations seulement. Les réservations peuvent être modifiées moyennant une surcharge mais ne sont pas remboursables. Les fréquences des vols annoncés sont du lundi au vendredi. Prix valides sur les vols effectués entre le 1^{er} mai et le 21 juin 2001. *À partir du 28 mai 2001.

SOMMET DES AMÉRIQUES



Photo AP

Ce manifestant masqué évoluait dans un nuage de gaz lacrimogènes hier à Québec, à l'extérieur du périmètre occupé par le troisième Sommet des Amériques.

Qu'est-ce que le Black Bloc?

MARIE-CLAUDE LORTIE

QUÉBEC — « Le Black Bloc est un regroupement, tactique et mobile, de plusieurs groupes anarchistes ou d'organisations autonomes qui travaillent ensemble en vue de réaliser les divers projets possibles, en coordonnant nos actions pour un but global ; à court terme, faire connaître notre opposition farouche contre la tenue du Sommet des Amériques. À long terme, la destruction totale de l'oppression engendrée par l'État, le Capital, le Patriarcat... en somme, chacun définit sa priorité, de toute façon, le Black Bloc constitue seulement un lieu de convergence pour les actions directes. »

Voilà comment des membres du Black Bloc, le groupe qui a mené les manifestations violentes d'hier, définissent eux-mêmes qui ils sont dans la presse anarchiste que l'on retrouve sur Internet.

Née à Seattle durant les fameuses manifestations anti-OMC, l'expression « Black Bloc » ne fait pas référence à une organisation structurée, mais à des cellules ad hoc de manifestants, vêtus de noir (d'où leur nom) et masqués, qui se forment et se déforment selon les événements, et qui font des gestes violents.

La littérature anarchiste que l'on retrouve sur Internet explique pourquoi ils épousent le vandalisme.

« Nous agissons par nécessité. (...) Que ce soit pour notre survie, pour se défendre ou pour faire changer une situation que nous considérons intolérable. Personne n'oblige quelqu'un à devenir flic ; nous sommes pauvres par obligation, pas par choix. La vio-

lence ne devient alors non pas un choix, mais une nécessité tactique », peut-on lire dans un article de A-Infos, un site anarchiste, où des membres du Black Bloc expliquent pourquoi ils ont choisi la violence.

Selon eux, la violence contre la propriété privée est acceptable parce qu'elle est minime comparée à la violence qu'elle veut contrer, soit celle qui fait que les gens sont pauvres, exploités au travail, concrets par l'armée, victimes de la pollution des grosses entreprises et autres maux du système capitaliste.

Le Black Bloc refuse aussi le fait que seuls les policiers et l'armée aient le droit légalement d'être violents et pas les autres citoyens.

« La société capitaliste tire une grande partie de sa force dans le monopole de la violence et en ce sens, c'est bien plus jouer son jeu d'accepter ce monopole que de le dénoncer en agissant », peut-on lire dans un autre article de A-Infos.

Avant le Sommet des Amériques, le Black Bloc a aussi expliqué sur le Net comment se préparer à des manifestations. On suggérait notamment de s'habiller en noir, pour ne pas être reconnu, et de se protéger avec du rembourrage, mais on conseillait aussi de porter une deuxième couche de vêtements de couleur, en dessous, pour déjouer la police une fois les actes commis. « Des vêtements de rechange, préférablement portés sous la couche visible, sont un atout dans le but de garder sa furtivité totale après coup. Donc, pantalons assez amples, bottes à cap ou bien souliers de course imparables », suggéraient les anarchistes.

Le prêt-à-partir



Sac de couchage

The North Face
Thunderhead style # 010458
Isolation Polarguard 3D

-7 °C

Grandeur régulière
prix régulier 189,99\$

Promotion
119,99\$

Économisez 70\$

Aussi disponible en modèle long
prix régulier 209,99\$ promotion 129,99\$



Économisez 60\$

Sac à dos

The North Face
Exocet
Capacité 38 Litres
prix régulier 129,99\$

Promotion
69,99\$



* Quantité limitée.
Promotion en vigueur jusqu'au 6 mai 2001 ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

www.aventurier.net

Montréal

1610, rue St-Denis, Montréal (Qc) (514) 849-4100

Laval - Centre Décor

3912 Aut. 440 Ouest, Chomedey (Qc) (450) 681-8030

Brossard

8025, boul. Taschereau, Brossard (Qc) (450) 462-3389

il y a des gens qui se distinguent



Collection Triumph

25%

de rabais sur marchandise sélectionnée



Sac à dos pique-nique 4 personnes

89,95

Foxrun



Camisole

31,95

Ariane Culotte assortie, 19,95 \$



Bermuda

59\$

Collection West Coast



Nulle part ailleurs

Short

20\$

Collection Les Ailes

Quatre ans de prison pour avoir enlevé sa fille

CHRISTIANE DESJARDINS

Un homme de 51 ans a été condamné à quatre ans de pénitencier, hier, pour avoir fui au Liban avec sa fille, en 1991, et y être resté pendant neuf ans sans donner de nouvelles à la mère de l'enfant.

Aujourd'hui, l'enfant a 16 ans et considère sa mère comme une parfaite étrangère. Pis encore, elle lui en veut d'avoir porté plainte contre son père. « Aucune sentence ne remplacerait jamais les années perdues pour la mère », a fait valoir le juge Gilbert Morier en rendant sentence. Il a également insisté sur l'importance de la dissuasion générale.

L'homme, d'origine libanaise et que nous ne pouvons identifier à cause d'une ordonnance de non-

publication sur l'identité de l'enfant, est arrivé au Canada en 1973. Quelques années plus tard, il s'est marié avec une Québécoise qui a donné naissance à une fillette en 1984. Peu de temps après, le couple s'est séparé et a partagé la garde de l'enfant. Puis, quand l'enfant a eu trois ans, le père a fait croire à la mère qu'il s'en allait en vacances en France pour deux semaines, avec la petite. Il n'est revenu qu'au bout d'un an et demi...

Le couple retourne devant le juge, et cette fois la femme obtient la garde, et le père des droits de visite. En 1991, il s'enfuit avec l'enfant au Liban en laissant une petite note : « J'ai dû partir pour régler des problèmes de famille. Tu seras peut-être fâchée, mais tu auras des nouvelles bientôt. » La femme porte plainte à la police. Malgré ses recherches inlassables, la mère n'a jamais plus eu de nouvelles de son enfant.

En 1999, le père, qui a la double nationalité, rentre incognito et seul

au Québec, sans être inquiété aux douanes. Par la suite, mine de rien, il adresse une demande au ministère de l'Immigration pour faire venir sa nouvelle femme du Liban, et les quatre enfants qu'ils ont eus ensemble. C'est à cause de cette demande, que la police le retrace. Il est arrêté en mars 2000, sur les lieux de son travail, dans un restaurant de Saint-Sauveur.

Après son arrestation et quelques tractations, il consent à faire venir sa fille du Liban. De force et pour aider la cause de son père, celle-ci va demeurer avec sa mère naturelle. Mais comme c'est presque toujours le cas après une aussi longue séparation, cela ne fonctionne pas. Après trois mois, l'adolescente est retournée vivre avec son père, sa nouvelle femme et ses quatre demi-frères et soeurs, tous arrivés au Québec depuis.

Hier, après le prononcé de la sentence, l'homme a pris le chemin des cellules, pendant que sa nouvelle femme éclatait en sanglots.



Photo MICHEL GRAVEL, La Presse ©

Les procureurs marchent

Une centaine de procureurs de la Couronne ont marché, hier midi, du palais de justice de Montréal jusqu'aux bureaux du Conseil du Trésor, rue Stanley, pour manifester leur mécontentement à l'endroit des négociations en cours avec le gouvernement sur le renouvellement de leur contrat de travail. Une rencontre entre les deux parties a eu lieu hier, mais elle n'a pas donné de résultats concrets, selon l'Association des substituts du procureur général du Québec. « On sent une oreille attentive à la table, mais il n'y a toujours pas d'offre globale », déplore son président, M^e Claude Girard, qui n'exclut pas la tenue d'une nouvelle « journée d'étude » la semaine prochaine. Les procureurs réclament un rattrapage salarial de 30 %, alors que le gouvernement propose 9 %.

Jos Di Maulo acquitté de son refus de subir un alcootest

CHRISTIANE DESJARDINS

Jos Di Maulo, l'un des caïds les plus en vue de la mafia italienne, a été acquitté hier en cour municipale d'une accusation de refus de se soumettre à un test d'alcoolémie.

En rendant sa décision, le juge Pierre Gaston a indiqué qu'il ne pouvait accepter la preuve recueillie après l'interception de Di Maulo, parce qu'elle contrevient à la Charte des droits et libertés.

L'incident s'était produit le 22 septembre 1998, vers 4 h, sur le boulevard Saint-Laurent, près de la

rue Prince-Arthur. Di Maulo sortait d'un stationnement au volant de son véhicule quand il a été intercepté par des policiers. Ces derniers voulaient vérifier si le véhicule était volé.

Il n'en était rien, la voiture appartenait bel et bien à Di Maulo. Mais voilà, en discutant avec le conducteur, les agents ont senti une forte odeur d'alcool et lui ont demandé de subir le test de dépistage. Il a refusé, et a été accusé en conséquence.

S'appuyant sur la Charte des droits et libertés, l'avocat de Di Maulo, Louis Pasquin, a présenté une requête au tribunal pour que la preuve recueillie soit exclue parce que l'interception était arbitraire et abusive.

La Couronne, de son côté, sout-

nait que les policiers avaient le pouvoir d'agir comme ils l'ont fait, en vertu du Code de la sécurité routière.

Le juge a rappelé que la Cour d'appel avait imposé des balises strictes dans des cas semblables. Les policiers ont intercepté le véhicule en vertu du Code criminel, parce qu'ils croyaient qu'un crime était en train de se commettre. Ils ne peuvent par la suite changer leur fusil d'épaule et invoquer le Code de la sécurité routière pour justifier leur intervention. Le magistrat a donc rejeté la preuve recueillie par les policiers après l'interception de Di Maulo. Sans preuve, l'accusation devenait caduque et Di Maulo a été acquitté. Me-Suzanne Béchard, de la poursuite, a indiqué qu'elle ne porterait pas la cause en appel.

Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal (514) 485-0001
Hyundai Président
4600^e B^o boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 624-7777
Ulsan Hyundai
1625, boul. Hymus
Dorval (514) 683-5702
Vaudreuil Hyundai
125, Aimé-Vincent
Vaudreuil (450) 455-3677

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly (514) 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victoria
Longueuil (450) 670-2080
Les Automobiles Cloginor
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6817
La Prairie Hyundai
1055, boul. Taschereau
La Prairie (450) 659-2500

Hyundai Casavant
200, rue Johnson, Est
St-Hyacinthe
(450) 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 1-888-549-8632
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay
(450) 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes (450) 652-4979

Hyundai Valleyfield
450, Chemin Larocque
Valleyfield (450) 370-3330
Desmeules Hyundai
1237, boul. Des Laurentides
Laval (450) 668-6393
Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. Des Laurentides
St-Antoine (450) 432-4252
Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval (450) 682-6000
Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville (450) 434-5484

Houle et Frères Hyundai
290 Montée Masson
Mascouche
(450) 474-1110
Hamel Hyundai
130, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-0440
Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier
(819) 623-4844
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette (450) 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal (514) 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny
(450) 582-3182
Hyundai Sorel-Tracy
1864, rue Marie-Victorin
Sorel (450) 743-1244
Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa, Est
Montréal
(514) 329-7777

Hyundai Victoriaville
445, Bois-Francis, Nord
Victoriaville
(819) 758-5775
Hyundai N. Paquin Auto
51, 10^{ème} Avenue, Ouest
Amos (819) 732-5995
Dynastie Automobile Ltée
494, Avenue La Rivière
Rouyn (819) 762-1741
Maryvo Hyundai
1940, 3^{ème} Avenue
Val d'Or (819) 874-2886

L'essence à 10 cents de moins le litre à Saint-Jérôme

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

SAINT-JÉRÔME – Les pompes des stations d'essence situées à l'entrée de Saint-Jérôme, depuis l'autoroute des Laurentides, fonctionnent à plein régime et sans répit, ce qui entraîne parfois des gestes d'impatience chez certains automobilistes. La raison de cet achalandage est que le litre de carburant sans plomb ordinaire s'y vendait, hier, 10 cents de moins que dans la grande région de Montréal, soit 77,9 cents.

Depuis octobre, le prix de vente dans ce secteur est inférieur à celui demandé ailleurs. C'est cependant la première fois que l'écart est aussi élevé. Généralement, il se situe entre six ou sept cents.

La guerre des prix dans la région de Saint-Jérôme a débuté quand Costco a décidé de vendre son essence au prix plancher. Pour ne pas être en reste, les pétrolières ont décidé d'afficher le même prix dans l'agglomération de Saint-Jérôme et des stations situées plus au nord ont dû réduire elles aussi le prix à la pompe, qui se situe normalement deux cents environ plus cher. Le long de la route 117, à Piedmont, hier, le régulier se vendait 82,9 cents chez Inter Gaz et 79,9 cents chez Petro-Canada et chez Couche Tard.

Marc Gingras, qui exploite la station Shell située rue De Martigny, affirme que ses ventes d'essence ont plus que doublé. « Saint-Jérôme est devenue une destination. Durant tout l'hiver, les skieurs ont arrêté faire le plein et plusieurs en ont profité pour se restaurer. Il arrive même que des couples partent de Montréal et de ses environs pour venir faire le



PHOTO BERNARD BRAULT

La guerre des prix dans la région de Saint-Jérôme a débuté quand Costco a commencé à vendre son produit au prix plancher. Les concurrents ont tous suivi comme on peut le voir ici chez Petro-Canada, derrière une station Ultramar qui affiche le même prix.

plein ici et ensuite prendre un repas dans la région. La hausse de fréquentation dans les stations-services fait en sorte que toute la région connaît une excellente période au point de vue économique », a-t-il indiqué.

Cette guerre augmente aussi le nombre d'emplois. M. Gingras a été obligé de doubler son personnel. Il y a constamment deux personnes à la caisse. Il est proprié-

taire du dépanneur adjacent au libre-service et son chiffre d'affaires a augmenté considérablement.

Afin de répondre à la demande, Shell a dû modifier ses pompes pour majorer leur débit et augmenter la capacité des réservoirs d'essence.

Chez Petro-Canada, les 12 pompes fonctionnent sans relâche presque 24 heures sur 24 sept jours sur sept. On dit que c'est la même chose en face, chez Ultramar.

Selon les employés interrogés chez Petro-Canada, la vente d'essence a plus que doublé et est présentement plus forte que jamais. On estime pouvoir vendre, cette année, quelque 24 millions de litres d'essence.

« Auparavant, c'était mort ici les fins de semaine, mais maintenant c'est la folie furieuse », a mentionné un employé.

Si les pompes de cette pétrolière

fonctionnent à plein régime, ce qui a entraîné aussi des embauches supplémentaires, le dépanneur ne vend pas plus qu'auparavant. « Les automobilistes sont trop pressés, ils ont souvent attendu en ligne, ils entrent payer et sortent en vitesse », dit-on.

Chez Costco, à Saint-Jérôme, il fallait aussi faire la queue hier après-midi avant de pouvoir faire le plein.

Daniel Lefebvre, candidat à la mairie de Laval, en tournée de consultation

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le candidat à la mairie de Laval Daniel Lefebvre entreprend une tournée de consultation auprès du milieu communautaire de cette ville.

Le chef d'Élan/Équipe Daniel Lefebvre a expliqué, hier, que cette tournée avait été organisée dans le but d'approfondir sa connaissance des préoccupations et des attentes du milieu.

« Le milieu communautaire, dit-il, connaît

mieux que personne les besoins des Lavallois en matière d'action et d'intervention des organismes et est le seul interlocuteur pour les énoncer. Chacun des commentaires et suggestions qui émaneront des organismes sera pris en considération. Nous voulons que le volet communautaire de notre programme soit véritablement le reflet des besoins du milieu. »

M. Lefebvre déplore le fait que faute de moyens, trop d'organismes consacrent une grande partie de leurs énergies à trouver des fonds : « Le rôle d'une administration municipale sensible aux besoins de ses citoyens

est de soutenir le milieu communautaire dans sa mission. Je souhaite explorer avec les organismes toutes les avenues qui permettront d'assurer une juste part au financement. »

De son côté, Philippe Garceau, l'autre candidat qui tente de déloger Gilles Vaillancourt de la mairie de Laval, tiendra demain le quatrième brunch d'une série de six.

Cette formation soutient que 1700 personnes ont assisté jusqu'à présent à ces rencontres qui sont gratuites. « Tous les gens qui sont venus jusqu'à présent sont unanimes à dire que le temps d'un changement à l'hôtel

de ville est venu, puisque ce sont les mêmes personnes qui sont en place depuis 20 ans », affirme le chef de l'Équipe Garceau qui présentera demain un 13^e candidat.

Laval est divisée en 21 districts électoraux et 16 sont représentés à la table du conseil municipal par un élu de l'administration au pouvoir : quatre autres sont de l'Équipe Garceau et un, Maurice Clermont, est indépendant.

À près de sept mois des élections de novembre, le Parti du ralliement officiel des Lavallois (PRO) de Gilles Vaillancourt n'a pas encore présenté d'événement public. On souligne toutefois qu'un travail de terrain se fait depuis longtemps.

| TÉMOINS DE JÉHOVAH |

Blainville en appellerait

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

LES MEMBRES DU conseil municipal de Blainville vont décider mardi soir s'ils interjetent appel de la décision du juge Jean Crépeau, de la Cour supérieure, qui donne raison aux Témoins de Jéhovah et annule un règlement leur interdisant de faire du porte-à-

porte. Le maire Pierre Gingras a expliqué à *La Presse*, hier, qu'il avait lu les 45 pages du jugement et qu'il en était très déçu, même s'il considère le juge Crépeau comme un excellent juriste.

« Le tribunal ne reconnaît pas le droit des citoyens et dans sa décision le juge oublie complètement une importante partie de notre preuve », a expliqué M. Gingras.

Il a envoyé un exemplaire du jugement à tous les conseillers afin qu'ils en prennent connaissance avant de se présenter à l'assemblée de mardi. « Nos conseillers juridiques, poursuit M. Gingras, seront sur place pour répondre aux questions et pour donner leur opinion. Quant à moi, je ne veux pas me prononcer sur ce que je vais suggérer à mes collègues du conseil. Nous allons prendre une décision ensemble. »

Dans sa décision rendue mardi après quelques mois de délibération, le juge Crépeau en est venu à la conclusion qu'il ne fallait pas assimiler les Témoins de Jéhovah à des colporteurs, qui sont essentiellement des marchands, et que les visites à domicile de cette congrégation religieuse constituent un service communautaire chrétien.

FABRICANT / INSTALLATEUR - UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Fibro

25 ans DE GARANTIE

Piscines monoocoques en fibre de verre

Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

Nous avons aussi un grand choix de piscines de petites dimensions pour les espaces restreints.

Fibre optique gratuite ou nous payons la T.P.S.

SPA DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

PISCINE AVEC SPA INTÉGRÉ

Chaise longue thérapeutique incorporée à la piscine

CARACTÉRISTIQUES

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

PISCINE **Fibro** CANADA LTÉE

(450) 622-2664
(450) 628-0088

1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval (sortie 16, Autoroute des Laurentides)

VENEZ VOIR NOS PROMOTIONS www.fibro.ca

SOLARIUMS Zytco

VASTE SÉLECTION DE MODÈLES DE SOLARIUMS

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS

CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN, CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE

4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7

WWW.ZYTCO.COM

NOUVEAU VREBRE SUPER-ISO-BLOCK

ARÊTES OU RECOURBES 514-335-2050

ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

Psoriasis

Hommes/Femmes

Entre 18 et 65 ans

Recherchons personnes volontaires pour étude de recherche sur un nouveau traitement expérimental.

Conditions requises :

- Psoriasis modéré à sévère
- Administration intraveineuse
- Tests sanguins requis

Durée : 6 mois

Communiquez avec Mme Nicole Roy au **(514) 521-3851**

use pour bagages • Présélection de places • Choix multiple de vo

bagages • Présélection de places • Choix multiple de vols • Milles

Plein confort • Accommodation généreuse pour bagages • Présél

rtissement gratuit • confort • Accommod

s • Milles Aéror • complet • Pl

de places • r • Divertissem

• Présélect • s Aéropla

ion générale • Choix mul

n confort • Présélecti

rice complet • use pour ba

rtissement gra • Rangement

s • Milles Aéroplan • Service complet • Pl

de places • Choix multi • Aéroplan • Divertissem

• Milles Aéroplan • Divertisse • atuit • Service complet • Plei

Aéroplan • Divertissement gratuit • Service complet • Plein confort

aces • Choix multiple de vols • Milles Aéroplan • Divertissement

let • Plein confort • Accommodation généreuse pour bagages • Pl



JACOB Lingerie

Simplement sexy

tous les jours

SOUTIEN-GORGE COUSSINÉ 38\$
CULOTTE BRÉSILIENNE 16\$

Obtenez un **certificat-cadeau* de 10\$** à l'achat d'un soutien-gorge et d'une culotte de notre collection **Simplement sexy**

Offre valable du 8 au 28 avril
*Applicable à votre prochain achat.

Jacob Lingerie : 1220 Ste-Catherine ouest, 4067 St-Denis, Promenades de la Cathédrale, Carrefour Laval, Centre Rockland, Galeries d'Anjou, Promenades St-Bruno.

AU CŒUR DE VOS DÉPLACEMENTS

Les tarifs « Écono » :
des amours de petits prix... et bien plus encore.

Tarifs « Écono » aller-retour au départ de Montréal:

HALIFAX 178\$	TORONTO 198\$	WINNIPEG 379\$	ST. JOHN'S (T.-N.) 389\$	CALGARY VANCOUVER 459\$
-------------------------	-------------------------	--------------------------	------------------------------------	-----------------------------------

Faites vite et profitez de nos tarifs spéciaux aller-retour pour les États-Unis. Notre solde se termine le 25 avril 2001.

NEWARK 194\$	BOSTON 231\$	WASHINGTON 248\$	LOS ANGELES 458\$	SAN FRANCISCO 476\$
------------------------	------------------------	----------------------------	-----------------------------	-------------------------------

Réservé par Internet en peu de temps: www.aircanada.ca

Optez pour le billet électronique: la façon simple et rapide de voyager sans billet conventionnel.

Faites votre réservation en communiquant avec votre agent de voyages ou Air Canada au:

1 888 247-2262 ATS : 1 800 361-8071

AIR CANADA
airAlliance airBC airNova airOntario airCanada Regional

Les tarifs « Écono » sont une sous-catégorie de tarifs vous donnant accès à nos plus bas prix disponibles, et ce, pour tout voyage effectué au cours de l'année au Canada. Ces tarifs peuvent varier selon la saison et la destination. Sauf avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada ou d'Air Canada Régional inc. (faisant affaire sous le nom de Air Alliance, Air Nova, Air BC, Air Ontario, lignes aériennes Canadien Régional). Tarifs en vigueur au moment de la publication. Applicables aux nouvelles réservations seulement. Pour les destinations canadiennes: les voyages doivent prendre fin au plus tard le 15 juin 2001. Pour les destinations américaines: les billets doivent être achetés au plus tard le 25 avril 2001. Achat quatorze jours à l'avance. Pour les destinations américaines: les voyages doivent prendre fin au plus tard le 13 septembre 2001. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA et les frais d'aéroport ne sont pas inclus. Les tarifs peuvent différer selon la date et l'heure de départ et de retour. Les billets sont totalement non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Achat à l'avance. Séjour minimal et maximal, d'autres conditions s'appliquent.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

21 avril 2001

Page A11 manquante

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

21 avril 2001

Page A12 manquante

L'accident à la Kruger: un concours de circonstances

Presse Canadienne

L'ACCIDENT DE travail qui a causé la mort de Réjean Ducharme, le 18 décembre 1999, à l'usine Kruger de Trois-Rivières, n'est pas consécutif à une erreur humaine et ne peut être imputé à une négligence de la papeterie. Dans son rapport d'enquête qui a été rendu public hier matin, la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) conclut en effet que la mort de l'opérateur fait suite à un malheureux concours de circonstances. Deux causes ont été retenues pour expliquer l'accident, c'est-à-dire la télécommande du pont roulant qui déplaçait les rouleaux de papier et la présence de M. Ducharme dans une zone où les rouleaux étaient régulièrement en mouvement.

L'opérateur de 43 ans travaillait depuis une vingtaine d'années à l'usine Kruger. Il est mort coincé entre deux rouleaux de papier pesant plusieurs tonnes. L'accident s'est produit peu avant 22 h dans le secteur de la machine à papier numéro 1.

M. Ducharme était en train d'actionner la télécommande du pont roulant pour lever un rouleau de papier de quatre tonnes. Or, le rouleau s'est soudainement déplacé très rapidement dans sa direction, le frappant à la tête au passage et le coinçant contre un autre rouleau.

L'enquête de la CSST a révélé que la télécommande est en cause. « Cette télécommande sans fil utilise une bande de fréquences qui n'est pas réservée. Une interférence a probablement provoqué un bref arrêt de fonctionnement. Pour en vérifier le fonctionnement, l'opérateur (M. Ducharme) a peut-être essayé une autre commande à laquelle le pont roulant a cette fois-ci obéi », a mentionné Mario Gosselin, inspecteur à la CSST. Des lacunes sur la conception extérieure de la télécommande ont également été décelées. La seconde cause relève par ailleurs de l'organisation du travail, puisque les opérateurs doivent exécuter des tâches dans une zone où les rouleaux sont souvent déplacés.

Interrogé à savoir si une télécommande avec fil aurait pu sauver la vie de M. Ducharme, M. Gosselin estime que c'est difficile à savoir. « C'est évident qu'une télécommande avec fil limite l'accès des opérateurs mais, dans le cas présent, il s'agit vraiment d'une combinaison de deux événements », a-t-il précisé.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

Cinq alertes

Un incendie majeur a complètement détruit hier un immeuble situé à l'angle des rues Ontario et Bourbonnière, dans le quartier montréalais d'Hochelaga-Maisonneuve. Le feu a pris naissance vers 17 h 15 aux deuxième et troisième étages du 3781, rue Ontario, et s'est rapidement propagé au bâtiment adjacent, qui a été lourdement endommagé. Trois pompiers ont été légèrement blessés en combattant l'incendie et un citoyen, client de la brasserie sise au rez-de-chaussée, a subi des brûlures mineures au visage. Les locataires de quatre appartements, dont deux sont complètement détruits, n'ont plus de toit. La cause exacte du sinistre, qui a nécessité l'intervention de 130 pompiers, ne sera connue qu'à l'issue d'une enquête approfondie.

Poursuites contre trois compagnies de Montréal

Associated Press

ALBANY, N. Y. — Le procureur général de l'État de New York a intenté hier des poursuites contre trois compagnies montréalaises, qu'il accuse d'avoir arnaqué des Américains dont la situation financière était précaire, en leur offrant des cartes de crédit et des vacances en Floride.

Le procureur général Eliot Spitzer estime que les trois compagnies en cause ont ainsi frauduleusement obtenu au moins 5 millions \$ US de plusieurs centaines de consommateurs, auxquels on avait laissé croire qu'ils pourraient obtenir des cartes de crédit Visa ou MasterCard.

Les trois compagnies visées par la poursuite sont Alini International Marketing, Telehublink Corp., qui mène ses activités sous le nom de Triple Gold Benefits, ainsi que la compagnie à numéro 3557561, qui est active sous les noms de Platinum 2000, Continental Benefits Group ainsi que Alliance for Family Security.

Au lieu des cartes de crédit promises moyennant le versement de 200 \$, les clients recevaient, selon le procureur Spitzer, un catalogue pour l'achat d'articles ou de vacances, alors que d'autres recevaient des cartes de crédit à taux d'intérêt élevés.

EN BREF

Incendie suspect

UN INCENDIE d'origine suspecte s'est déclaré vers 3 h hier dans un dépanneur sis au 4706, rue Alexander, à Pierrefonds. Un bidon d'essence a été retrouvé à proximité du bâtiment, qui abrite également des bureaux, une blanchisserie et un commerce de location de téléavertisseurs. Le feu, qui a été maîtrisé par les pompiers en moins de dix minutes, n'a fait que peu de dommages. L'enquête a été confiée au SPCUM. Deux autres incendies similaires sont survenus au cours des dernières semaines dans ce secteur de l'Ouest-de-l'île.

Maison détruite à Rosemère

UN SPECTACULAIRE incendie a complètement ravagé une maison unifamiliale de Rosemère, située au 234 Dufferin, dans la nuit de jeudi à hier. Les trois personnes qui s'y trouvaient au moment où les flammes se sont déclarées, vers 4 h30, ont réussi à quitter les lieux rapidement et n'ont été que légèrement incommodées par la fumée. La cause exacte du sinistre n'est pas encore connue.

ÉPILATION MÉDICALE AU LASER DIODE
Chirurgie esthétique au laser
(Rides, cicatrices, tatouages, couperose, rosacée, taches pigmentaires, etc.)
Car la saison des maillots approche...
INSTITUT DE LASER DERMATOLOGIQUE DE MONTRÉAL
(514) 695-9646
Dr Denis L. Hébert, dermatologiste

Débat sur la thèse d'un commando extérieur responsable de la tuerie de 16 membres de l'OTS dans le Vercors

JACQUES GUILLON
Agence France-Presse

GRENOBLE — Un tribunal de Grenoble, chargé de juger le chef d'orchestre franco-suisse Michel Tabachnik, mis en cause dans la mort de 74 membres de l'Ordre du temple solaire (OTS), s'est penché hier sur les causes de la mort, en décembre 1995, de 16 d'entre eux dont les corps ont été retrouvés carbonisés en France.

La thèse des enquêteurs français est qu'après les premières tueries-suicides d'adeptes de la secte en Suisse en 1994, lorsque 48 d'entre eux ont effectué ce qu'ils estimaient être un « transit vers Sirius », 16 autres qui n'avaient pas été appelés par le grand maître Jo Di Mambro, ont voulu mourir à leur tour.

Ils ont ingurgité des cocktails de médicaments avant les coups de feu mortels et un dispositif qui a transformé le lieu, situé dans le Vercors, en bûcher.

Alain Vuarnet, qui a perdu sa mère Édith et son frère Patrick, et

son avocat M^e Alain Leclerc, ne croient pas à cette thèse.

Ils ont fait réaliser leurs propres expertises par un expert, Gilbert Lavoué.

Cité comme témoin, ce dernier explique qu'il a effectué des prélèvements cinq ans après les faits et qu'il a trouvé des traces de phosphore, deux fois supérieures à la normale à l'endroit du bûcher. D'autre part, il lui paraît impossible de brûler en partie les 16 corps avec 20 litres d'essence et du bois. Pour lui, « seul un lance-flammes ou un brûleur à gaz expliqueraient cela ».

Le procureur Pierre-Marie Cuny,

lui a fait remarquer que des tests réalisés avec 16 porcs tués puis habillés, avec du bois et une petite quantité d'essence ont donné des résultats voisins de la réalité, les textiles ayant joué un rôle de mèche, comme pour une lampe.

Le procureur a souligné qu'il existe du phosphore naturellement dans la nature, dans le bois, dans la sève des arbres, dans l'eau de drainage. Le lieu du bûcher est en forme de cuvette qui recueille l'eau de pluie et des pots de fleurs ont été déposés sur le site, contenant de l'engrais et donc du phosphore, ajoute-t-il.

L'avocat du groupe antisecte

UNADFI, Francis Vuillemin, observe alors que M. Lavoué évoque dans son rapport officieux « l'effet de mèche avec le textile et l'essence, comme cela figure dans le rapport officiel ».

« On nous fait perdre notre temps pour qu'on ne s'occupe pas des affaires de Michel Tabachnik », a ajouté M. Vuillemin à propos du seul prévenu dans ce procès où il est accusé d'association de malfaiteurs.

Deux autres témoins sont venus à la demande de M^e Leclerc à la barre. Michèle Agrapart, psychologue a étudié des lettres écrites peu avant le drame par une victime du Vercors, Patrick Rostan, concluant qu'il n'était pas suicidaire.

NOUS PAYONS LES TAXES SUR TOUS, TOUS, TOUS

NOS MODÈLES DE PLANCHER
EN LIQUIDATION!

SOFA À PARTIR DE 799 \$ *



TABLE ET 4 CHAISES À PARTIR DE 1 399 \$



Nous payons les taxes sur TOUS, TOUS, TOUS nos modèles de plancher en liquidation! Venez voir notre vaste sélection de spéciaux pendant qu'il est encore temps!



PIÈCE MEUBLÉE À PARTIR DE 2 999 \$



Montréal centre-ville 625 av. Président Kennedy (coin Union) (514) 848-0923
Pointe Claire Méga Centre des Sources 2345, autoroute Transcanadienne (sortie boul. Des Sources) (514) 695-8880
Laval Centre Décor 440 3916, autoroute 440 Ouest (coin Curé Labelle) (450) 687-1447
Saint-Léonard 6855, rue Jean-Talon Est (entre boul. Les Galeries d'Anjou et boul. Langelier) (514) 253-1070
Brossard NOUVELLE ADRESSE 8505, boul. Taschereau Ouest (450) 462-1264
Mobilia et Thomasville 12 magasins dans l'Est du Canada

mobilia
à votre style . à votre portée

* Doit être vendu en ensemble

Détails en magasins

Du Viagra pour Bill Gates

Agence France-Presse

CARDIFF (Grande-Bretagne) — Un jeune pirate informatique britannique a commandé du Viagra pour le millionnaire Bill Gates, après lui avoir piraté son numéro de carte bancaire, a révélé hier le procureur d'un tribunal du pays de Galles où le jeune homme est jugé.

Rathael Gray, 19 ans, dont le procès à Merthyr Tydfil, au sud du pays de Galles, a été ajourné hier pour une période indéterminée pour raisons médicales, est soupçonné d'avoir piraté et diffusé sur l'Internet les coordonnées bancaires de quelque 23 000 personnes.

Selon la partie civile, le jeune homme a notamment réussi à se procurer les coordonnées bancaires de Bill Gates, pour lequel il a commandé du Viagra, un médicament contre l'impuissance sexuelle, qui a été envoyé au domicile de l'ancien patron de Microsoft.

Analyste programmeur de métier, le jeune homme a aussi reconnu avoir piraté les services informatiques de plusieurs compagnies britanniques, canadiennes et américaines en février 2000.

L'une d'elles a mis la clé sous la porte, l'autre a dû limiter ses activités et Visa International a déboursé environ 250 000 livres (375 000 dollars) pour réparer les « fuites » bancaires organisées par Rathael Gray, a indiqué le procureur Gareth Davies.

Le pirate, qui a été arrêté au mois de mars par des agents du FBI, se voit comme « un saint du commerce en ligne », menant « une croisade » pour la mise à jour des failles de la sécurité sur l'Internet, a déclaré M. Davies.

Pour sa défense, M. Gray a plaidé qu'aucune interdiction ne lui a été formulée quand il a réussi à accéder aux sites piratés.

Mais la partie civile a comparé cette défense à celle d'un cambrioleur qui reprocherait à sa victime d'avoir laissé sa fenêtre ouverte.

M. Gray accuse les compagnies travaillant avec l'Internet de mettre en danger la sécurité de leurs clients en ne prenant pas les moyens de protéger les informations confidentielles qui leur ont été confiées.

« Si j'ai réussi à pénétrer dans votre site, cela veut dire que vous devriez passer un peu plus de temps à vous demander comment c'est possible », a-t-il lancé aux compagnies victimes de son indiscretion.

Nouveau réseau pédophile

Agence France-Presse

LAS PALMAS (Espagne) — La police espagnole a arrêté huit personnes soupçonnées de faire partie d'un réseau de diffusion d'images pornographiques mettant en scène des enfants par l'Internet, a annoncé hier le directeur général de la police, Juan Cotino, à Las Palmas (archipel des Canaries).

Parmi les personnes arrêtées, dont les identités n'ont pas été révélées, figure le chef présumé du réseau, interpellé à Pampelune (nord), a-t-il précisé.

Le coup de filet, préparé depuis un an par une brigade spécialisée dans les infractions technologiques, a permis de révéler l'existence de 54 distributeurs dans 21 pays situés sur tous les continents, sauf en Afrique, a indiqué M. Cotino, sans préciser de quels pays il s'agissait.

Le réseau diffusait des images pornographiques d'enfants via l'Internet, a indiqué M. Cotino, ajoutant que la police avait communiqué ses informations à Interpol, afin que les autres pays concernés par ce réseau puissent agir en conséquence.

Le directeur général de la police a assuré que l'opération était toujours en cours, et indiqué qu'il livrerait plus de détails lors d'une conférence de presse aujourd'hui.

Commotion chez les personnes allergiques aux arachides et aux noix

JUDITH LACHAPPELLE

Dans une boîte de Smarties, vous en trouverez peut-être des rouges, mais vous ne trouverez aucune trace d'arachide ou de noix. Mais plus pour longtemps : à partir de janvier, Nestlé fabriquera aussi des bonbons avec des noix dans son usine de Toronto et ne pourra plus garantir que ses autres produits n'en garderont aucune trace. Les personnes allergiques aux arachides et aux noix devront faire leurs adieux aux Kit Kat, Aero, Coffee Crisp, Mirage, et même aux Smarties multicolores.

« C'est une commotion, le téléphone ne déroule pas », a dit hier la porte-parole de l'Association québécoise des allergies alimentaires (AQAA), Claire Dufresne. Cette mère de deux enfants allergiques aux arachides et aux noix a dû leur annoncer la très mauvaise nouvelle... « C'étaient les seules friandises chocolatées auxquelles ils avaient accès, le fabricant pouvait garantir qu'il n'y avait aucune trace d'arachides ou de noix. »

Nestlé n'a pas l'intention de mettre des noix dans toutes ses friandises, mais il suffit qu'un nouveau produit fabriqué dans l'usine torontoise en contienne pour que la compagnie ne puisse certifier qu'aucune particule ne se retrouvera jamais dans ses bonbons sans noix. Comme de nombreux autres produits, les friandises Nestlé arboreront désormais la mention « Peut contenir des traces d'arachides ou de noix ». Un avertissement suffisant pour que les personnes très sensibles à ces allergènes ne courent aucun risque. Pour celles-ci, il suffit parfois d'une particule infime pour provoquer un choc anaphylactique.

La porte-parole de Nestlé, Kathryn Rowan, dit que la compagnie a considéré toutes les solutions pour garantir la « propreté » de ses produits. « Ça n'a pas été une décision facile à prendre, a-t-elle expliqué hier. Nous sommes désolés pour les problèmes que cela cause aux personnes allergiques, surtout aux enfants. » Nestlé a choisi d'étendre sa gamme de produits contenant des noix pour répondre à la demande des consommateurs. L'usine torontoise semblait être l'endroit tout

désigné pour introduire une nouvelle chaîne de production. Mme Rowan dit que la compagnie a envisagé d'isoler les nouvelles productions des autres, mais que l'usine n'aurait pas satisfait ses critères de certification sans noix ni arachides.

Sachant que ses produits étaient prisés par une certaine clientèle, Nestlé a entrepris d'avertir les associations de personnes allergènes, les médecins, les écoles et garderies huit mois avant l'entrée des arachides et noix dans son usine canadienne. La déception frôle la colère à l'AQAA, qui accuse la compagnie d'avoir pris cette décision pour des « raisons strictement économiques », sans penser au casse-tête qu'elle imposait à ses consommateurs allergiques. Claire Dufresne a contacté hier l'un des concurrents de Nestlé, Hershey, qui ne pouvait pas non plus lui garantir que ses produits chocolatés ne contenaient aucune trace d'arachides ou de noix, même si les lignes de production sont isolées. L'Agence canadienne d'inspection des aliments ne délivre pas de certification « sans noix ni arachides », mais teste les produits à la recherche de ces protéines. Si le test est positif et que le fabricant n'a pas inclus ces produits dans la liste des ingrédients, l'Agence ordonnera le rappel des aliments.

Il y aurait entre 2 et 5 % de personnes allergiques aux arachides et aux noix. Celles-ci ne sont pas nécessairement allergiques aux deux produits (les protéines allergènes sont différentes), mais comme les arachides sont souvent utilisées avec d'autres sortes de noix, elles ne peuvent courir aucun risque. Selon Mme Dufresne, environ 95 % des réactions allergiques mortelles sont causées par les arachides et les noix.

L'AQAA promet de se battre contre la décision de Nestlé et demandera à son millier de membres de se manifester. « C'est inacceptable, dit Mme Dufresne. C'est un pas en arrière. » Le Dr Dubé espère quant à lui que la décision de Nestlé incitera peut-être d'autres compagnies à profiter du marché pour proposer des produits garantis sans noix, ni arachides.

Au Québec, les dons d'organes augmentent lentement mais sûrement

LAURA-JULIE PERREAULT

Le Québec a un plus faible potentiel de donateurs d'organes que plusieurs autres provinces du Canada. La santé défallante des Québécois et l'âge élevé de la population sont deux des facteurs qui expliquent cet état de fait.

C'est ce que révèle un rapport publié cette semaine par l'Institut canadien d'information sur la santé, qui se penche sur une nouvelle méthode permettant d'évaluer le nombre de donateurs potentiels dans une population donnée.

Pour que des organes soient prélevés sur un patient cliniquement mort et maintenu en vie par des machines respiratoires afin d'être transplantés sur un autre patient, il faut qu'ils soient en bon état. Or l'âge et les habitudes de vie du donneur ont un impact sur la qualité des organes.

« Le nombre de Québécois qui fument, qui boivent de l'alcool de manière régulière, est élevé. Le taux d'exercice est plus bas que dans les provinces de l'Ouest. Le nombre de cas de cancer est un peu plus élevé que la moyenne des provinces canadiennes », expliquait une des responsables de l'enquête, Kim Badovinac.

Selon elle, c'est ce qui expliquerait que la progression du nombre de dons d'organes au Québec n'est pas aussi rapide que dans certaines provinces comme l'Alberta, qui a la population la plus jeune et la plus en forme du pays.

Occasion manquée

Le but de la récente recherche de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui a mis à profit des données de Statistique Canada recueillies entre 1992 et 1998, était entre autres de démontrer le nombre d'occasions manquées dans les hôpitaux lorsqu'un individu meurt à la suite d'un traumatisme crânien ou d'un accident cérébrovasculaire, des décès qui ne causent des dégâts qu'au ni-

veau de la tête et laissent intacts les autres organes vitaux. Les chercheurs ont utilisé la méthode d'un chercheur australien, Andrew Holt, pour établir de nouvelles statistiques.

Les résultats ? Au niveau national, seul 15 % des donateurs potentiels décédés d'un traumatisme crânien et 9 % des donateurs potentiels morts à la suite d'un ACV sont devenus dans la réalité des donateurs d'organes.

« Souvent, les médecins et les infirmières ont peur de demander aux familles s'ils peuvent prélever les organes. Pourtant, les sondages menés par Québec-Transplant au sujet de l'opinion de la population sur les dons d'organes démontraient que les gens sont très ouverts à cette éventualité », notait Mme Badovinac.

Hausse de dons

Les plus récentes données de Québec-Transplant montrent que le nombre de donateurs croît lentement mais sûrement au Québec. « Depuis trois ans, les statistiques ne sont plus en dents de scie. Avant, les chiffres fluctuaient de 86 dons une année, à 130 l'année d'après. En 1999, il y a eu 149 dons d'organes. En l'an 2000, il y en a eu 158. On espère arriver à 200 donateurs pour 2004 », affirmait Donald Langlais, directeur général de Québec-Transplant hier.

que des organes soient prélevés sur un Alors qu'il se prépare aux activités de la Semaine nationale du don d'organes qui commencent demain, M. Langlais se réjouit de voir l'intérêt des deux ordres de gouvernement pour la cause qui lui tient à cœur.

Le ministre de la Santé à Ottawa, Allan Rock, a annoncé la semaine dernière la création d'un Conseil national du don d'organes. À Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux a confirmé l'octroi d'un budget de 1,2 million qui servira à mettre en place dans les hôpitaux un réseau de responsables du recrutement des donateurs potentiels d'organes et de tissus.



Sac de taille GRATUIT
à l'achat d'une paire de souliers, de bottes ou de sandales
Merrell à prix régulier.

Une valeur de **19,95**

MERRELL

Événement Troc

Vous désirez renouveler votre équipement de plein air? Vous n'avez qu'à venir déposer vos produits de sports de plein air usagés du 21 avril au 2 mai à La Cordée. Tous les produits recueillis seront mis en vente le samedi 5 mai. Pour tous les produits vendus, nous vous remettons un bon d'achat échangeable à La Cordée.

Le samedi 5 mai dès 9h



LA CORDÉE

Promotion en vigueur jusqu'au 29 avril 2001 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

2159, rue Sainte-Catherine Est, Montréal H2K 2H9 Métro Papineau
Tél. : (514) 524-1106 • www.lacordee.com

DES SPAS TRÈS TRÈS SYMPAS!

UNIQUE!
Système de régénération de l'eau, en exclusivité chez Trévi!

SPAS TRÉVI à partir de **49\$** par mois*

Pour le plaisir du corps et de l'esprit!
• Diverses stations de massage thérapeutiques
• Sièges ergonomiques
• Jets hydrothérapeutiques TRIMASSAGE réglables et puissants

LIVRAISON INCLUSE, PRÊT À UTILISER!

OU RIEN À PAYER AVANT 2002!

*Mensualité calculée à partir de la valeur au détail à un taux de 8,75%. Acompte de 1000\$. Amortissement de 144 mois. Prêt remboursable en tout temps avant échéance. Taux en date du 29 mars 2001. Détails en magasin.

DES CREUSÉES TRÈS TRÈS RECHERCHÉES!

FINI LE CHLORE!
Système exclusif de traitement de l'eau sans chlore!
Renseignez-vous en magasin.

TRÉVIFLEX II à partir de **94\$** par mois*

Nouvelle génération de piscines
• Technologie d'avant-garde
• Technique de construction innovatrice
• Concept exclusif TréviLock™ permettant des trottoirs auto-portants
• Système de retenue de la toile breveté par Trévi
• Margelle intégrée exclusive
• Totalemment à l'abri de la corrosion

ÉQUIPÉE ET INSTALLÉE!

OU RIEN À PAYER AVANT 2002!

*Mensualité calculée à partir de la valeur au détail (équipement et installation inclus), à un taux de 7,75%. Acompte de 2000\$. Amortissement de 180 mois. Prêt remboursable en tout temps avant échéance. Taux en date du 29 mars 2001. Détails en magasin.

www.eTrevi.com

Trévi
LE N°1 DE LA PISCINE
MEUBLES • SPAS • SOLARIUMS

BLAINVILLE 11, boul. de la Seigneurie Ouest • BOUCHERVILLE 1235, rue Ampère BROSSARD 8705, boul. Taschereau CHATEAUGAY 515, boul. St-Jean-Baptiste FABREVILLE 515, boul. Curé-Labelle MASCOUCHE 285, montée Masson • POINTE-AUX-TREMBLAIS 11800, rue Sherbrooke Est TROIS-RIVIÈRES 01800, 4445, boul. Royal NEPEAN (Ontario) 1872, Mervale Road POINTE-CLAIRE 2315H aut. Transcanadienne

| STATION SPATIALE INTERNATIONALE |

Une balade à 400 kilomètres de la Terre

La station *Alpha* sera visible ce soir et demain soir dans le ciel de Montréal

JUDITH LACHAPPELLE

À 20 h 29 jeudi soir, au sommet du mont Mégantic dans les Cantons-de-l'Est, une trentaine de paires d'yeux tournés vers l'ouest guettaient l'horizon. Soudain, quelqu'un a montré un point blanc assez brillant. « La voilà ! » Traversant le ciel à la vitesse d'un gros avion, la station spatiale internationale *Alpha* avait l'air d'une étoile filante paresseuse. *Alpha* a croisé la constellation de Persé, puis le bout du chaudron de la Grande Ourse, avant de disparaître à l'est près de la constellation de la Vierge. À 20 h 34, *Alpha* poursuivait déjà sa course au dessus de l'Atlantique.

Depuis que les astronautes ont

déployé la première de quatre séries de panneaux solaires de la station le mois dernier, *Alpha* est plus visible que jamais pour les Terriens. Il est désormais possible de la voir passer à 400 kilomètres au-dessus de nos têtes, à l'oeil nu, presque chaque soir, surtout si le ciel est dégagé, sans lune, loin de la pollution lumineuse des villes. Sur le site Internet www.heavens-above.com, il suffit d'indiquer l'endroit d'où le ciel sera observé ainsi que le phénomène à surveiller, pour qu'apparaisse une carte du ciel et un horaire du passage de la station internationale, d'un satellite, d'une navette spatiale, ou d'une planète. Par exemple, *Alpha* traver-

sera le ciel de Montréal ce soir de 21 h 43 à 21 h 45 et demain soir de 20 h 43 à 20 h 49.

Chris Hadfield doit déployer le nouveau bras canadien, une gigantesque structure longue comme deux autobus et qui consomme autant d'énergie... que deux fers à repasser !

dien, une gigantesque structure à la fine pointe de la technologie, longue comme deux autobus et pesant autant qu'une voiture, conçue pour

Endeavour doit s'amarrer aujourd'hui à la station spatiale en vue de l'installation du Canadarm2 qui doit commencer demain. Chris Hadfield sortira de la navette pour effectuer sa première marche spatiale tôt demain matin, à 7 h 41 heure avancée de l'est, selon l'horaire qui était toujours en vigueur hier. L'événement, qui doit durer six heures, sera retransmis en direct sur Internet (www.espace.sympatico.ca).

Chris Hadfield doit déployer le nouveau bras canadien, une gigantesque structure à la fine pointe de la technologie, longue comme deux autobus et pesant autant qu'une voiture, conçue pour

déplacer des modules de la station, des pièces d'équipement, voire des navettes spatiales, et qui consomme autant d'énergie... que deux fers à repasser ! L'énergie est une denrée précieuse là-haut, et les ingénieurs canadiens ont dû jongler avec des exigences très strictes pour créer des pièces performantes et peu énergivores. Daniel Provençal, de la compagnie EMS Technologies, avait dessiné une boîte électronique destinée à faire fonctionner chacune des sept articulations du bras. Son concept répondait à plusieurs exigences, comme la résistance aux vibrations, mais il a échoué le test de la puissance énergétique : la boîte grugeait 27 petits watts, soit environ la puissance pour illuminer des lumières de Noël, mais c'était encore cinq watts de trop...

Les ingénieurs de la NASA étaient intraitables et EMS a dû retourner à sa table à dessin. La limite de 22 watts avait été minutieusement fixée en prévision de l'utilisation des pièces pour éviter une surchauffe de l'équipement et une usure précoce. En refaisant de savants calculs (irradiation de la chaleur, temps d'exposition au soleil, utilisation d'autres matériaux),

les concepteurs des joints ont finalement réussi à leur faire perdre leurs watts en trop.

Une autre compagnie montréalaise, Tecresult Eduplus, s'est frotté aux critères de performance serrés de la NASA. Le logiciel sur lequel une trentaine d'astronautes et de contrôleurs de mission ont appris à manipuler le Canadarm2 a été conçu ici. De bons élèves, les astronautes ? « Les plus exigeants ! » dit le président Yvon Rodrigue. Le contrat de l'entreprise avec l'Agence spatiale canadienne n'est pas terminé puisqu'il faudra adapter le logiciel de formation aux deux autres composantes du Système d'entretien mobile qui seront ajoutées au Canadarm2 au cours des prochaines années, soit le manipulateur agile spécialisé (sorte de robot à deux mains pour les opérations délicates) et la base d'entretien mobile télécommandée (qui permettra au Canadarm2 de se déplacer plus aisément sur la station).

[cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca) Les détails techniques de la mission d'Endeavour et une biographie de Chris Hadfield sont disponibles à www.cyberpresse.ca/endeavour

PANIER d'économies

Forfait

2 pour 1 à 199 \$
montures et lentilles simple vision
avec traitement résistant
aux rayures*

Gratuit

Clip solaire
ou lunettes solaires
à l'achat d'un
2 pour 1*

Mini-Prix

sélection de montures à
99 \$ et 159 \$
incluses dans le 2 pour 1*

Pour connaître
la succursale la plus proche
1 800 463-LOOK (5665)

LUNETTERIE
**NEW
LOOK**

Michel Laurendeau, opticien

www.newlook.ca

* Ces offres s'appliquent à des collections de montures sélectionnées et ne peut s'ajouter à aucun rabais. Valable jusqu'au 28 avril 2001.



Photo ROBERT NADON, La Presse ©
Sur une tribune de l'Agence spatiale canadienne, à Saint-Hubert, l'astronaute Marc Garneau a commenté, jeudi dernier, le lancement de la navette *Endeavour*.

Une première : un Canadien marchera dans l'espace

MICHELLE MACAFEE
Presse Canadienne

CAP CANAVERAL — C'est demain qu'un astronaute canadien « marchera » pour la première fois dans l'espace, et que le nouveau bras robotique sera arrimé à la Station spatiale internationale.

Après quatre ans d'entraînement, l'astronaute Chris Hadfield se dit prêt à sortir de la navette et à flotter dans l'espace en condition d'apesanteur. « C'est surtout un effort de simulation et de visualisation, déclarait-il récemment. Il faut plus ou moins tenter d'imaginer d'avance le déroulement de la marche dans l'espace. »

L'astronaute a l'intention de prendre de nombreuses photos, mais il devra d'abord attendre que son coéquipier, l'Américain Scott Parazynski, et lui aient terminé le travail délicat qui les attend.

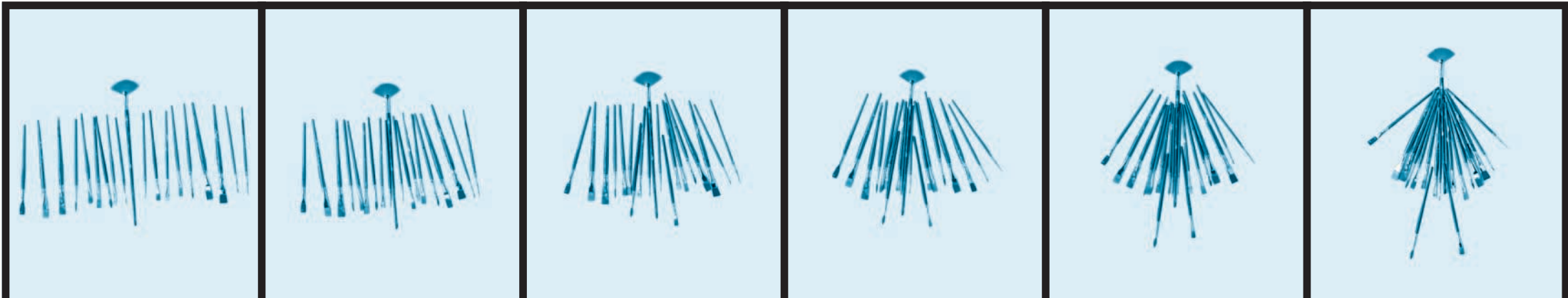
Si tout se déroule comme prévu, Chris Hadfield pourrait entreprendre sa marche historique dans l'espace à 7 h 41, dimanche. Les deux astronautes devront alors effectuer un certain nombre de tâches, dont celle de relier le bras géant à une source d'énergie sur la station spatiale.

Une deuxième marche dans l'espace est prévue mardi pour le Canadien, qui pourrait sortir une troisième fois au cours de la semaine.

La famille de Chris Hadfield, ses collègues astronautes et tous ceux qui ont travaillé à l'élaboration et à la construction du bras canadien suivront de près les événements de dimanche. Mais selon les familiers du projet, les Canadiens en général n'éprouveront pas nécessairement à l'égard de Canadarm2 le même sentiment de fierté patriotique qu'en 1981, lorsque le premier modèle avait été intégré à la navette *Columbia*.

À cette époque, il arrivait que les stations de télévision canadiennes mettent fin chaque soir à leur programmation en montrant le bras canadien déployé au-dessus de la Terre, sur fond d'hymne national.

« Avant l'apparition du bras robotique, les Canadiens en général ne croyaient pas que le pays avait des compétences en technologie de pointe », souligne Savi Sachdev, directeur général intérimaire des systèmes spatiaux à l'Agence spatiale canadienne. « Nous sommes soudain devenus plus importants. Il y a des choses que la NASA n'aurait pu faire sans le bras canadien. »



Les Femmeuses 2001

28 et 29 avril

Expo-vente d'œuvres de 94 femmes artistes en arts visuels au profit de sept maisons d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.

Samedi 28 avril, de 11 h à 18 h
Dimanche 29 avril, de 9 h à 17 h

Une initiative de :

Pratt & Whitney Canada
Une société de United Technologies

Pratt & Whitney Canada
1000, boul. Marie-Victorin, Longueuil
Entrée libre
Renseignements au (450) 647-3929
www.pwc.ca

Une exposition unique en son genre

FORUM

Intégration économique : quel rôle pour les politiques nationales ?

PIERRE-PAUL PROULX
et CHRISTIAN DEBLOCK

Les auteurs sont respectivement économiste conseil et chercheur au Groupe de recherche sur l'intégration continentale à l'UQAM. Leur texte a été écrit dans le cadre du projet chaire Téléglobe-Raoul-Dandurand/CEIM/La Presse à l'occasion du Sommet des Amériques.

L'adage économique veut qu'il soit plus sage pour un petit pays d'avoir des relations économiques amicales et privilégiées avec son principal partenaire commercial que de poursuivre les chimères de la diversification des échanges. En se spécialisant, le petit pays sort gagnant de sa relation avec le grand.

En optant pour le libre-échange avec les États-Unis, le Canada a malgré tout poursuivi une politique de diversification de ses échanges. Il s'agissait d'obtenir un accès élargi et sécuritaire à son principal marché, puis de se servir du marché américain comme d'un tremplin pour conquérir les marchés internationaux. Le libre-échange devait créer un environnement favorable à la concurrence et à l'investissement, mais ne permettait pas de participer à la recomposition spatiale et sectorielle des activités économiques en cours dans l'hémisphère occidental.

Nos politiques commerciales ont-elles eu les effets attendus ? Depuis 1989, date de mise en oeuvre de l'ALE, la croissance annuelle moyenne au Canada a été de 2,5 %, contre 3,2 % et 3,7 % aux États-Unis et au Mexique. L'emploi a augmenté, en moyenne, de 1,3 % au Canada, contre 1,4 % pour les États-Unis et 2,9 % pour le Mexique. Parallèlement, les exportations ont progressé en volume pendant cette période de 8 %, contre 8,4 % pour les États-Unis et 13 % pour le Mexique. La performance du Canada est bonne, supérieure à la moyenne des



pays de l'OCDE, mais moins bonne que celle des États-Unis. Il en va de même pour le Québec.

Le libre-échange avec les États-Unis a fortement profité aux exportateurs canadiens. En pourcentage du PIB, les exportations de biens et services ont bondi, passant de 25,6 % en 1989 à 45,8 % en 2000. De leur côté, les importations sont passées de 25,6 % à 40,1 %. L'excédent commercial avec les États-Unis a atteint l'année dernière le chiffre record de 92 milliards de dollars canadiens. La proximité, la demande américaine, les règles d'origine et les changements technologiques ont entraîné une profonde réorganisation des échanges, l'orientation Nord-Sud étant plus manifeste que jamais.

Le pourcentage des exportations canadiennes destinées aux États-Unis est passé de 68,6 % en moyenne pendant les années 70 à plus de 80 % pendant la dernière décennie. Les tendances sont les mêmes pour les importations. Le Québec a également tiré parti du libre-échange avec les États-Unis. Toutefois, sa part dans les exportations canadiennes est restée stable, autour de 17,5 % environ, et rien n'indique que le virage Nord-Sud y soit plus marqué qu'en Ontario par exemple. Le passage du Québec vers la production de biens de haute technologie de-

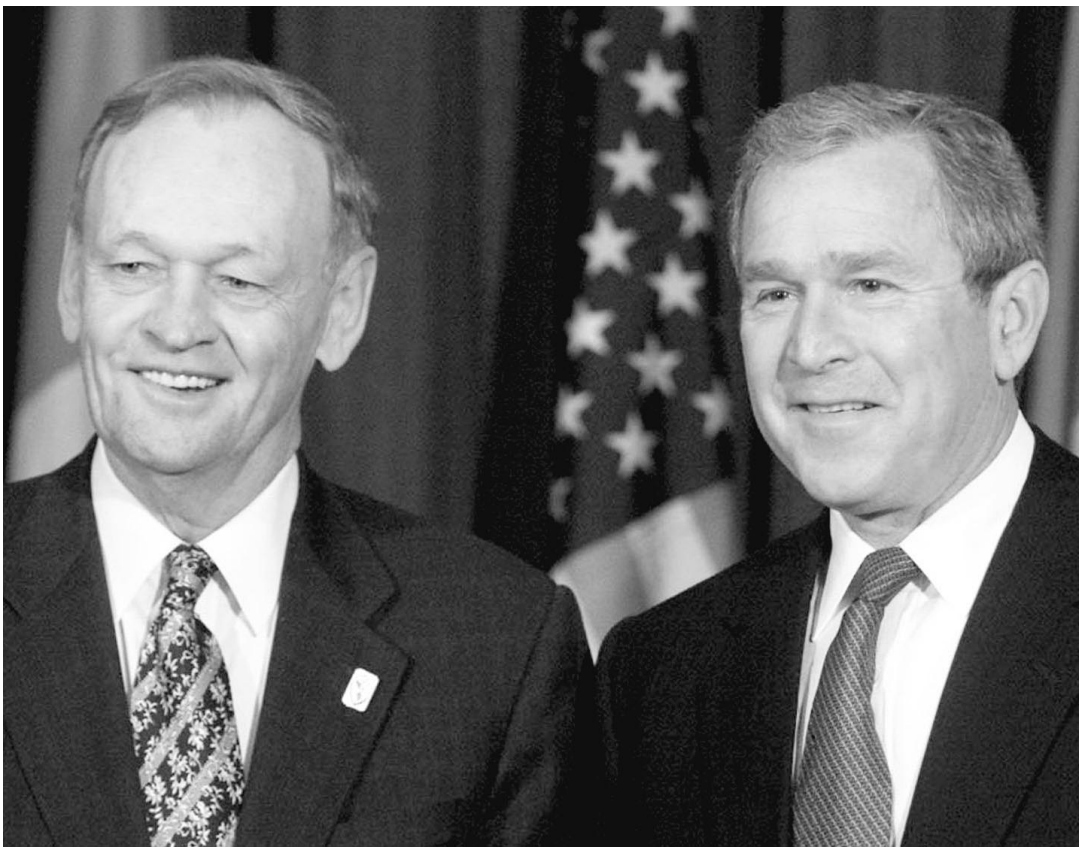


PHOTO PC

Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien (à gauche), a souhaité la bienvenue, hier, au président américain, George W. Bush. Les deux hommes, et 32 de leurs homologues prennent part au Sommet des Amériques qui s'est ouvert, hier, à Québec. Lors des discussions, le premier ministre Chrétien aura sûrement en tête l'expérience du libre-échange avec les États-Unis qui a fortement profité aux exportateurs canadiens. En pourcentage du PIB, les exportations de biens et services ont bondi, passant de 25,6 % en 1989 à 45,8 % en 2000. De leur côté, les importations sont passées de 25,6 % à 40,1 %. L'excédent commercial avec les États-Unis a atteint l'année dernière le chiffre record de 92 milliards de dollars canadiens.

vrait cependant accentuer ce virage, ce qui constitue d'ailleurs un défi pour les entreprises québécoises qui doivent rivaliser de plus en plus avec les entreprises mexicaines sur le marché américain.

L'orientation Nord-Sud des échanges a eu deux conséquences. D'abord, les études le révèlent, le libre-échange avec les États-Unis serait responsable d'une diminution de 7 % du commerce interprovincial. Ensuite, le commerce avec les autres pays a reculé. Les exportations vers les autres destinations ne représentent plus que 12,9 % des exportations canadiennes. Pour le Québec, ce pourcentage est passé en l'espace de dix ans de 28 % à 14,4 %. Le dynamisme de l'économie américaine et une croissance anémique en Europe et en Asie y sont pour beaucoup. Mais cela n'explique pas le fait que le solde commercial avec les pays autres que les États-Unis, positif en 1995, soit devenu lourdement déficitaire (- 37,6 milliards de \$ CAN. en 2000). Concrètement, la politique de diversification des échanges n'a pas été un succès.

Les investissements directs étrangers (IDE) sont un autre indicateur qui permet d'évaluer les résultats de la politique d'ouverture du Canada. La part canadienne des IDE mondiaux est passée de 11 % en 1980 à 3,5 % en 1999. Et pendant la dernière décennie, le Canada n'a reçu que 2,8 % des IDE mondiaux. Le stock d'IDE sortant est passé de 14,8 % du PIB en 1990 à 25,9 % en 1999 alors que le stock des IDE entrant au PIB canadien est passé de 19,7 % à 23,9 % durant cette période. Les IDE sont passés de 2 % des dépenses canadiennes d'investissement en 1979 à 19 % en 1999 ! Quant au Québec, il reçoit moins de 10 % du total des IDE ca-

nadiens. On comprend l'intérêt canadien pour les questions d'investissement, mais on peut se demander ce qu'il en est aujourd'hui de l'objectif de faire du Canada la porte d'entrée des investissements étrangers vers les États-Unis. De même, on constate que le Canada ne concentre plus aujourd'hui que 10 % des investissements américains dans le monde (contre 21 % en 1980), mais aussi que la part des États-Unis est passée en l'espace de dix ans de 64 % à 72,2 %. De son côté, entre 1990 et 1998, la part canadienne des IDE entrant en Amérique du Nord a diminué de 7,6 points, et ce malgré l'ALE et l'ALÉNA, ce qui prouve à quel point d'autres facteurs que l'ouverture commerciale jouent dans les décisions d'investissement des entreprises.

Il est difficile d'échapper à la conclusion que le Canada (et le Québec) pourrait améliorer ses performances économiques dans les Amériques ! Malgré le fait que la population y représente 3,8 % de la population du continent, 4,3 % du PIB et 17 % des exportations des Amériques proviennent du Canada, les indices du déclin canadien sont nombreux, la forte chute du dollar en étant peut-être le symbole le plus évident. La faible performance de la R&D, dont les dépenses représentaient à peine 1,6 % du PIB en 1999 contre 2,8 % pour les États-Unis, l'écart considérable sur le plan de

la productivité, une performance à l'exportation moins bonne que celle du Mexique dans les secteurs de forte et moyenne-forte technologie sont autant d'indices qui montrent que les accords commerciaux n'ont pas été suffisants et que la revitalisation de l'économie passe aussi par d'autres voies.

Les excellents résultats commerciaux avec les États-Unis, favorisés par un dollar faible et une moindre progression des coûts salariaux, ont contribué à faire croire que le dynamisme de l'économie dépendait presque exclusivement de son intégration à celle de son voisin. Et ce, pendant qu'aux États-Unis, comme le montre le dernier rapport du US Competitiveness Council, on signale l'importance de l'innovation, de la qualité des ressources humaines et la performance des régions de haute technologie pour expliquer leur dynamisme, tout en ne négligeant pas de souligner l'importance de l'ouverture économique. Ces prescriptions de politique sont pertinentes pour le Canada et le Québec qui partagent le même espace économique. En souscrivant à l'ALENA (et à la future ZLEA), le Canada a accepté de jouer les règles du jeu du commerce international. Mais cette approche n'a pas donné tous les résultats attendus. Nul doute que les accords de libre-échange ont stimulé l'économie, mais le bilan de la performance économique confirme le fait que l'ouverture commerciale n'est pas suffisante.

Les accords commerciaux doivent s'accompagner de politiques publiques orientées vers les principaux déterminants du développement que sont l'innovation, la qualité des ressources humaines et l'investissement, en particulier dans les technologies de l'information et des communications. Il incombe cependant de mettre en application une politique nationale multidimensionnelle et intégrée qui serait constituée de divers axes, dont la promotion de l'entrepreneuriat, la pénétration de réseaux et de plates-formes d'achat des grandes entreprises par nos PME, la production et l'utilisation de nouvelles technologies, l'éducation, l'innovation, la R&D, la spécialisation et le renforcement d'un nombre limité de pôles technologiques, bref tout ce qui peut améliorer la productivité de l'économie et accélérer le passage vers l'économie du savoir.

Par ailleurs, laissée à elle-même, la croissance engendre et aggrave les disparités de revenus, les régions les plus riches et les plus compétitives étant celles vers lesquelles afflue le capital et la main-d'oeuvre. Des politiques de redistribution des revenus doivent accompagner les politiques de développement sans quoi les accords de libéralisation des échanges, en exacerbant les différences qui résultent de la concentration des activités et du changement technologique, risquent de nous préparer des lendemains

Des politiques de redistribution des revenus doivent accompagner les politiques de développement.

inacceptables sur le plan de l'équité et du développement social.

Nous disposons d'une marge de manoeuvre considérable pour élaborer et appliquer des politiques qui permettraient de renverser le lent déclin de nos économies et de profiter d'un modèle d'américanité qui nous offrirait ses avantages sans ses lacunes. On dit souvent qu'il est dangereux de laisser la politique aux politiciens, mais il est tout aussi dangereux de laisser la politique économique aux seuls négociateurs commerciaux. C'est aussi à nous d'y voir.

Les femmes ont-elles raison d'être inquiètes ?

Les femmes font les frais des impératifs de rentabilité financière que le contexte de la mondialisation impose désormais aux entreprises

DIANE LAVALLÉE

L'auteure est présidente du Conseil du statut de la femme (CSF).

La libéralisation des échanges qui se déroule à l'échelle mondiale se pense et s'organise pour répondre aux impératifs du marché et des investisseurs. Les analyses statistiques indiquent que ce phénomène a coïncidé avec une augmentation de la pauvreté et des écarts de revenu entre les pays et à l'intérieur même des pays au cours des dernières années. On observe aussi une perte de pouvoir des États-nations, au profit des grands détenteurs de capitaux et des firmes transnationales. Une solide réflexion s'est amorcée sur ces sujets chez les universitaires et de nombreux groupes sociaux. Une dimension reste toutefois dans l'ombre la plupart du temps : la mondialisation soulève-t-elle des écueils spécifiques pour les femmes ?

Le Québec a inscrit au coeur de ses valeurs fondamentales l'égalité entre les hommes et les femmes. Toutefois, les femmes n'ont pas encore atteint l'égalité complète dans les différentes sphères de l'économie et du pouvoir. Elles savent que la situation en emploi et l'autonomie économique de la plupart d'entre elles peuvent être fragilisées par le retrait de l'État et par l'avènement d'un marché du travail hyper compétitif. Trop souvent, cela se traduit en emplois précaires pour lesquels on réclame plus d'exigences et un plus grand rendement. Dans ce contexte, il nous apparaît essentiel d'examiner si l'intégration continentale est de nature à remettre en question les acquis des femmes d'ici et d'ailleurs, quels sont les obstacles à éviter et à quelles

conditions ce projet pourrait contribuer à leur mieux-être.

Les femmes ont-elles raison de s'inquiéter des effets de la mondialisation ? Il semble bien que ces craintes soient fondées. En effet, plusieurs chercheuses ont documenté les conséquences bien réelles de la mondialisation sur les femmes. Bien sûr, des jeunes femmes d'Asie et d'Amérique latine, particulièrement les célibataires, ont connu une hausse de l'emploi à la suite de l'afflux des investissements étrangers, mais il s'agit la plupart du temps d'emplois peu gratifiants, hiérarchiquement inférieurs, souvent peu rémunérés et effectués dans des conditions difficiles. De plus, les politiques favorisant le regroupement des terres et leur exploitation intensive par les multinationales de l'alimentation privent souvent les femmes des pays les plus pauvres de leurs moyens de subsistance traditionnels sans qu'elles n'aient souvent accès aux nouveaux emplois créés. Par ailleurs, l'effondrement de l'économie centralisée a accru de beaucoup l'insécurité financière des femmes des pays de l'Est. Enfin, avec la mondialisation, on a vu s'accroître, presque partout dans le monde, le commerce sexuel impliquant des femmes et des jeunes filles.



Diane Lavallée

Les femmes des pays développés sont aussi touchées par la mondialisation. Depuis les années 1970, les pays développés connaissent une croissance beaucoup moins sou-

tenue qu'antérieurement, même si le commerce international a pris, de son côté, de l'expansion. On parle maintenant de croissance sans emplois pour qualifier le fait que les taux de chômage demeurent élevés dans certains pays même dans les phases favorables du cycle économique. Les écarts de revenu se creusent alors qu'un groupe restreint tire de mieux en mieux son épingle du jeu.

Bien sûr, le contexte de la mondialisation, le développement des nouvelles technologies et la valorisation de l'excellence offrent des possibilités d'emploi nouvelles et stimulantes aux diplômées jeunes, disponibles, scolarisées et qualifiées. Cependant, comme les travailleuses se retrouvent avant tout dans les services et que les exportations concernent encore beaucoup la production de biens dans des industries où elles sont moins présentes, on peut penser qu'elles ne sont pas les premières bénéficiaires directes des emplois résultant de la hausse du commerce international.

En revanche, les femmes font les frais des impératifs de rentabilité financière que le contexte de la mondialisation impose désormais aux entreprises. Compétitivité, flexibilité et rationalisation se traduisent, pour elles comme pour les autres, par un accroissement des exigences au travail alors qu'elles semblent davantage touchées par la hausse de la précarité, un phénomène qui touche aussi les jeunes hommes, mais qui affecte les femmes tout au cours de leur vie. Ces circonstances ne sont pas propices à la venue d'enfants et à la conciliation des responsabilités parentales. (...)

Par ailleurs, le Québec et le Canada ont comme partenaire privilégié les États-Unis,

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Editorialiste en chef

Le dialogue de sourds



AGNÈS GRUDA
 agruda@lapresse.ca

Il y avait plus ou moins 2000, venus des principaux pays des Amériques, à assister au deuxième Sommet des peuples — une initiative censée aboutir à une contre-proposition au modèle de mondialisation dont discutent ce week-end les 34 chefs d'État réunis depuis hier à Québec.

Il y avait parmi eux des Amérindiens de l'Équateur et des féministes de Toronto, des cultivateurs de bananes de Saint-Vincent et des métallos *made in Québec*, des médecins sans frontières et des militants de l'eau. Il y avait John Sweeney, leader de la grande centrale syndicale américaine AFL-CIO, et Nora Aquino, une « mère de la Place de Mai » — ce mouvement de femmes argentines qui, à l'époque de la junte militaire, cherchaient à retrouver leurs enfants disparus. Il y avait nos leaders syndicaux et une vieille dame mexicaine aux cheveux fuchsia, qui a harangué la foule telle une *Pasionaria* du 21^e siècle.

Même s'ils sont réunis autour d'une préoccupation commune — l'impact d'une éventuelle zone de libre-échange élargie à l'ensemble de l'hémisphère — tous ces gens représentent des intérêts pas toujours convergents. Les résultats de leurs trois jours de discussions sont à l'avenant : une grosse bouillabaisse où l'on retrouve beaucoup de lamentations, pas mal de charriage, mais aussi des suggestions intéressantes que l'on aurait tort d'ignorer.

La déclaration finale du sommet présente le libre-échange comme le diable en personne. « Ce projet néolibéral est raciste, sexiste et destructeur de l'environnement », stipule le texte. Oui, les sociétés qui pourraient un jour se fréquenter au sein d'une future ZLEA connaissent à des degrés divers des problèmes de racisme et de sexisme. Mais, de là à croire que toute abolition de frontières commerciales est susceptible d'aggraver ces problèmes, c'est y aller un peu fort. Les femmes mexicaines n'ont pas été toutes perdantes sous l'ALENA, qui a stimulé l'économie mexicaine, tout en laissant cette nouvelle richesse hors d'atteinte pour une bonne partie de la société. Et enfin oui, certains aspects de l'ALENA comportent des risques pour l'environnement. Mais libre-échange et protection de l'environnement ne sont pas irrémédiablement incompatibles — tout dépend de ce que les pays signataires décident d'inscrire dans leur traité.

Cette déclaration commune finale ne laisse à vrai dire aucune porte ouverte à quelque accord de libre-échange que ce soit. Ce « niet » tranche avec le ton de certains documents préparatoires au sommet. Il tranche aussi avec les conclusions du Forum syndical — le plus gros *happening* du sommet qui a conclu, dans son document de synthèse, que « la libéralisation du commerce a le potentiel de générer de la richesse et de l'emploi », pourvu qu'elle tienne compte de certaines autres réalités... Le libre-échange crée de la richesse ? Parlez-en au Mexicain Hector de la Cueva, secrétaire général de l'Alliance sociale continentale et personnalité clé du Sommet. Il n'en croit pas un traître mot.

Au début du sommet parallèle, le ton général face à la ZLEA était « oui, mais ». Le résultat final a été un « non » ferme, a noté hier une porte-parole du sommet. Est-ce parce que la fibre militante a été stimulée par ces trois jours de rencontres ? Ou parce qu'on s'est rabattu sur une profession de foi idéologique, à défaut d'avoir concilié les intérêts divergents entre, par exemple, les gros syndicats du Nord, qui sous couvert de générosité internationale défendent jalousement leurs acquis, et les organi-

sations du Sud, qui ne sont pas dupes de ce double langage ?

Mais même si le « grand concert des peuples » a donné lieu à une joyeuse cacophonie et à quelques excès de langage, l'exercice aura valu la peine. Son caractère échelonné était probablement inévitable : la mondialisation du commerce se répercute sur une vaste gamme d'activités humaines. Une décision de l'OMC peut effectivement affecter des cultivateurs de Saint-Vincent. L'arsenal de mesures visant à protéger les investisseurs peut avoir des retombées imprévues sur l'environnement. Les traités abscons sur les droits de propriété intellectuelle peuvent toucher des millions de sidéens.

Les nombreux témoignages aux forums du Sommet des peuples sont venus rappeler que le commerce ne concerne pas que le commerce. Et que les traités de libre-échange doivent en tenir compte.

De la même manière, la proposition, pas très réaliste, de tenir un vaste référendum panaméricain sur la future ZLEA, vient rappeler à quel point il est difficile pour les citoyens d'exercer une influence sur des traités qui non seulement les concernent, mais qui en plus seront bien difficiles à modifier une fois mis en vigueur. Rien n'interdit d'imaginer que la décision d'adhérer ou non à la zone de libre-échange soit prise par des référendums nationaux. Le traité de Maastricht, qui a lancé l'Union européenne, a donné lieu à des débats épiques, cela ne l'a pas empêché de passer la rampe de l'approbation populaire.

C'est avec une belle fougue démagogique que des responsables du sommet ont rendu public un texte qui fait état des discussions au sujet de protections dont jouiraient les investisseurs sous la future ZLEA. Certains des paragraphes de ce texte comprennent jusqu'à une dizaine de parenthèses — c'est-à-dire des formulations sur lesquelles les négociateurs ne se sont toujours pas entendus. C'est dire comme on est loin d'un document final. Ce texte n'en soulève pas moins des craintes justifiées : sommes-nous en train de calquer le modèle de l'ALENA en accordant aux investisseurs des droits abusifs ? On voit en tout cas que certains pays le souhaitent. Le Canada, qui veut éviter ce scénario, n'a pas encore fait connaître sa position sur cette question controversée. Tant que celle-ci ne sera pas tranchée, le doute est permis. Et, en rendant public ce texte, les responsables du Sommet des peuples ont eu le mérite d'attirer l'attention publique sur un enjeu important.

Mentionnons enfin une des suggestions intéressantes venues de l'extérieur du Sommet des peuples. Un Symposium hémisphérique sur le commerce et le développement durable, coprésidé par l'ancien premier ministre du Québec, Pierre Marc Johnson, a réuni à Québec des experts en matière de commerce et d'environnement. Ces experts se sont entendus sur des moyens de mieux concilier la liberté de commerce avec la protection de l'environnement.

Mais ils proposent aussi que les négociateurs de la ZLEA s'inspirent de l'ouverture qui marque certaines négociations internationales sur l'environnement, où au lieu de discuter derrière des portes closes, les politiciens et leurs représentants invitent des groupes d'experts dans des domaines précis à leur apporter des recommandations et à assister à leurs débats.

Cette façon de fonctionner est-elle si impensable dans le domaine du commerce ? L'idée donnerait probablement la chair de poule à la plupart des chefs d'État réunis à Québec. Pourtant, c'est une voie à explorer, si l'on veut mettre un terme au dialogue de sourds qui prévaut actuellement entre ceux qui négocient les accords commerciaux et ceux qui s'inquiètent de leurs conséquences. Et cela force-t-elle peut-être ces derniers à mettre un peu d'ordre dans leurs idées.

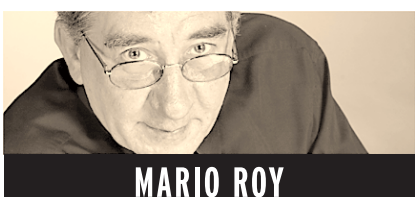


Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

Titanic, la suite

La semaine qui vient de s'écouler aura été celle du naufrage de la raison



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

Interrogé sur la mondialisation par la télévision canadienne, Norman Mailer, un des monuments de la littérature de ce siècle, affirme y être opposé parce que... « il y aura des McDonalds partout » et que « les routes de campagne vont disparaître au profit des autoroutes ». L'originalité et la profondeur des propos du grand homme laissent pantois.

Les puits de science, on le sait, ne sont de toute façon jamais à sec. Ainsi, après avoir longuement soupesé les événements et les choses, Albert Jacquard se dit-il profondément indigné que, dans le cadre d'un sommet principalement voué aux échanges commerciaux, on parle... d'argent.

Un délégué colombien au Sommet des peuples parvient à occuper vingt minutes d'antenne pour parler des difficultés, tristes et nombreuses, accablant son pays — et qui, toutes, tiennent selon lui à l'existence des États-Unis — sans une seule fois mentionner les puissants cartels de la drogue qui tiennent le malheureux peuple de la Colombie en otage depuis des décennies.

Une militante se dit contre la mondialisation parce que George W. Bush n'a pas signé les accords de Kyoto, alors que le président américain a ce faisant refusé la... globalisation des affaires environnementales, ce qui fait de lui un allié objectif des manifestants antimondialisation !

À la radio, dans le cadre d'une émission de ligne ouverte, un auditeur dit en sanglotant que, du fait de la ZLEA, il va « tout perdre, ma job, mes écoles, mes hôpitaux, ma culture, ma liberté... ».

Le reporter d'une chaîne télé demande à José Bové s'il compte rééditer au Québec l'« exploit » (textuel : l'« exploit ») consistant à saccager un McDonalds — notons au passage que le concessionnaire de la chaîne qui a le malheur de crêcher rue Saint-Jean a prévu le coup : il a fermé boutique, placardé ses vitrines et décroché son enseigne !

Un texte d'humeur d'un quotidien décrit le producteur du spectacle *Amerythmes*, qui sera donné ce soir devant les 34 chefs d'État réunis à Québec, sur le ton qu'on devait employer en France, en 1945, pour accabler les collaborateurs du régime nazi. Faut-il maintenant raser la tête de cet homme, l'incarcérer, l'extrader ou carrément le fusiller ?

La déclaration finale issue du Sommet des peuples des Amériques qui s'est terminée, jeudi, qualifie la ZLEA de « projet néolibéral raciste, sexiste et destructeur de l'environnement » — on a fait bien attention de ne rien oublier dans l'ordre de l'épithète hargneux.

Tout cela étant, la question se pose : pour étudier, évaluer, critiquer ou même rejeter un projet d'intégration économique (au demeurant moins audacieux que celui de la Communauté économique euro-

péenne qui, elle, existe déjà), a-t-on vraiment besoin de sombrer dans la folie ? De faire naufrage dans les mers de la réaction épidermique, de la peur panique de l'avenir et du conservatisme momifié ?

De se transformer, en somme, en *Titanic* de la pensée ?

Il y a de bonnes raisons qu'on peut invoquer pour rejeter la ZLEA — et il est d'ailleurs très possible qu'elle soit rejetée, mais pour de mauvaises, c'est-à-dire sous la pression des puissantes organisations syndicales des États-Unis, qui n'entendent pas partager la tarte de l'emploi avec les travailleurs des pays américains en voie d'émergence.

Mais de ces bonnes raisons, on n'a jamais parlé.

Ce qui a dégouliné sur tous les micros, c'est cette sauce dont la recette a été inventée il y a cinquante ans. Qui avait été mise au congélateur après la chute du Mur — le vrai, celui de Berlin. Mais qui vient d'être réchauffée au micro-ondes par des penseurs,

Bourdieu, Forrester, Klein et plusieurs autres, dont les ouvrages sont mis en marché mondialement. Ceux-là constituent aujourd'hui à peu près les seules sources inspiratrices de la mouvance antimondialisation — et même, par effet domino, de ces militants qui ne les connaissent ni d'Ève ni d'Adam.

« Après l'oasis des années 1980-1995, une partie du monde intellectuel revient à ses invincibles penchants : rejetez *a priori* du capitalisme et de la mondialisation, anti-américanisme primaire, pré-dilection pour l'opposition rageuse, incapacité de proposer un modèle de société », écrit Jean-Louis Margolin dans la revue *Sociétal*.

Constitue d'ailleurs l'une des deux caractéristiques principales de cette nouvelle gauche, son total refus de proposer une alternative plus consistante que cette tarte aux pommes Mère-Teresa — « démocratie, égalité, solidarité, respect de l'environnement et des droits humains » — qu'a servie en guise de

dessert le Sommet des peuples. L'autre caractéristique est encore plus remarquable : on a appris, et bien appris, à manipuler les médias.

Les gens du Sommet des peuples n'ont d'ailleurs pas craint d'affirmer qu'ils estimaient avoir gagné la bataille des médias.

Et sur ce point, personne ne pourra les contredire : quiconque désire s'informer sur ce qui se passait à Québec, cette semaine, aura été assailli par un battage antimondialisation d'une ampleur et d'une unanimité bienveillante que, de mémoire d'homme, on ne se souvient guère avoir vues pour aucun autre événement survenu, depuis l'ère glaciaire, de ce côté-ci de la Voie lactée... (Cela n'a pas empêché des manifestants de vandaliser, hier après-midi, des véhicules frappés du sigle de médias d'information.)

Malgré tout cela, une idée mise de l'avant par le Sommet des peuples des Amériques surnaît : celle d'un référendum pan-américain sur la ZLEA, qui pourrait en effet nous éclairer sur ce que souhaite vraiment le peuple, celui des pays riches et celui des pays pauvres, par-dessus la tête de ses porte-paroles autoproclamés.



José Bové

FORUM

De grandes attentes

L'issue des négociations dépend largement du soutien que manifesteront Bush et Cardoso en faveur de la création de la ZLEA

PHILIPPE FAUCHER

L'auteur est professeur au département de science politique de l'Université de Montréal.

Vous souvenez-vous des lunettes de Pinochet ? La photo a fait le tour du monde. C'était en 1973, au lendemain du coup d'État qui avait renversé le gouvernement du socialiste Salvador Allende. Le général Pinochet, les bras croisés, entouré de la junte des généraux, les yeux dissimulés par des lunettes noires, immortalisait pour le monde toute la violence aveugle des dictateurs latino-américains.

C'est le président Ricardo Lagos, du parti socialiste, démocratiquement élu en mars 2000, qui représente le Chili. Dimanche à Québec, avec les 33 autres chefs d'États et de gouvernements, au nom des peuples des Amériques il va s'engager à construire dans le respect des droits de la personne, des libertés et des valeurs démocratiques fondamentales la Zone de libre-échange des Amériques.

C'est pourquoi, que l'on s'oppose ou que l'on soit favorable à la mondialisation, on ne doit pas banaliser l'engagement contenu dans la clause démocratique et le plan d'action qui seront rendus publics demain à l'issue du Sommet des Amériques.

Les militants et militantes qui se sont réunis au Sommet des Peuples, plus tôt cette semaine, étaient sceptiques : ils veulent des garanties et des engagements fermes. Ils sont pressés et ont de bonnes raisons de l'être. La démocratie est plus qu'un rituel électoral. Un système démocratique robuste exige des institutions qui garantissent les libertés fondamentales, qui favorisent les débats et la représentation des intérêts, une culture du respect de la citoyenneté et une relation de confiance entre l'État et la population. Mais ces changements demandent du temps, et il faut s'attendre à des résistances, venant de ceux qui verront leurs privilèges contestés par la consolidation démocratique.



Philippe Faucher

La polyphonie des peuples et des parlementaires

Les négociations en cours ne régleront pas les inégalités sociales, l'exploitation, la misère, les mauvais traitements, les conditions de vie insalubre, le travail des enfants, la pollution. C'est pourquoi le Sommet des Peuples s'est donné pour mission de rappeler aux responsables politiques l'urgence d'agir.

Véritables laboratoires d'idées, ce sommet parallèle réunissait du 17 au 19 avril plus de 2500 participants venant des organisations syndicales, des organismes de coopération internationale, des regroupements des femmes, et d'un grand nombre de groupes militants, aux agendas divers, mais tous opposés à la mondialisation.

Des échanges d'idées et des confrontations d'expériences qui se sont exprimées, il faut surtout retener l'expression de la solidarité et l'engagement réitéré de lutter contre les injustices et la pauvreté qui affligent les peuples des Amériques. Le document de travail réunit les propositions issues de ce sommet, fait l'inventaire des objectifs et des moyens devant permettre d'encadrer les activités des entreprises, de préserver la pleine souveraineté



Trente-quatre chefs d'État et de gouvernement des Amériques discuteront des modalités d'application de la future Zone de libre-échange des Amériques. Les résultats des délibérations seront rendus publics demain.

des États et de promouvoir le développement durable. Il est malheureux que le discours militant du communiqué final — consensus oblige — ait occulté la richesse du document initial qui a été soumis aux discussions.

Quelques jours auparavant, 200 parlementaires des Amériques avaient ajouté à la cacophonie en exigeant avec toute la vigueur de leur mandat de participer aux discussions officielles de la ZLEA. Cette saute d'humeur des parlementaires se comprend d'autant moins que ceux-ci disposent d'une tribune privilégiée, qu'ils ont accès aux chefs d'États et que la discipline de parti impose une réserve claire à la critique. Il eut été plus indiqué que les parlementaires se mettent démocratiquement à l'écoute des peuples, leurs électeurs, réunis dans le Vieux-Port.

Le libre-échange possible et souhaité

Des signes montrent déjà que l'appel des participants au Sommet des Peuples est, au moins en partie, déjà à l'agenda. En effet, le président du Mexique, Vicente Fox, souhaite que les conditions d'application du traité soient adaptées aux situations des « petites économies », qu'un fond d'investissements pour les régions les plus pauvres soit créé, ainsi qu'un programme de lutte contre la pauvreté.

Le président Fox, qui soutient sans ambiguïté le processus de libéralisation des marchés, est investi d'une grande autorité à l'occasion de cette rencontre. En remportant les élections contre le candidat du gouvernement, il a mis fin au règne de 70 ans du Parti de la révolution institutionnelle. Il incarne mieux que tout autre la compatibilité entre le libre-échange et un processus d'ouverture démocratique.

Les discussions sur le libre-échange qui constituent le cœur du traité ne font que débuter. Les ministres du Commerce international, réunis à Buenos Aires, il y a de cela deux semaines, ont reçu des équipes sectorielles de négociation le premier document de travail qui présente, dans toute leur diversité les positions à partir desquelles les gouvernements comptent négocier. C'est ce document de 900 pages qui était au cœur du débat sur la « transparence » et que les délégations ont accepté, à la suite de la requête présentée par le ministre Pettigrew, de rendre public dès que, selon la version officielle, les traductions seront prêtes.

C'est donc dire que les diri-



C'était en 1973, au lendemain du coup d'État qui avait renversé le gouvernement du socialiste Salvador Allende. Le général Pinochet, les bras croisés, entouré de la junte des généraux, les yeux dissimulés par des lunettes noires, posait pour la postérité.

geants réunis au Sommet de Québec ne consacreront que quelques instants à discuter de libre-échange. Les réunions de travail qui se déroulent ce samedi seront l'occasion d'affirmer le soutien prioritaire que leur gouvernement accorde à la libéralisation des échanges. L'attention se portera particulièrement, à cette occasion, sur les présidents des États-Unis et du Brésil. C'est en effet du soutien que manifesteront Messieurs Bush et Cardoso en faveur de la création de la ZLEA que dépend l'issue des négociations.

Ces discussions seront suivies par la présentation officielle de la Déclaration de Québec et du plan d'action (le troisième du genre après ceux de Miami et de Santiago). Ce plan d'action réunira l'ensemble des propositions sur les initiatives, comme le soutien aux institutions démocratiques, qui

peuvent être mises en place sans délais, et d'autres tels que les dossiers sur les échanges commerciaux, et les accords sur l'environnement et le travail qui seront à l'agenda des négociations permanentes qui vont se poursuivre jusqu'en 2005.

Les États reprennent l'initiative de la mondialisation

Il ressort des débats des derniers jours, des propositions avancées par les militants réunis au Sommet des Peuples, ainsi que de la déclaration annoncée qui marquera la clôture du sommet officiel, que les enjeux soulevés par la mondialisation des marchés, et ceux qui découlent des grandes disparités entre les pays qui feraient partie d'une éventuelle ZLEA commandent une approche innovatrice. La mondialisation ne peut pas être abandonnée aux grandes entreprises. Préserver les équilibres politi-

ques et sociaux demande une implication active des États.

Ces innovations prennent trois formes. En premier lieu, il est maintenant établi que l'accord commercial envisagé devra inclure les clauses dites « sociales » sur la démocratie, les droits de la personne, l'environnement et le travail. L'ouverture en ce sens amorcée par le MERCOSUL et l'ALENA se poursuit. Deuxièmement, l'appréhension des populations, voir la peur de certains et l'incertitude des autres devant les forces qui paraissent inexorables de la mondialisation, ne peuvent pas être ignorées. Il appartient aux gouvernements de montrer qu'ils possèdent la volonté, l'autonomie et les ressources pour dicter des règles, ordonner et prévenir les abus qu'une ouverture précipitée des marchés pourrait provoquer. Les dirigeants politiques ont également compris que les systèmes de protections collectives qui constituent le cœur du contrat social des sociétés démocratiques ne peuvent être remis en question sans que cela représente une perte de légitimité pour les gouvernements et un affaiblissement des institutions démocratiques.

Troisièmement, la plus grande transparence du processus de négociation, qui prend la forme de la publication des documents officiels, les contacts répétés avec la presse et les organisations non-gouvernementales et la présence des médias à certaines séances du sommet officiel devraient contribuer à dissiper les inquiétudes entourant le secret, permettre de rejoindre directement les populations, et combler ainsi en partie le « déficit démocratique » constamment invoqué par les opposants.

La ZLEA : moins que l'Union européenne et plus que l'ALENA

C'est la première fois dans l'histoire moderne (si on fait exception de l'initiative dite de l'Alliance pour le Progrès lancée par l'administration Kennedy dans les années 1960) que les États-Unis s'engagent dans un processus ouvert de négociation, sur le commerce et le développement avec les pays de l'Amérique du Sud, dont certains, il est utile de le rappeler, figurent parmi les plus pauvres du monde. C'est aussi la première occasion pour les pays d'Amérique latine, qui se sont ignorés pendant l'essentiel du XX^e siècle de mettre au point une stratégie par laquelle la collaboration atténuerait la concurrence économique et la méfiance politique.

Le Sommet de Québec nous donne ainsi pour la première fois l'occasion de prendre la pleine mesure des possibilités ouvertes par le projet de la ZLEA. L'ampleur des obstacles et des résistances peuvent également mieux être appréciées. Il ressort clairement que la spécificité des Amériques, marquée par les écarts considérables des niveaux de développement, force à l'innovation. Si l'Europe et l'ALENA et le Mercosul sont des points de repère utiles, il est établi que la ZLEA, si elle se réalise (et le doute subsiste), devra se démarquer. Elle pourra sans doute s'inspirer des mesures de rattrapage et des programmes sociaux soutenus par l'Union Européenne, et donc se devra d'étendre sensiblement la portée de l'ALENA, notamment au plan des garanties concernant les droits et libertés.

Le dialogue, parfois tendu, entre les militants du Sommet des Peuples et les dirigeants du Sommet de Québec, dans un contexte de transparence accrue, progresse. Cette convergence se manifestera dimanche dans la Déclaration de Québec. Les espoirs que cette déclaration soulève montre que la mondialisation aura fait un pas — petit mais significatif — dans le sens d'une plus grande justice.

LA BOÎTE AUX LETTRES

Quelle démocratie ?

LES PARTISANS de la Zone de libre-échanges des Amériques se plaisent à rappeler que les chefs d'États participant au Sommet de Québec ont tous été élus par leurs concitoyens et détiennent de ce fait une légitimité indiscutable. Alors que les opposants à ladite ZLEA ne représenteraient personne, sinon des groupuscules marginaux.

Ce raisonnement simpliste fait fi d'un principe fondamental : en démocratie, les élus exercent pour une durée déterminée un pouvoir qui leur est confié par leurs concitoyens. Par conséquent, le fait d'être élus ne leur donne nullement le droit d'aliéner leurs prérogatives !

Or, c'est justement ce qui se trame à Québec. Grâce à une fuite survenue le 18 avril, on sait que le projet d'accord discuté par les gouvernements du continent reprend les dispositions du défunt Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) au chapitre des droits des compagnies. Lesquelles ne seraient soumises, en contrepartie, à aucune obligation. Ce sont plutôt les États qui auraient l'obligation de favoriser le libre commerce, et les compagnies auraient le droit de poursuivre les gouvernements devant les tribunaux si une me-

sure législative, un conflit de travail ou une autre situation fâcheuse érodait leur marge de profit ou leur occasionnait un manque à gagner. Rien de moins ! La crainte de devoir dédommager les employeurs pourrait inciter les gouvernements à assouplir les lois protégeant les travailleurs, voire à réprimer les syndicats.

Avant de se réjouir du fait que les dictatures qui sévissaient il y a vingt ans en Amérique latine ont fait place à la démocratie, il faudrait se souvenir des facteurs qui ont amené les juntes militaires au pouvoir. Dans bien des cas, de grandes compagnies (comme United Fruit, qui régnait littéralement sur l'Amérique Centrale) ont voulu faire échec à des réformes agraires, des nationalisations ou à d'autres mesures progressistes. Pourquoi les compagnies feraient-elles de même aujourd'hui, alors que les gouvernements soi-disant démocratiques leur offrent sur un plateau d'argent un ordre économique favorable à leurs affaires qu'elles devaient autrefois imposer en suscitant des coups d'État ?

NICOLAS GILBERT
Hull

Une vie plate

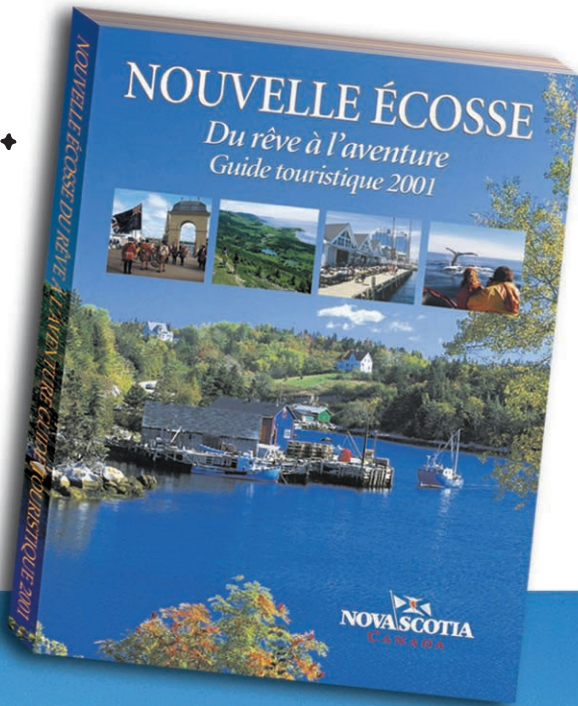
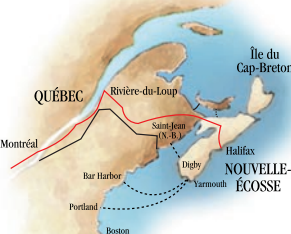
SAVEZ-VOUS vraiment ce que c'est que le Sommet des Amériques ? On en entend parler sans jamais avoir de véritables précisions. Tout ce que l'on sait, c'est qu'il y a un lien avec la mondialisation. À qui cela profite-t-il ? Est-ce que nous, nous allons en tirer des avantages ? Pourquoi ces gens manifestent-ils ? Le savent-ils ? Nous, nous croyons que ces personnes n'ont aucune idée de la raison pour laquelle ils manifestent. Ils ont trouvé une raison valable à leurs yeux pour occuper leur vie « plate », monotone et répétitive. Ils recherchent l'appui des cégèpes et veulent qu'on se mette en grève. Ça n'a aucun sens ! Nous sommes à la fin de la session, les examens approchent et nous n'avons pas juste ça à faire, nous autres. Les étudiants qui tiennent à y participer sans savoir pourquoi ils le font, ne pensent qu'à manquer des cours et à avoir du plaisir. On ne veut pas être comme vous et aller perdre notre temps dans n'importe quelle manifestation.

MÉLANIE BEAUDRY et MARTINE ARCHAMBAULT
Saint-Liguori

NOUVELLE-ÉCOSSE

Une histoire de vacances à la mer dont vous êtes le héros.

À vous la liberté et le bonheur des vraies vacances à la mer ! Vivez votre aventure à pied ou à vélo, en kayak ou en voilier. En Nouvelle-Écosse, vous serez toujours à moins de 35 minutes de la mer. Plongez-vous dans la lecture du guide gratuit de 250 pages, publié en français et intitulé *Du rêve à l'aventure*. Ouvrir ce guide, c'est déjà partir pour la mer.

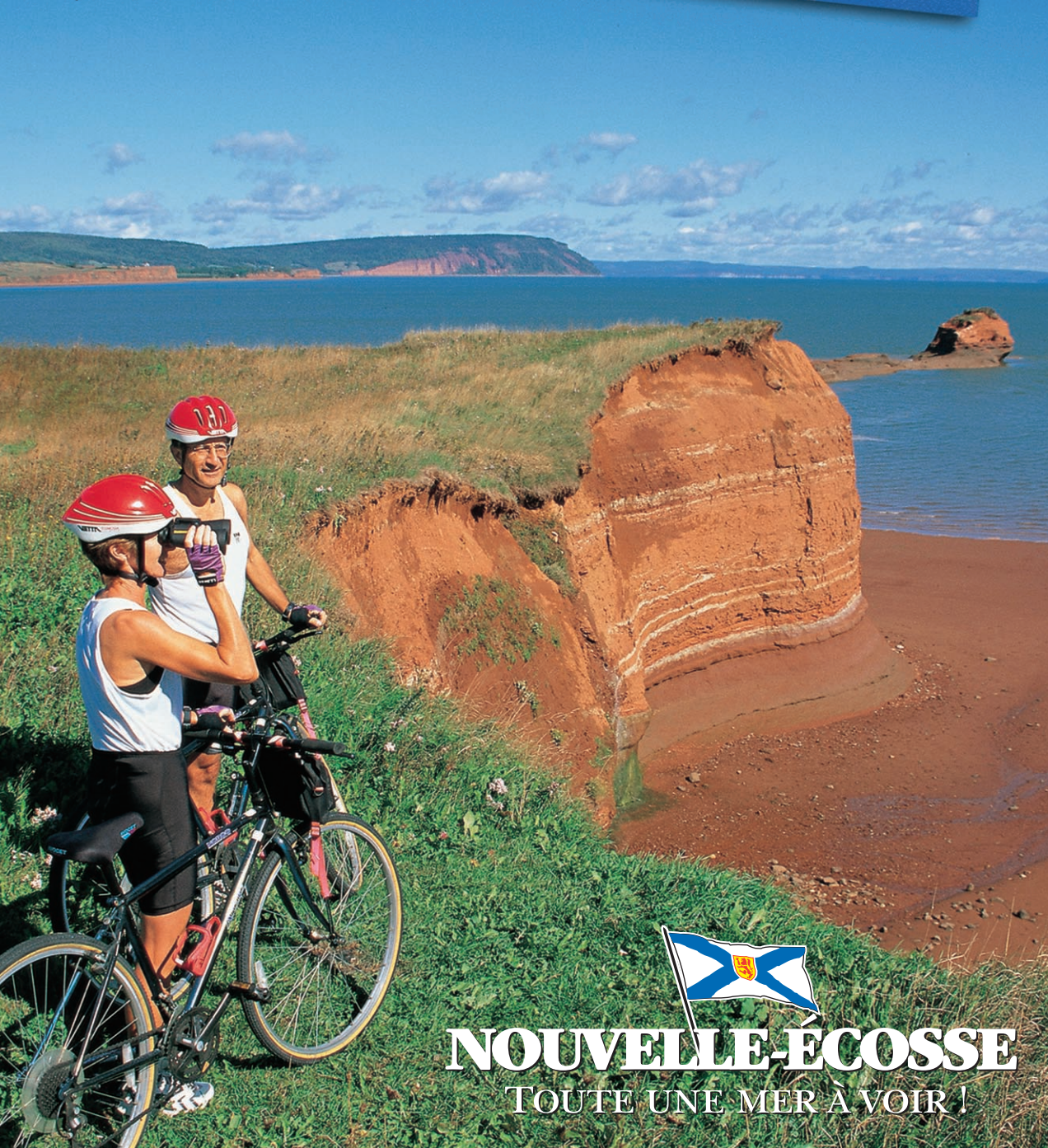


Composez le **1 800 565-0000**, téléphoniste n° 159. Ou visitez notre site **exploreNS.com/presse**

Faites une croisière dans le port cosmopolite d'Halifax.



Assistez au spectacle des marées les plus hautes du monde dans la baie de Fundy, en Nouvelle-Écosse.



NOUVELLE-ÉCOSSE
TOUTE UNE MER À VOIR !



Dégustez des fruits de mer d'une grande fraîcheur.

Découvrez la splendeur naturelle du littoral le long de la célèbre Piste Cabot.



Contemplez les superbes gardiens de la mer.



Partez à l'aventure en kayak de mer.



Coulez des moments heureux sur une plage de sable fin.

L'abattage massif contre la fièvre aphteuse est un « succès »

Agence France-Presse

LONDRES – La politique gouvernementale d'abattage massif pour endiguer l'épidémie de fièvre aphteuse se révèle « un succès », a affirmé hier le ministre britannique de la Défense, Geoff Hoon.

Le ministre a souligné que, deux mois après le début de l'épizootie, les restrictions de circulation pour les habitants et bétail de fermes situées dans des zones infectées ont été levées dans deux régions, le Northamptonshire et le Leicestershire (centre de l'Angleterre).

Cette levée des restrictions concerne quelque 1000 fermes.

« Les avis scientifiques que nous avons reçus sont que la maladie est désormais contrôlée », a ajouté M. Hoon.

Jeudi, l'expert scientifique du gouvernement, le professeur David King avait affirmé que l'épidémie était sous contrôle, avec un nombre de foyers identifiés quotidiennement nettement en diminution.

À la fin du mois de mars, le nombre quotidien moyen de cas était de 43, contre 27 dimanche dernier.

« Les preuves sont que nous maintenons fermement sous contrôle » l'épidémie, a répété Geoff Hoon.

Le ministre a également souligné la nette diminution du temps minimum entre le moment d'abattage du bétail et l'incinération ou l'enterrement des carcasses.

Les experts scientifiques ont préconisé un délai maximal de 24 heures entre le moment d'identification du virus et celui de l'abattage du bétail, et le même délai pour éliminer les carcasses.

À titre d'exemple, les stocks de carcasses attendant d'être brûlées ou enterrées ne sont plus que de 10 000 en Cumbria (nord-ouest), la région la plus touchée par la fièvre aphteuse, contre plus de 200 000 au plus fort de l'épidémie, a souligné Geoff Hoon.

De même, dans le même comté, le nombre d'animaux attendant d'être abattus frôle le zéro, alors qu'il y a quelques semaines, il se montait à 89 000.

« Il reste certainement des problèmes aigus, notamment dans le Devon (la deuxième région la plus touchée), mais dans l'ensemble, l'élimination des carcasses a été un succès », a-t-il répété.

Quelque 1900 soldats ont été mobilisés pour enterrer ou incinérer les carcasses de bêtes abattues.

DU CARACTÈRE!

LECTURES

Enfin, la qualité accessible à tous!

Magentis

249,49\$*

à partir de

PAR MOIS

À partir de 20 995\$ Équipements luxueux

*Sur approbation de Crédit Kia Canada. Modèle 2001 MS741Z. Durée de location de 48 mois avec un taux de financement de 1,22% avec acompte ou échange équivalent de 2 500\$. Immatriculation, assurances, préparation, transport et taxes en sus. Premier versement de 249,49\$ et dépôt de garanti de 300\$ exigible lors de la livraison. Si le kilométrage alloué de 80 000 km est dépassé, des frais de seulement 8 c du km s'appliquent. Prix pour un achat : 20 995\$. Le concessionnaire peut louer ou vendre moins cher. Photo à titre indicatif seulement. Contactez ou visitez votre concessionnaire Kia du grand Montréal pour plus de détails.

KIA Montréal
Montréal
(514) 908-2300

Longueuil KIA
Longueuil
(450) 651-5151

KIA Serge Morand
St-Constant
(450) 635-4610

Houle & Frères KIA
Terrebonne
(450) 477-5550

Bourassa KIA
Laval
(450) 669-7040

KIA Repentigny
Repentigny
(450) 657-1031

KIA St-Léonard
St-Léonard
(514) 256-1010

KIA St-Eustache
St-Eustache
(450) 623-9004

KIA St-Hyacinthe
St-Hyacinthe
(450) 774-3444

KIA Gabriel
Dollard Des Ormeaux
(514) 426-7777

Gravel KIA
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 347-2835

Ville Marie KIA
Montréal
(514) 598-8800

KIA Sorel-Tracy
Sorel-Tracy
(450) 742-1542

Joliette KIA
Joliette
(450) 752-1952

KIA Mario Blain
McMasterville
(450) 464-4551

KIA Latreille
Valleyfield
(450) 370-1130

KIA des Laurentides
Lafontaine
(450) 438-4438

www.kia.ca

2944157A

2944157B

ACTUALITÉS



Photothèque, La Presse ©

Les restrictions ont fait en sorte que les brebis en gestation n'ont pu être ramenées à la ferme, comme chaque printemps, avant de mettre bas. Celles qui ont survécu ont donné naissance à leur frère progéniture dans des champs n'ayant plus un pouce carré d'herbe fraîche.

Impossible de faire le silence sur le massacre des agneaux



ISABELLE HACHEY
LA PRESSE À LONDRES

En général, les Anglais craquent pour eux lorsqu'ils sont nappés de sauce à la menthe. Mais ces derniers jours, même les carnivores endurcis n'ont pu rester insensibles aux grands yeux humides de ces agneaux englués dans la boue, condamnés à mourir, aux côtés de leurs mères affamées, quelques heures à peine après avoir vu le jour.

Les agneaux naissants sont les dernières victimes de l'épizootie de fièvre aphteuse — ou plutôt, comme l'ont dénoncé avec fureur les journaux populaires, des directives « insensibles et bureaucratiques » du ministère de l'Agriculture britannique (MAFF).

Ils sont des milliers à subir le même sort au pays. Ils ne souffrent pas de fièvre aphteuse, mais des restrictions de mouvements du bétail mises en place pour éviter la propagation du virus.

Ces restrictions ont fait en sorte que les brebis en gestation n'ont pu être ramenées à la ferme, comme chaque printemps, avant de mettre bas. Celles qui ont survécu ont donné naissance à leur frère progéniture dans des champs n'ayant plus un pouce carré d'herbe fraîche.

Comme les agneaux enlisés dans la gadoue, le gouvernement de Tony Blair s'embourbe lui aussi de plus en plus dans la crise. Deux mois après la découverte d'un premier cas de fièvre aphteuse, la stupeur d'un moment fait place à la colère.

Avec sa politique controversée d'abattage massif, sa valse-hésitation sur les bienfaits de la vaccination et son apparente relation incestueuse avec les gros bonnets de l'élevage en batterie, le MAFF a réussi l'exploit de se mettre à peu près tout le monde à dos.

Même les récentes annonces encourageantes des scientifiques du MAFF, qui soutiennent que l'épizootie est désormais « totalement sous contrôle », ne réussissent pas à

faire décoller les fermiers, les écologistes, les hôteliers, les habitants des campagnes et les éditorialistes.

Le gouvernement a compris qu'il avait un sérieux problème lorsque 800 membres de la communauté chinoise, sans doute le groupe ethnique le moins politisé du pays, ont déferlé dans les rues de Londres, pancartes à la main, pour protester contre la rumeur, émanant du ministère lui-même, voulant que l'origine de l'épizootie provienne de nourriture importée illégalement par un restaurateur chinois.

Le ministre de l'Agriculture, Nick Brown, a dû s'excuser pour cette rumeur « raciste », vraisemblablement non fondée, mais largement reprise par les journaux, qui a fait chuter de 40 % la fréquentation des restaurants chinois au pays.

Ce n'était qu'un faux pas parmi tant d'autres. Depuis le début de la crise, le MAFF accumule les gaffes. La plus coûteuse, en février, a été de supplier les gens d'éviter les campagnes à tout prix.

Il lui a fallu huit semaines pour admettre son erreur et rouvrir les sentiers pédestres. Trop tard. Les visiteurs boudent les campagnes, les étrangers persistent à croire (faussement) qu'ils peuvent contracter la maladie et l'industrie touristique perd des millions chaque semaine.

Puis, le MAFF a construit — pour une fois avec une impressionnante rapidité — un immense incinérateur à ciel ouvert, ayant la capacité de brûler 3000 carcasses par jour, pendant un an si nécessaire. Un bon coup, croyait-il.

Son problème, le lieu choisi était situé à un kilomètre à peine du village de Longtown, qui fut bientôt envahi par des dizaines de camions remplis de carcasses, provenant de tout le nord du pays. Enveloppées de fumée toxique (du charbon et des vieux pneus servaient de combustible), les maisons du village ont été recouvertes de suie et de graisses animales. La grogne fut telle que le lieu de 4,5 millions de dollars a été aban-

donné moins d'une semaine après sa construction.

Et il n'y a pas que la fumée qui représente une menace pour la santé publique. Les groupes écologistes craignent que les restes des carcasses enfouies dans le sol ne contaminent les eaux souterraines. Les compagnies d'enfouissement embauchées par le gouvernement ont d'ailleurs exigé une « indemnité illimitée », au cas où un prion (la protéine responsable de la maladie de la vache folle) ferait son chemin jusque dans un robinet d'eau potable...

Abattage massif ou vaccination ?

Il y a trois semaines, le gouvernement promettait de prendre une décision sur la vaccination du bétail « dans les 48 heures ». On attend toujours. Le premier ministre Tony Blair affirme qu'il ne donnera pas le feu vert à la vaccination avant d'avoir convaincu les fermiers, farouchement opposés au projet parce qu'il les empêcherait d'exporter leurs animaux pendant toute une année, selon les règles européennes.

Mais plus les semaines passent, plus il semble clair que la politique d'abattage massif du MAFF ne reçoit l'appui que des gros producteurs de viande, déterminés à éliminer une maladie qui fait baisser le prix des enchères dans les marchés de bétail internationaux.

Les petits fermiers et les propriétaires d'animaux de race préconisent la vaccination de leurs troupeaux, puisqu'elle ne compromet pas la qualité du lait et de la viande. Mais contrairement aux représentants de l'Union nationale des fermiers (NFU), ils n'ont pas été reçus au 10, Downing Street pour faire valoir leur point de vue.

Résultat, l'abattage continue, malgré les critiques. Plus de deux millions d'animaux sont condamnés, et 35 000 carcasses sont brûlées chaque jour. La semaine dernière, le

gouvernement a admis que le rythme de l'abattage n'était pas assez rapide pour contenir la propagation du virus.

Les chiffres sont si désastreux (près d'un demi-million de carcasses pourrissent dans les champs des fermiers, en attente d'être brûlées) que le MAFF a cessé de les publier quotidiennement sur son site Internet.

L'ampleur de la tâche est telle qu'un commandant de l'armée disait récemment n'avoir jamais vu une si vaste opération militaire, même dans le golfe Persique et les Balkans.

Jeudi, une cinquantaine de vétérinaires ont accusé le MAFF d'abattre en pure perte des milliers de vaches saines. Critiquant l'approche « dogmatique » du gouvernement, ils ont averti que le comté du Devon, durement touché par l'épizootie, était « au bord de la guerre civile ».

« Nous avons toléré trop longtemps les nullards entêtés en charge de ce fiasco », écrivait le *Times* de Londres en éditorial cette semaine. La tournure des événements n'a certainement pas de quoi réjouir Tony Blair, qui a pris le risque de retarder d'un mois des élections pratiquement gagnées d'avance pour consacrer son temps à l'éradication de la fièvre aphteuse.

Pour l'instant, du moins, le chef conservateur William Hague ne semble pas réussir à tirer profit des bévues du gouvernement et continue de battre des records d'impopularité dans les sondages, à sept semaines des élections générales prévues pour le 7 juin.

Par contre, les errements du gouvernement pourraient signer l'arrêt de mort du MAFF, déjà fortement ébranlé par le scandale de la vache folle et accusé d'être le bras politique des barons de l'industrie agroalimentaire.

Nombreux sont les appels à la création d'un ministère des Affaires rurales pour remplacer le MAFF, « un organisme si infortuné, estime un reporter du *Guardian*, que s'il commençait à vendre des parapluies, il cesserait de pleuvoir ».

Si le MAFF devient la prochaine victime de la fièvre aphteuse, il y aura décidément bien peu de Britanniques pour le pleurer.

Comme les agneaux enlisés dans la gadoue, le gouvernement de Tony Blair s'embourbe lui aussi de plus en plus dans la crise.

BERNARD TROTTIER SPORTS

TOUS LES ÉQUIPEMENTS ET LES VÊTEMENTS DE GOLF DE L'ANNÉE 2000 SONT EN LIQUIDATION!

Jusqu'à

50%
de rabais

Les collections 2001 d'équipements et de vêtements sont en magasin!

TaylorMade Cobra Titleist TOP FLITE Wilson HANCOLOPEZGOLF ADAMS ORLIMAR

CUTLER & BUCK Ashworth PING

LYLE & SCOTT DESCENTE TommyBahama et plusieurs autres...

On a le golf dans la peau

BERNARD TROTTIER SPORTS

Greenfield Park • Montréal • Pointe-Clair

MONDE

Au sein de la ZLEA, le Québec aura une place égale à celle d'un État mexicain, estime Fox

GILLES PAQUIN

Le président du Mexique Vicente Fox estime que le Québec doit occuper une place égale à celle d'un petit État mexicain au sein de la future Zone de libre-échange des Amériques.

« La place du Québec est la même que l'État de Guanajuato », a déclaré M. Fox lors d'un point de presse tenu peu après un entretien avec le premier ministre Bernard Landry en marge de la Conférence de Montréal.

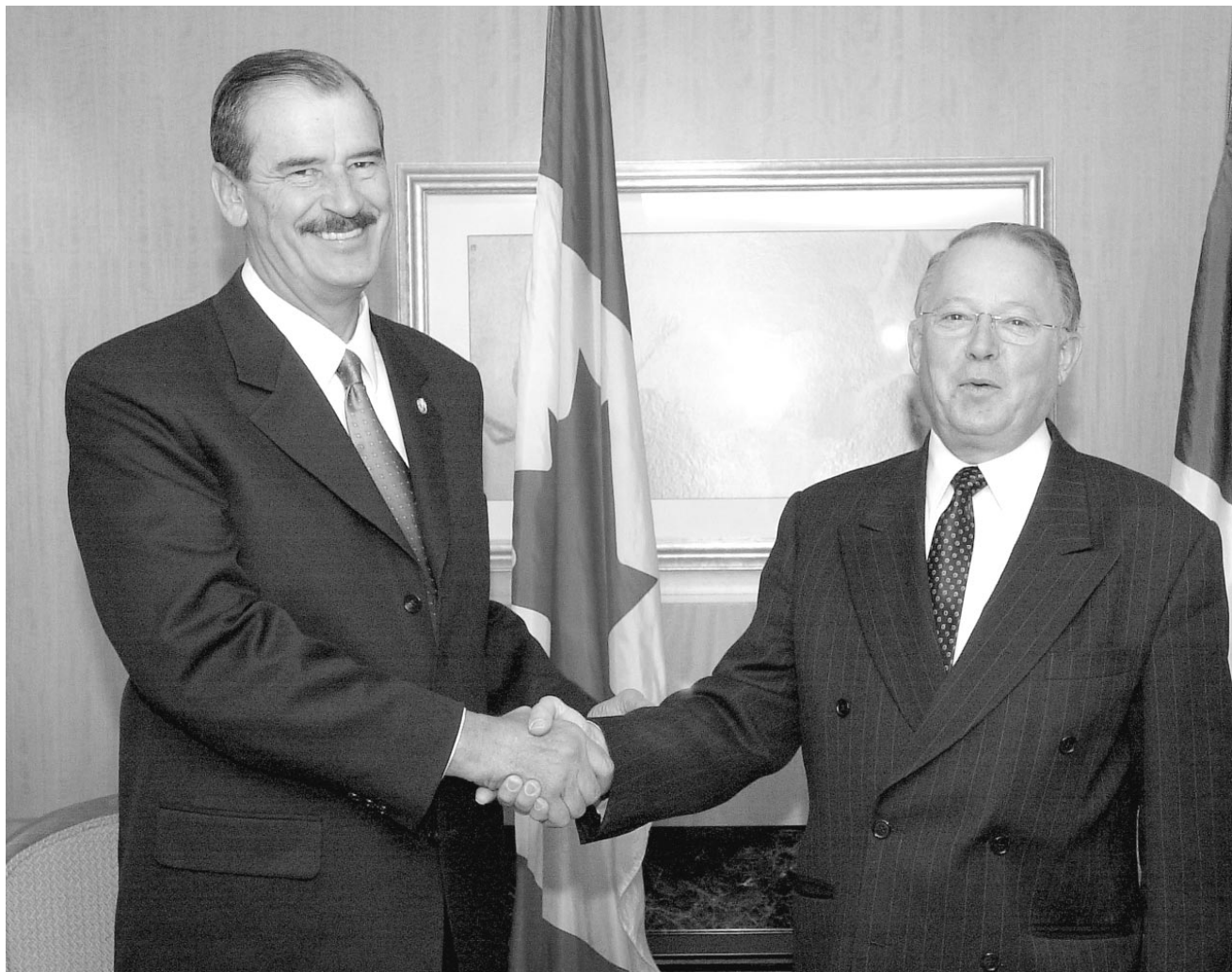
Invité à préciser sa pensée, M. Fox s'est abstenu de pousser plus loin la comparaison. Visiblement pris au dépourvu par cette question, M. Fox a hésité avant de répéter une deuxième fois : « Comme Guanajuato », ce qui lui permet d'exprimer son point de vue sur des questions comme le libre-échange.

Gouverneur de cet État de quatre millions d'habitants en 1995, M. Fox a alors tissé des liens étroits avec le Québec avant de se porter candidat à la présidence de son pays l'an dernier.

« Quand j'étais gouverneur de l'État de Guanajuato, nous avons eu des contacts très productifs dans le domaine de la culture, de l'éducation, de l'eau, de la forêt, de l'agriculture et du développement économique. Notre amitié est solide », a-t-il déclaré récemment lors d'une interview avec *Le Devoir*.

Élu président des États-Unis du Mexique en juillet dernier, Vicente Fox n'en continue pas moins de prôner la décentralisation de l'appareil gouvernemental. Ainsi, il propose de réorienter 40 % des revenus fédéraux vers les États et encourage ceux-ci à multiplier les échanges avec les gouvernements étrangers.

Interrogé sur les sujets abordés lors de sa rencontre avec le premier ministre Bernard Landry plus tôt dans la journée, M. Fox a précisé qu'ils avaient discuté exclusive-



Rencontre amicale et chaleureuse hier à Montréal entre le président mexicain Vicente Fox et le premier ministre québécois Bernard Landry.

Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

ment de libre-échange et d'économie.

« Nous avons parlé de la bonne relation, de la relation extraordinaire, entre le Mexique et le Québec ainsi qu'entre le Mexique et le Canada. Nous avons échangé nos points de vue sur le libre-échange », a dit M. Fox.

Le président mexicain a souligné que lui et M. Landry s'entendent sur l'ouverture des marchés, une politique qu'ils jugent tous deux favorable au développement de leur pays. Il entend d'ailleurs tirer

profit de l'expérience du Québec en divers domaines.

Ainsi, le gouvernement du Mexique entend s'inspirer du modèle de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour la gestion des fonds de pension des 2,5 millions de fonctionnaires mexicains. Il compte aussi faire appel à l'expertise de Hydro-Québec pour développer son réseau électrique.

Le Mouvement Desjardins a pour sa part signé une entente avec Mexico pour appuyer la réforme de l'épargne et du crédit populaire proposée par le gouvernement Fox

dans deux projets de loi encore à l'étude au Congrès.

Déjà présent au Mexique depuis 10 ans, la Société de développement international Desjardins aidera à la mise sur pied d'un réseau d'institutions visant à « sécuriser l'épargne de la population mexicaine ».

Huit paysans tués

Fier de souligner que l'armée mexicaine se retirait hier du village de Guadalupe Tepeyac au Chiapas, M. Fox a déclaré qu'il s'agissait d'un « jour historique ». L'étape de la guerre est terminée et commence

celle du développement des communautés indigènes, a-t-il dit.

Sa joie a malheureusement été assombrie par le massacre de paysans indigènes survenu la veille au Chiapas. Selon lui, il s'agit d'une tragédie, mais rien ne prouve qu'elle soit liée au conflit avec les zapatistes.

Ces huit paysans du Chiapas ont été tués et un autre blessé jeudi soir dans une embuscade tendue par un groupe de paysans rivaux auxquels les opposait un conflit terrien.

Selon Isaias Montes de Oca, un responsable municipal de la localité de Venustiano Carranza, près de laquelle l'embuscade a eu lieu et qui se trouve en dehors de la zone d'activité de la guérilla zapatiste, ce violent incident a pour origine « un différend pour la possession de terres ».

Les huit paysans tués et celui qui a été blessé faisaient partie de l'organisation paysanne Alianza San Bartolomé de los Llanos. Ils ont été victimes de membres du mouvement rival Casa del Pueblo, qui les ont attaqués avec des armes à feu vers 20 h locales, à une centaine de km de Tuxtla Gutiérrez, la capitale du Chiapas, a précisé Montes de Oca à l'agence de presse gouvernementale Notimex.

Un responsable gouvernemental de l'État du Chiapas, Emilio Zebadua, a souligné que cet incident n'avait aucun lien avec le conflit opposant depuis le début de 1994 l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) au gouvernement de Mexico.

« Il s'agit d'un incident lamentable en dehors de la zone d'influence zapatiste » qui n'aura aucune conséquence sur le processus de dialogue entre le gouvernement fédéral et l'EZLN, a-t-il ajouté.

Le gouvernement a respecté son engagement et rempli les trois conditions posées par les zapatistes pour la reprise des négociations, a pour sa part ajouté M. Fox. Ceux-ci avaient réclamé le retrait des militaires des sept bases installées dans la région de conflit, la libération de tous leurs partisans incarcérés au Chiapas et la reconnaissance des droits indigènes.

AVION-ESPION

Les Américains rentrent bredouilles

d'après AFP

PÉKIN — La délégation américaine venue en Chine pour tenter de régler la crise provoquée par l'avion-espion américain a quitté Pékin hier sans avoir réussi à rapprocher les points de vue entre les deux pays, selon des indications fournies par la presse chinoise.

Alors même que la délégation, dirigée par le sous-secrétaire adjoint à la Défense, Peter Verga, quittait la capitale chinoise, plusieurs comptes rendus de la presse officielle donnaient une idée de l'importance des dissensions qui subsistent malgré deux jours de tractations à Pékin.

« L'attitude arrogante et contradictoire adoptée par les États-Unis sur la collision de l'avion empêchera tout règlement dans les négociations en cours », a prédit un expert chinois en relations internationales, cité par le quotidien de langue anglaise *China Daily*.

Les négociateurs se sont seulement mis d'accord jeudi sur le principe d'une nouvelle négociation à une date et dans un lieu indéterminés, n'étant pas parvenus à rapprocher leurs points de vues sur l'avion-espion.

La Chine continue à exiger la fin des vols de reconnaissance américains au large de ses côtes, une demande totalement rejetée par les dirigeants américains. Washington réclame la restitution rapide de l'avion EP-3 de surveillance électronique, entré en collision le 1er avril avec un chasseur chinois en mer de Chine méridionale.

Endommagé, l'avion de la marine américaine avait été contraint de se poser sur un aéroport chinois avec ses 24 membres d'équipage, qui n'ont finalement pu quitter la Chine que le 12 avril après l'expression de vifs regrets par Washington. L'appareil reste en revanche bloqué en Chine.

Le refus par Pékin de mettre à l'ordre du jour la restitution de

l'avion lors de la séance de discussions de mercredi avait pratiquement conduit à l'impasse, Washington menaçant de rompre les pourparlers.

Après une médiation de l'ambassadeur américain à Pékin, Joseph Prueher, le sujet avait finalement pu être mis à l'ordre du jour de la séance de jeudi, Washington proposant un plan graduel de réparation puis de restitution de l'avion.

Le chef de la délégation chinoise, Lu Shumin, cité hier par la presse chinoise, a souligné que les vols de reconnaissance américains le long des côtes chinoises étaient la « cause fondamentale » de la collision du 1er avril.

Il a ajouté qu'il s'agissait « d'un incident sérieux de violation du droit international et de la souveraineté chinoise », tout en exigeant une nouvelle fois des États-Unis qu'ils endossent « l'entière responsabilité » de l'incident.

Mais il a également souligné que la Chine n'entendait pas mettre en danger l'avenir de ses relations bilatérales avec Washington, compte tenu des progrès accomplis depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1979.

« Il n'a pas été facile de parvenir à une telle situation et des efforts seront nécessaires de part et d'autre pour la maintenir » a-t-il dit, cité par l'agence Chine nouvelle.

Un message similaire a été relayé par le premier ministre Zhu Rongji, qui a indiqué qu'il n'était « pas pessimiste » sur les perspectives des relations sino-américaines à long terme, lors d'une rencontre jeudi à Pékin avec son homologue néo-zélandais, Helen Clark.

Mais Zhu a également jugé qu'il était « déraisonnable » de la part de Washington d'avoir recours à des « arguments boiteux ».

cyberpresse.ca L'historique de la crise de l'avion-espion est disponible à www.cyberpresse.ca/chine

La Folie du Printemps

Papier peint Gratuit

À l'achat d'un couvre-plancher, d'une douillette ou d'un store

TAPIS	PRÉLART	CARPETTES	LITERIE	STORE
Le plus vaste choix de tapis berbère en stock PRIX CLUBDÉCOR	Mannington, Domco, Gerfflor, toutes les grandes marques en magasin PRIX CLUBDÉCOR	Un vaste choix de carpettes 5x8 et plus PRIX CLUBDÉCOR	Un grand choix de douilletes, ensembles douillette, et de couvre-lit PRIX CLUBDÉCOR	Rail garantie à vie. Grand choix de couleur PORTE PLATÉ
7⁹⁹*	9⁹⁹*	138¹¹*	99⁹⁹*	109⁹⁹*
RÉGULIER	RÉGULIER	RÉGULIER	JUSQU'À	RÉGULIER
9,99 \$ À 28,99 \$	15,99 \$ À 34,99 \$	349,99 \$ À 999,99 \$	299,99 \$	

NOUVEAU AUCUN PAIEMENT, AVANT MAI 2002
INTÉRÊT**

SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE **GRATUIT**

6925, JEAN-TALON EST (ENTRE LANGELIER ET LES GALERIES D'ANJOU) 255-7337

COUVRE-PLANCHER
STORE
LITERIE
ACC. SALLE DE BAIN
PAPIER PEINT
PEINTURE

CLUBDÉCOR

*Sur articles sélectionnés. **Détails en magasin.

Guide officiel

5^e édition du Salon des carrières en haute technologie de Montréal

23 et 24 avril 2001
Lundi : de 15 h à 20 h
Mardi : de 11 h à 19 h 30

Palais des Congrès de Montréal
Place d'Armes

Inscrivez-vous !
www.ecarrieres.com
Conditions d'admission :
2 années d'expérience et CV obligatoire

L'ÉVÉNEMENT CARRIÈRES (distribution en région métropolitaine)

Un cahier spécial à ne pas manquer aujourd'hui dans **La Presse**

Trafic d'armes vers l'Angola: Pasqua mis en cause

d'après AFP

PARIS – L'enquête sur un trafic d'armes vers l'Angola a rebondi avec l'ouverture d'informations judiciaires visant l'ancien ministre français de l'Intérieur, Charles Pasqua, et son parti politique de droite pour financement illégal du parti et de la campagne pour les élections européennes de 1999.

Gaulliste de la première heure et vieux routier de la politique, Pasqua, 74 ans, qui se présentera à l'élection présidentielle de 2002, a réfuté en bloc les soupçons qui pèsent sur lui et sur le parti qu'il a fondé en 1999, le Rassemblement pour la France (RPF).

« C'est une tentative visant à empêcher le fonctionnement d'un parti politique », a-t-il déclaré, peu après l'annonce de l'ouverture de ces informations, qualifiant cette procédure « d'atteinte aux principes de la vie démocratique ».

L'ancien ministre, qui est pour la première fois mis en cause directement par la justice, a ajouté que les comptes du RPF étaient « parfaitement clairs », de même que les comptes de la campagne de 1999.

Les deux procédures qui devraient aboutir à la mise en examen (inculpation) de Pasqua, ont été ouvertes dans le cadre de l'instruction par deux juges parisiens sur un trafic d'armes vers l'Angola, dans lequel sont notamment pour-

suivis un fils et un proche conseiller de l'ancien président socialiste François Mitterrand.

L'ouverture de ces informations est intervenue une semaine après la mise en examen du conseiller diplomatique de Pasqua, Bernard Guillet, 56 ans, pour « recel et abus de biens sociaux ».

Plusieurs autres de ses collaborateurs, notamment l'ancien préfet Jean-Charles Marchiani, 57 ans, aujourd'hui député européen, qui effectua de nombreuses missions délicates en Afrique et au Proche-Orient pour le compte du gouvernement français, ont déjà été entendus par la justice.

Les enquêteurs s'intéressent notamment à une association, France Afrique Orient (AFAO), dissoute à la fin de l'an dernier, dont Pasqua fut vice-président et Guillet, le secrétaire.

Celui-ci a nié les faits reprochés, affirmant qu'il n'aurait eu connaissance qu'ultérieurement d'un versement de 1,5 million de francs par la société de ventes d'armes Brenco International, dirigée par l'homme d'affaires Pierre Falcone.

Ecrouté depuis le 1^{er} décembre, Falcone est considéré comme le personnage central de la vente d'armes à l'Angola. Il est soupçonné d'avoir vendu en 1993 et 1994, sans avoir reçu d'autorisation officielle française, pour plus de 500 millions de dollars US d'armes, venant d'Europe de l'est, au gouvernement angolais du président Eduardo Dos Santos. Ces ventes auraient donné lieu au versement de substantielles commissions.

Falcone a déclaré aux enquê-

teurs, en mars, que ce versement au profit de l'AFAO avait été effectué par « un ami » médecin angolais qui « voulait se faire des amis en France » capables d'aider son pays ravagé par la guerre civile, en matière médicale.

Pasqua a affirmé ne pas connaître Falcone. « Il m'est peut-être arrivé de le croiser. J'ai appris par la suite qu'une fondation angolaise

avait versé de l'argent à l'AFAO », a-t-il ajouté.

Une ex-collaboratrice de Pasqua, citée par des journaux, a affirmé avoir ramené de Suisse, en 1994, une « mallette » pour le compte de Guillet. Elle a aussi affirmé qu'il se faisait remettre au Luxembourg des fonds destinés à financer le RPF par un milliardaire irakien, Nasir Abid, contre lequel un mandat

d'arrêt international a été lancé dans le cadre d'une enquête sur le groupe pétrolier français Elf.

Enfin, l'ancien co-fondateur avec M. Pasqua du RPF, l'ex-ministre Philippe de Villiers, avait témoigné à charge contre lui en janvier, émettant des soupçons de blanchiment d'argent sur un prêt de 7,5 millions de francs par une Française installée au Gabon.



VEUT DIRE PAS DE PUCES. TOUTE L'ANNÉE!

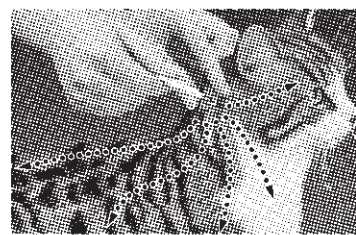
Il n'y a pas plus simple. Appliquez aujourd'hui quelques gouttes de Advantage sur la peau de votre animal – avant que la saison des puces ne soit officiellement commencée – puis, poursuivez avec quelques gouttes une fois par mois, et les puces n'auront pas la chance de piquer votre chat, votre chien, et même vous.

Ce qui rend Advantage si efficace, c'est qu'il tue la coupable – la puce adulte assoiffée de sang – et rapidement. Les puces n'ont pas besoin de piquer votre animal pour que Advantage fonctionne, elles meurent au contact en aussi peu que deux heures. Ce qui signifie qu'elles n'ont pas le temps d'irriter votre animal, ou de réinfester votre foyer pendant des oeufs.

Si vous croyez qu'il est trop tôt pour s'inquiéter des piqûres de puces, réfléchissez à ceci: il est temps de commencer la prévention des puces maintenant, avant que la première puce adulte ne pique. Les comprimés combinés à la prévention pour le

ver du coeur n'agissent pas à temps. Ils ne tuent pas les puces adultes avant qu'elles ne piquent, ils ne font qu'empêcher les oeufs de puces d'éclore. La puce continue à vivre et à piquer à répétition en causant à votre animal un malaise continu.

Souvenez-vous: Advantage signifie "Pas de puces! Pas de démangeaisons! Pas de malaise!"



Demandez Advantage à votre vétérinaire, l'expert en matière de bien-être animal, dès maintenant. Vous ferez en sorte de garder votre animal et votre foyer libres de puces toute l'année.



Bayer Inc.
Agriculture Division
77 Belfield Road
Toronto, Ontario M9W 1G6
Téléphone: 1-888-NO-FLEA-6 (663-5326)
www.BayerValue.ca/nofleas

Afin d'en savoir plus sur la prévention des puces, téléphonez au 1-888-NO-FLEA-6 (663-5326).



MDAdvantage est une marque déposée de Bayer AG, Bayer Inc., licencié.

LE CENTRE PAR EXCELLENCE DE TAPIS ORIENTAUX DE MONTRÉAL

OUVERT AU PUBLIC

LES PLUS BAS PRIX À MONTRÉAL

LA PLUS GRANDE SÉLECTION 1000 TAPIS
LE MEILLEUR SERVICE PROFESSIONNEL DE NETTOYAGE DE TAPIS

80% LE PL. CA. PAYEZ ET EMPORTEZ (CEUILLETTE ET LIVRAISON EN SUS)

Visitez notre 2^e étage
Liquidation à 50%

Raymond & Heller Itée 6681, av. du Parc (coin St-Zotique) (514) 271-7750

Heures d'ouverture : 10 h à 17 h du lun. au sam.

INDÉCIS? essayez vos choix à la maison!

IMPORTATEURS, DISTRIBUTEURS ET NETTOYEURS DE TAPIS DEPUIS 1929

LA CONFIANCE ET LE RESPECT DES MONTRÉALAIS DEPUIS 72 ANS

New Beetle Golf Nouvelle Passat Redessinée

Super Jetta Quelques Wolfsburg disponibles

VENTE

LOCATION DISPONIBLE SUR MESURE

Popular MONTREAL

5441, rue Saint-Hubert
Tél. : (514) 274-5471
Laurier popular@popular.qc.ca
Êtes-vous fait pour Volkswagen?

L'Expert-entretien, pare-chocs à pare-chocs.

AMORTISSEURS OU JAMBES DE FORCE MIDAS OR^{MC}

50% de réduction sur le prix du 2^e amortisseur ou de la 2^e jambe de force. Frais d'installation en sus.

Mettant en vedette la technologie à réponse rapide pour une conduite tout en douceur sur les chaussées normales et pour une plus grande stabilité et un meilleur contrôle sur les routes cahoteuses.

- Jambes de force Touring Or (pour les voitures de tourisme)
- Amortisseurs Touring Or (pour les voitures de tourisme)
- Amortisseurs Runner Or (pour les camionnettes et les véhicules travail et loisirs)

FORFAIT ENTRETIEN DE PRINTEMPS

- Lubrification, vidange d'huile à moteur et remplacement du filtre
- Inclut jusqu'à 5 litres d'huile Pennzoil 10W-30 ou d'une autre marque d'huile de qualité équivalente
- Inspection du système de refroidissement
- Appoint des liquides pour la transmission et pour la servodirection
- Permutation des pneus et réglage de la pression des pneus
- Inspection des phares, feux, boyaux et courroies
- Vérification de la batterie (dans les ateliers participants)
- Inspection des freins en 45 POINTS
- Inspection de courtoisie

29,99\$ PLUS TAXES. S'applique à la plupart des véhicules.

Tous les détails dans les ateliers Midas participants
LES OFFRES PRENNENT FIN LE 6 MAI 2001

MIDAS

www.midas.com

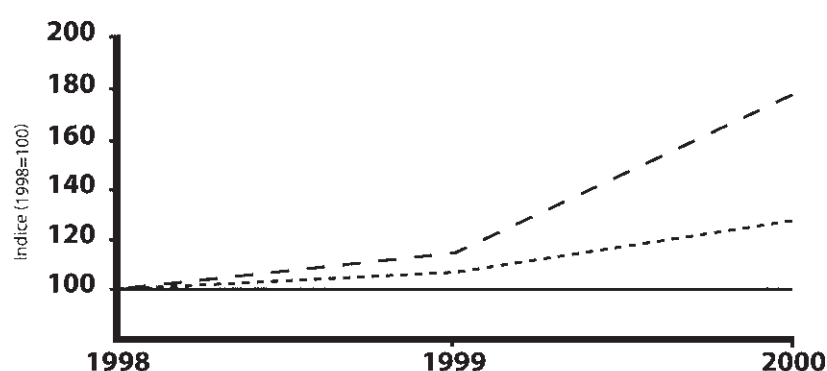
- BOUCHERVILLE 641-4600 • CHAMBLY 447-3100 • CHÂTEAUGUAY 681-8181
- DOLLARD-DES-ORMEAUX 683-6322 • KIRKLAND 694-6670 • LACHINE 634-7079
- LAFONTAINE 438-8167 • LASALLE 363-7022 • LAVAL (CHOMÉDEY) 681-1601
- LAVAL (POINT-VIAU) 667-5120 • LAVAL (ST-MARTIN) 688-8101 • LONGUEUIL 670-8160
- MONTREAL (CÔTE-DES-NEIGES) 735-2577 • MONTREAL (N.-D.-G.) 481-3404
- MONTREAL (ROSEMONT) 526-1627 • REPENTIGNY 581-1370 • ROSEMÈRE 437-4476
- ST-CONSTANT 635-2990 • ST-EUSTACHE 473-1443 • ST-HUBERT 676-0291
- ST-JEAN 348-3861 • ST-LAURENT 956-9000 • ST-LÉONARD 259-4681
- TERRBONNE 471-7550 • VERDUN 766-9589



DEPUIS 3 ANS, MON ÉLECTRICITÉ EST STATIQUE.

Contrairement à celui des autres sources d'énergie, le prix de l'électricité au Québec n'est généralement pas soumis aux fluctuations du marché. Voilà pourquoi vous pouvez compter sur la stabilité des tarifs d'Hydro-Québec pour une troisième année consécutive. De plus, Hydro-Québec vise à poursuivre un objectif de stabilité des prix de son électricité pour les prochaines années. Une autre raison qui fait de l'électricité une source d'énergie de premier choix.

Évolution annuelle des prix de l'énergie de 1998 à 2000



--- Mazout
 Gaz
 ——— Électricité

Source : Ministère des ressources naturelles :
 prix moyens annuels du gaz et
 du mazout (estimés pour 2000)

**L'électricité, c'est bien moins cher.
 Étiez-vous au courant ?**

**Hydro
 Québec**

Le Sénat brésilien secoué par des scandales sans précédent

CLAIRE DE OLIVEIRA
 Agence France-Presse

BRASILIA – Le Sénat brésilien est secoué par deux scandales sans précédent qui mettent en cause l'actuel et l'ancien président de la Chambre haute et menacent la stabilité de la coalition au pouvoir.

Plusieurs éditorialistes politiques ont affirmé hier que ces scandales constituent « la plus grave crise vécue par la Chambre haute depuis la démocratisation du pays, en 1985 ».

L'un de ces scandales, qui agitent Brasilia depuis plusieurs semaines, a connu un nouveau rebondissement jeudi soir quand la directrice du centre informatique du Sénat, Celia Borges, a avoué devant le Conseil d'éthique de la Chambre haute avoir violé sur ordre le secret des votes électroniques.

La violation du secret concernait un vote en juin dernier sur la cassation du mandat du sénateur Luiz Estevo, membre du Parti de la social-démocratie brésilienne (PMDB), accusé de corruption, de trafic d'influence et d'avoir détourné des fonds publics.

Borges a révélé avoir agi à la demande de l'influent président du Sénat de l'époque, Antonio Carlos Magalhaes, et du leader au Sénat du PSDB, José Roberto Arruda.

Le PSDB est le parti du président brésilien Fernando Henrique Cardoso et forme avec le parti Front libéral (PFL-droite) et le parti Mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre) la coalition gouvernementale depuis 1994, début du premier gouvernement Cardoso.

Les raisons pour lesquelles Magalhaes et Arruda ont voulu violer le secret du vote restent cependant encore obscures. « Personne n'est en mesure de dire quels furent les motifs du crime. La parole est aux accusés », a déclaré hier un député de l'opposition, José Genoïno, du Parti des travailleurs (PT, gauche).

Aussi bien Magalhaes qu'Arruda risquent la cassation de leur man-

dat de sénateur, selon plusieurs parlementaires interrogés hier. Dès jeudi, Arruda avait demandé « une licence temporaire, jusqu'à ce que les faits soient éclaircis », à la demande du président Cardoso lui-même.

L'autre scandale qui agite la capitale fédérale ces jours-ci atteint directement l'actuel président de la chambre haute, Jader Barbalho, qui lui aussi risque son mandat. La presse brésilienne a publié plusieurs documents selon lesquels il est impliqué dans un vaste détournement de fonds publics affectés à la Surintendance de développement de l'Amazonie (SUDAM) portant sur 900 millions de dollars US. Son ancien associé, l'industriel José Osmar Borges, accusé d'avoir détourné à lui seul près de 70 millions US, a été arrêté mercredi.

Lundi, la justice brésilienne avait lancé des mandats d'arrêt contre 27 personnes impliqués dans le détournement de fonds de la SUDAM. La police en avait incarcéré 16 le même jour et lancé des avis de recherches contre les autres, dont Borges.

Le président du Sénat, Jader Barbalho, s'était défendu lundi pendant plus d'une heure et demie à la tribune. Appartenant au PMDB, il s'est dit victime d'une campagne de diffamation orchestrée par son prédécesseur, Carlos Antonio Magalhaes (PFL).

Ces deux scandales qui touchent des membres éminents de la coalition gouvernementale menacent sa stabilité, au point

que le président Cardoso a cru bon de déclarer avant de se rendre au Québec pour le Sommet des Amériques que « le Sénat doit remettre de l'ordre dans sa maison ».

Ces imbroglios, relèvent de nombreux parlementaires, montrent plus que jamais la nécessité de créer une commission d'enquête sur la corruption au sein du gouvernement, ce que le président Cardoso a jusqu'ici cherché à éviter à tout prix.

« Ces scandales représentent la crise d'une coalition qui a été montée sur la seule base des intérêts de certains groupes de pouvoir ou de pression et qui éclate lorsque le pacte conclu entre les élites est rompu et qu'ils se déchirent entre eux », a résumé le député d'opposition Genoïno du PT.

« Ces scandales représentent la crise d'une coalition qui a été montée sur la seule base des intérêts de certains groupes de pouvoir ou de pression et qui éclate lorsque le pacte conclu entre les élites est rompu et qu'ils se déchirent entre eux »

**Économisez dès maintenant
 avant qu'il ne soit trop tard!**

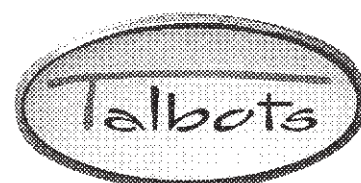
**solde
 de saison**

**40 à 50 %
 de rabais**

SUR NOS PRIX ORIGINAUX

**Faites votre choix parmi une sélection
 de vêtements de printemps offerts en tailles
 courantes et en petites tailles et d'accessoires.
 Ce solde ne durera pas toujours. Alors, hâtez-vous!**

Les quantités sont limitées.



**Centre commercial Rockland (514) 344-9295
 Centre Fairview Pointe-Claire (514) 697-3310**

| PROTOCOLE DE KYOTO |

Anderson juge inacceptables les propositions de Jan Pronk

ODILE MEUVRET
Agence France-Presse

NEW YORK — Le ministre canadien de l'Environnement, David Anderson, estime « impossible » de ratifier sans les États-Unis le protocole de Kyoto et qualifie d'« inacceptables » plusieurs propositions de compromis présentées par son collègue néerlandais, Jan Pronk, pour relancer les négociations climatiques.

Dans une entrevue hier à l'AFP, Anderson a estimé que l'intransigeance de l'Union européenne (UE) sur les puits de carbone (théorie visant à prendre en compte l'absorption des gaz à effet de serre par les forêts en croissance et les sols agricoles dans la lutte contre les émissions) a fait capoter les dernières négociations en novembre à La Haye.

Selon lui, les positions « intellectuellement incohérentes » de l'UE sur les puits auraient probablement fait échouer les prochaines négociations prévues en juillet à Bonn, même si le président George W. Bush n'avait pas annoncé son intention en mars dernier de ne pas ratifier le protocole.

Actuellement, « le Protocole de Kyoto est le seul document sur la table » pour lutter contre le réchauffement climatique, souligne Anderson.

Pour respecter les quotas de réduction

d'émissions de gaz à effet de serre que Kyoto leur impose, les pays développés peuvent aussi bien réduire ces rejets qu'empêcher les gaz de s'évader dans l'atmosphère, en les stockant dans les arbres et les sols (que l'on planterait en plus grand nombre), déclare-t-il.

Le Canada « honorera ses engagements » de Kyoto quoi qu'il advienne en utilisant ces deux voies.

Il faut « espérer » que les Européens changent de position sur les puits « parce que sinon ce n'est pas M. Bush qui aura prononcé la condamnation à mort de Kyoto. Ils (les Quinze) doivent admettre que M. Bush leur sert de bouc émissaire alors qu'ils sont les premiers responsables de l'échec de La Haye. Ils n'arrêtent pas de parler de Bush alors que, même s'il ne s'était rien passé du côté américain, nous aurions eu quand même un échec à Bonn » en juillet prochain.

Interrogé sur la position de l'UE, qui a affirmé sa volonté de ratifier le protocole sans les Américains au besoin, Anderson répond : « Toute cette discussion des Européens sur la ratification, c'est en fait une fausse piste. Aucun gouvernement n'est prêt à ratifier un accord dont il ne connaît pas les modalités d'application. »

Il juge « impossible pour le Canada d'ignorer les positions américaines » pour des raisons de compétitivité industrielle et donc de ratifier Kyoto sans les États-

Unis. Il note que les États-Unis n'ont pas encore fait connaître les contre-propositions qu'ils entendent mettre de l'avant d'ici juillet.

« S'ils montent un plan (de recharge à Kyoto), il se peut que d'autres (pays) puissent » les rejoindre, dit-il.

Anderson juge que « le Canada ne pourrait jamais ratifier (Kyoto) sans des changements majeurs des positions européennes sur les puits et le mécanisme de développement propre » (MDP).

Ce mécanisme du protocole permettra aux pays industriels de diminuer leur quota obligatoire de réduction des émissions en aidant d'autres pays, dans le tiers-monde, à se doter de technologies propres et éventuellement à reboiser, comme le souhaite Ottawa.

Il dénonce les propositions sur les puits et le MDP que Pronk a faites la semaine dernière en vue d'une réunion informelle aujourd'hui à New York des ministres de l'Environnement de la planète. Il les juge « improductives » et « inacceptables ». Il qualifie de « limite politique et artificielle » un plafond proposé par Pronk pour restreindre le recours aux puits.

Pronk, qui préside les négociations climatiques, a proposé de limiter l'usage des puits de carbone à 50 % des quotas de réduction d'émissions polluantes imposés par Kyoto.

beau temps mauvais temps

Notre collection de meubles de vannerie toute saison allie l'élégance de l'osier et ses caractéristiques uniques, ce qui la rend idéale pour la vie en plein air. Choisissez parmi notre vaste choix de modèles aux finis variés et des douzaines de tissus pour transformer votre cour en salon personnalisé.



2652256

la compagnie

HAUSER

• Meubles de jardin • Osier • Accessoires de jardin
• Aluminium moulé • Fer forgé • Teck

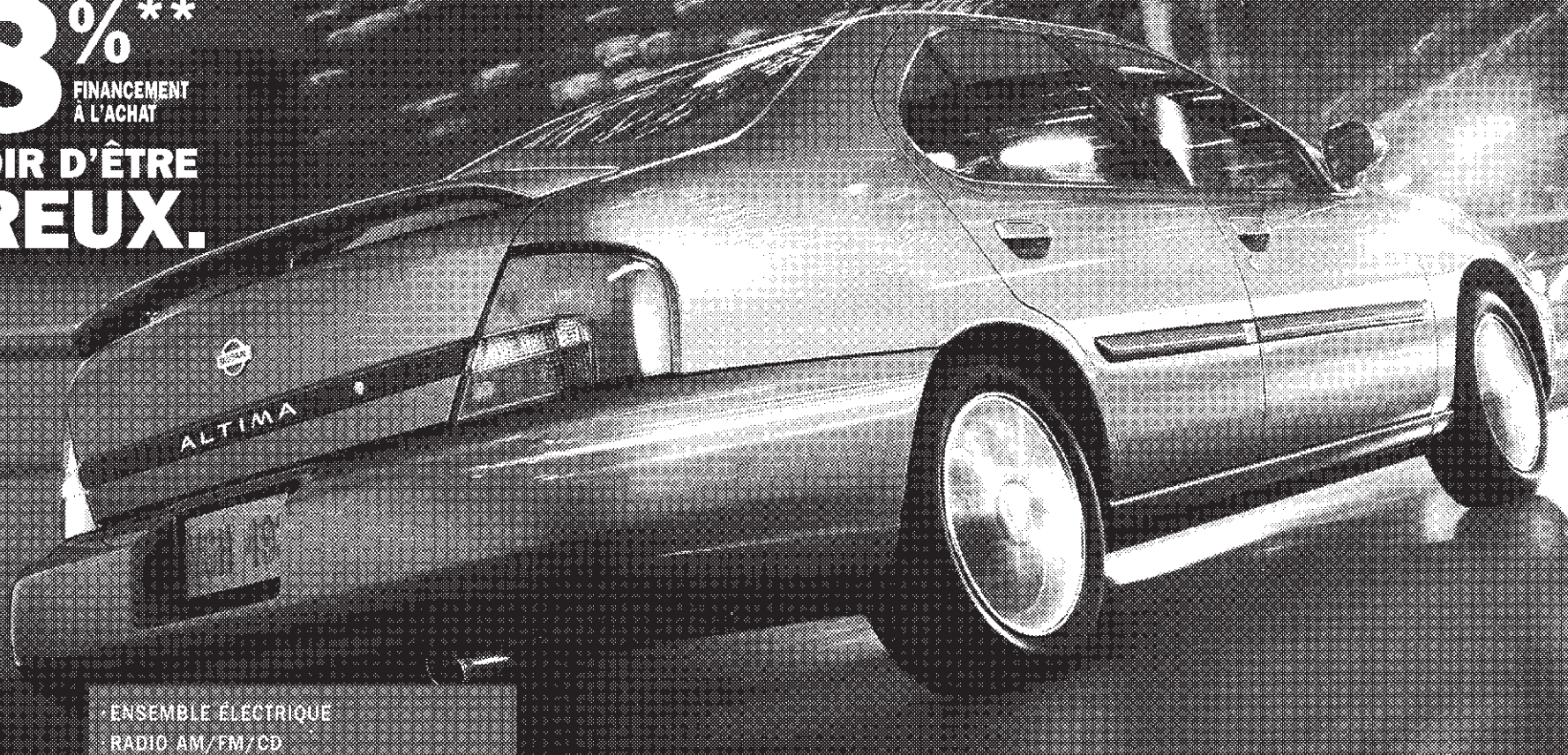
4830, boul. Saint-Jean, Pierrefonds (514) 620-1310

www.hauserstores.com

DÉTENEZ LE POUVOIR

ALTIMA

1,8% **
FINANCEMENT
À L'ACHAT
**LE POUVOIR D'ÊTRE
HEUREUX.**



• ENSEMBLE ÉLECTRIQUE
• RADIO AM/FM/CD
• ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 H
• CLIMATISEUR

• MOTEUR 2,4 L DE 155 CHEVAUX
• SIÈGE DU CONDUCTEUR À 8 RÉGLAGES
• MOULURES LATÉRALES
• TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

279\$

PAR MOIS, location 48 mois*

0\$ acompte disponible



TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour l'Altima GXE 2001 (T4RG51 AA00). Acompte ou échange équivalent de 3 295 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. **Taux de financement à partir de 1,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

GRANDE VENTE 30^{ième} anniversaire

DU 21 AU 29 AVRIL

RABAIS SURPRISE JUSQU'À 30% voir détails en magasin



Bois no.1 Callaway
Hawk Eye, modèle 2000
Régulier 569,99\$
SUPER SPÉCIAL
379,99\$

Souliers FootJoy • Dry Joy
Pour homme modèle 2000
Régulier 179,99\$
SUPER SPÉCIAL
89,99\$

Rabais de **90\$**

Souliers FootJoy Europa
Pour femme modèle 2000
Régulier 129,99\$
SUPER SPÉCIAL
59,99\$

Rabais de **70\$**

Ensemble 12 morceaux
Spalding Executive Super EZX • Modèle 2001

Acier
Prix régulier 599,99\$
SUPER SPÉCIAL
399,99\$

Graphite
Prix régulier 699,99\$
SUPER SPÉCIAL
499,99\$

Rabais de **200\$**

UFO 30^{ième} anniversaire

Boutique de Golf

Montréal (514) 393-1800 | **Laval** (450) 627-1214 #235 | **Brossard** (450) 443-6788 | **Trois-Rivières** (819) 697-1214

Bientôt à Trois-Rivières

À l'achat d'un équipement obtenez un sac fourre-tout **Gratuitement**

Quantités sont limitées. Prix en vigueur jusqu'à épuisement des stocks

ALGÉRIE

Des Berbères manifestent pour la reconnaissance du tamazight

d'après AP

TIZI-OUZOU — Plusieurs milliers de militants de la cause berbère ont défilé hier dans les rues de Tizi-Ouzou, capitale régionale de Kabylie à 120 km à l'est d'Alger.

Entre 10 000 et 20 000 personnes ont manifesté sans incident en scandant des slogans hostiles au pouvoir algérien pour célébrer le 21^e anniversaire du « printemps culturel berbère », marqué en avril 1980 par de violentes manifestations qui avaient embrasé la Kabylie.

Les militants berbères réclament la reconnaissance de leur idiome, le tamazight, comme langue officielle de l'Algérie au même titre que l'arabe, la généralisation de son enseignement ainsi que celle de son écriture cunéiforme, le tifinagh.

La manifestation d'hier était organisée par l'un des courants du Mouvement culturel berbère (MCB), proche du Front des forces socialistes (FFS), dirigé par l'ancien chef historique de la guerre d'indépendance, Hocine Ait Ahmed, exilé en Suisse.

Plusieurs parlementaires du FFS ont participé à cette manifestation ainsi que le chanteur Ferhat Mehenni, tête de file du mouvement berbère et organisateur de « l'année blanche », qui s'était soldée par un boycottage complet en 1994 des écoles de Kabylie pendant toute une année scolaire.

Jeudi, une autre manifestation accompagnée d'une grève générale avait déjà rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues de Tizi-Ouzou à l'appel de l'autre grande formation politique berbère, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Sadi.

« Nous avons réuni entre 50 000 et 80 000 personnes » a déclaré El Hadi Ould Ali, président d'un des deux principaux courants du Mouvement culturel berbère, qui estime que « le 20 avril 1980 reste une date fondatrice de l'Algérie contemporaine ».

Le Mouvement culturel berbère est très divisé, notamment sur l'opportunité de participer à l'équipe gouvernementale d'union nationale du président Abdelaziz Bouteflika.

En dépit de l'hostilité affichée par le chef de l'État vis-à-vis des revendications berbérophones, le RCD de Saïd Sadi a accepté d'entrer au gouvernement, suscitant les vives critiques du FFS.

Devant quelqu'un qui a le cancer,

les mots nous manquent

C'est pourquoi la Fondation québécoise du cancer offre information, soutien moral, hébergement et documentation.

Venez nous rencontrer au 2075, rue de Champlain !
Informations : 1 877 336-4443, ou le (514) 527-2194 ou en visitant notre site web à l'adresse www.fqc.qc.ca

Journée portes ouvertes 26 avril 2001 de 12h à 20h

FONDATION QUÉBÉCOISE DU CANCER

ENCAN PUBLIC

Une multitude d'articles (meubles, antiquités, tableaux, porcelaines, tapis, bijoux, bronzes, etc.) à vendre pour plusieurs intérêts privés et/ou commerciaux seront offerts dans cet encan.

Plusieurs articles à vendre

SANS PRIX MINIMAL

EXPOSITION
Les samedi et dimanche 21 et 22 avril de 10 h à 17 h

ENCAN
Le dimanche 22 avril à 13 h et du lundi 23 au jeudi 26 avril à 19 h (chaque soir)

Meubles

Superbe mobilier de salon victorien 5 mcs

Console victorienne sculptée

Magnifique secrétaire victorien fait de chêne

Table de milieu anglaise ancienne; sculptée à la main

Superbe commode style Louis XV, à 3 tiroirs et dessus en marbre rose; du 19^e siècle

Table de salon ancienne

Table d'appoint victorienne sculptée

Chaise d'entrée style Tudor ancienne

Magnifique buffet style Tudor ancien en chêne; à ornements sculptés

Collection de monnaies d'or anciennes

Brasero oriental à 3 corps faits de bronze; à motif aquatique

Garniture de cheminée 3 mcs, 19^e siècle

MEISSEN Surtout peint à la main

ROYAL DOULTON

SELECTION DE SOFA NEUFS GARNIS DE BEAU CUIR

Lustres en cristal européen taillé à la main

TAPIS PERSANS TISSÉS À LA MAIN

DE TOUTES DIMENSIONS ET COULEURS

Objets de collection et antiquités

Poterie chinoise de la dynastie Tang, vers 900

Service de couverts en argent sterling, complet pour 12 personnes

Oeuvres d'art

John Little Huile, 24" × 30"

Miyuki Tanobe Nihonga, 30" × 36"

Alfred Pellan Huile, 20 3/4" × 32"

Norval Morrisseau Acrylique 57" × 45 1/2" "Thunderbird"

Katia Pissarro Huile, 20" × 24"

John Little Huile, 16" × 20"

Bijoux

ROLEX Or 18 ct

AUDEMARS PIGUET Or 18 ct

OMEGA Inox

Or 18 ct Bague sertie d'une émeraude de 6,45 cts

Or 18 ct À saphir de 1,25 ct

Or 18 ct À rubis de 2,60 cts

Broche faite d'or et d'argent, sertie de saphirs et de diamants

Visitez notre site Web: www.empireauctions.com

Encans Empire 5500, rue Paré

EMPIRE

VISA MasterCard

(514) 737-6586

| CONGO |

Les Casques bleus à Kisangani après six jours de crise avec les rebelles

d'après AP et AFP

KISANGANI, Congo-Kinshasa – Les habitants de Kisangani ont salué avec joie l'arrivée des 120 Casques bleus marocains dans cette ville sur le fleuve Congo après six jours de crise avec la rébellion, qui avait posé des conditions à leur déploiement et les avait obligés à faire demi-tour.

« Cette fois-ci vous êtes là pour la paix et nous sommes heureux que votre arrivée fasse partie de la recherche de la paix au Congo », a déclaré en les accueillant Adolphe Onusumba, dirigeant du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), principal mouvement rebelle, soutenu par le Rwanda.

Le RCD avait empêché le déploiement des Casques bleus de la Mission d'observation des Nations unies au Congo (MONUC), prévu le 15 avril, en exigeant une enquête approfondie sur des violations du cessez-le-feu attribuées aux forces gouvernementales.

Ce blocage avait constitué le premier revers de taille pour la MONUC, chargée

de faire respecter le cessez-le-feu et de surveiller le retrait des armées étrangères de l'immense Congo-Kinshasa, ravagé depuis deux ans et demi par une guerre devenue régionale.

La querelle a été réglée mercredi après une rencontre entre Adolphe Onusumba et des ambassadeurs des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Mardi, le Conseil de sécurité avait critiqué les motifs avancés par la rébellion, estimant que « cela n'était pas une raison pour bloquer ou empêcher le déploiement des Casques bleus ».

Les troupes ougandaises et rwandaises se sont battues trois fois en deux ans pour le contrôle de Kisangani, ville stratégique dans l'est du pays. À l'issue des derniers combats, en juin dernier, qui ont fait au moins un millier de morts dans la ville, les deux armées étrangères s'étaient retirées, laissant Kisangani aux mains du RCD et d'une poignée d'observateurs non armés de l'ONU.

Le nombre de Casques bleus de la MONUC doit atteindre 2500. Ils sont déjà un millier, déployés à Kalemie, ville tenue par les rebelles sur la rive ouest du lac Tanganyika et à Kananga, en territoire gouvernemental. Après Kisangani, un contingent de Casques bleus sénégalais

est attendu à la fin du mois à Mbandaka (ouest), en zone gouvernementale, puis à Goma et Kinshasa.

Les Casques bleus sont chargés de protéger les installations et le matériel des 500 observateurs militaires désarmés de la MONUC. Ces observateurs ont eux pour mission de superviser le respect par les belligérants de l'application de l'accord de cessez-le-feu signé en juillet-août 1999 à Lusaka, notamment le désengagement des troupes des lignes de front, puis le retrait des forces étrangères.

La dernière fois que des soldats marocains ont posé le pied à Kisangani, l'ex-Stanleyville, c'était en 1978, aux côtés des Américains et des Français, pour soutenir le président Mobutu Sese Seko face à la rébellion des gendarmes katangais à Kolwezi (Shaba).

Les Marocains étaient également parmi les premiers soldats de l'ONU déployés dans l'ancien Congo belge juste après l'indépendance en juin 1960. Ils empêchèrent notamment la sécession de la riche province minière du Katanga sous la direction de Moïse Tschombé.

Le conflit oppose depuis août 1998 les forces gouvernementales, soutenues par l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie, à la coalition rebelle qui contrôle la moitié orientale du pays.



CHUM (Hôpital Notre-Dame)

ATTENTION DIABÉTIQUES!

Essai d'un nouveau médicament pour le diabète avec compensation financière. Si vous êtes diabétique, homme ou femme, âgé(e) entre 40 et 70 ans, traité(e) au diabète (glyburide) et sans antécédent cardiaque.

Contactez Chantal Riel au :
(514) 281-6000, poste 28037

2850308

RENCONTRE SUR LA MÉNOPAUSE ET L'OSTÉOPOROSE

Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Hôpital Saint-Luc

Conférence médicale gratuite organisée par l'équipe de la Clinique de ménopause
Le mercredi 25 avril 2001
de 19 h 30 à 21 h 30
À l'auditorium de l'Hôpital Saint-Luc
1112, rue Sanguinet, Montréal

Conférenciers invités :
Dr Pierre Fugère, gynécologue
Dr François Bissonnette, gynécologue
Dr Serge Bélisle, gynécologue
Dre Louise Lapensée, gynécologue
Mme Nicole Recves, psychologue
Mme Josée Dumulon, infirmière
Mme Christiane So, diététiste
Mme Marie-Eve Poirier, psychologue

Venez discuter avec nous sur :

- les effets de la ménopause;
- les thérapies médicales et les alternatives;
- la sexualité à la ménopause;
- l'alimentation à la ménopause.

Si vous êtes intéressée, communiquez au
(514) 890-8000 poste 36377

2850325

2850375

2948831

HAÏTI

Une foule en furie lynche cinq hommes

d'après AP

PORT-AU-PRINCE – Une foule en furie a tué cinq hommes hier à Port-au-Prince, les accusant d'avoir blessé deux gardes, un par balles et l'autre à la machette, pendant qu'ils attaquaient l'antenne de deux radios.

Des centaines de personnes, armées de machettes, bâtons et pistolets ont lancé un raid sur les locaux de Radio Vision Nouvelle et Radio Lumière hier matin, volant du matériel radio, a expliqué le propriétaire de la première de ces radios, Pierre Joseph Louissaint, qui a dit ne pas comprendre les raisons de l'agression.

Deux gardiens âgés de 28 ans ont été blessés dans l'attaque, dans un climat d'anarchie totale, selon les témoins. La police a évacué les victimes, puis est restée à l'écart des lieux, craignant semble-t-il de tomber dans une embuscade.

Plusieurs heures plus tard, la foule des habitants du quartier a lancé la chasse aux voleurs présumés et en a tué cinq avant de mettre le feu aux cadavres.

Les installations des deux radios privées se trouvent près de la bretelle d'autoroute du Bon Repos, au nord de Port-au-Prince. Les neuf kilomètres de cette bretelle sont infestés de voleurs et devenus extrêmement dangereux. Depuis le début du mois, dix personnes ont été tuées par des voleurs dans cette zone sans aucun éclairage et que les patrouilles de police évitent.

La violence politique s'est à nouveau emparée d'Haïti depuis le retour aux commandes du président Jean-Bertrand Aristide, faisant au moins trois morts et des dizaines de blessés.

Depuis plus d'un mois, les militants de la Famille Lavalas d'Aristide manifestent dans tout le pays pour réclamer l'arrestation du chef de l'alliance de l'opposition Convergence, Gérard Gourgue, et des autres dirigeants de l'opposition.

Jeudi, le maire Joseph Dongot et quatre de ses adjoints, membres de la Famille Lavalas, ont été arrêtés à Hinche, à 75 km au nord-ouest de Port-au-Prince, et accusés d'avoir passé à tabac un juge de paix qu'ils disaient être proche de l'opposition. La veille de cette agression, affirment des témoins, Joseph Dongot avait attaqué le QG de l'alliance de l'opposition à Hinche, blessant deux personnes.

Un bateau américain pour Cuba

d'après AFP

MIAMI — Un bateau américain doit arriver aujourd'hui à La Havane en provenance de Floride, assurant la première liaison maritime officielle entre les États-Unis et Cuba en 40 ans, a annoncé hier la compagnie maritime Crowley Liner Services à Miami.

Le bateau, qui a quitté Jacksonville jeudi, transporte des dons humanitaires et un chargement commercial de vivres et de médicaments, a déclaré un porte-parole de la compagnie, Mark Miller.

La liaison est rendue possible par une nouvelle mesure législative, entrée en vigueur en octobre, qui allège l'embargo contre Cuba en autorisant certaines exportations depuis les États-Unis.

Elle permet la vente de médicaments, de nourriture et de matériel médical à Cuba, mais interdit aux banques et aux organismes gouvernementaux de financer ces exportations.

« Nous avons prévu d'offrir ce service à toutes les semaines », a ajouté Miller. Le bateau poursuivra ensuite sa route vers trois ports mexicains avant de revenir en Floride.

« Aucune exportation venant de Cuba ne sera embarquée » et la compagnie « prendra des mesures strictes pour éviter que des chargements non autorisés (par la loi américaine) soient embarqués », a précisé le porte-parole.

La Havane avait vivement critiqué cet allègement de l'embargo — qui oblige en fait Cuba à payer au comptant ses importations — et des responsables cubains avaient affirmé que Cuba n'achèterait aux États-Unis « pas même une aspirine ».

Cependant, les milieux américains favorables à une normalisation des relations avec La Havane s'étaient félicités de l'allègement de l'embargo.

« C'est un bon pas en avant mais ce n'est pas suffisant. Il vaudrait mieux mettre fin à l'embargo » contre Cuba, a déclaré Sally Grooms Cowall, président de la Cuba Policy Foundation, un organisme créé récemment à Washington pour œuvrer en faveur d'une ouverture vers l'île.

« En attendant, c'est bien que nous puissions transporter (à Cuba) ce qui est permis par la loi », a ajouté Grooms Cowall, ancien haut fonctionnaire pour les affaires inter-américaines durant la présidence de George Bush (1988-92), père de l'actuel occupant de la Maison-Blanche.

Isuzu, 85 ans d'expérience.



- MOTEUR V6 3.2 LITRES 205 HP
- VITRES ET PORTES ÉLECTRIQUES
- GARANTIE DE 5 ANS / 100 000 KM SUR LE GROUPE PROPULSEUR
- CLIMATISATION
- LECTEUR CD

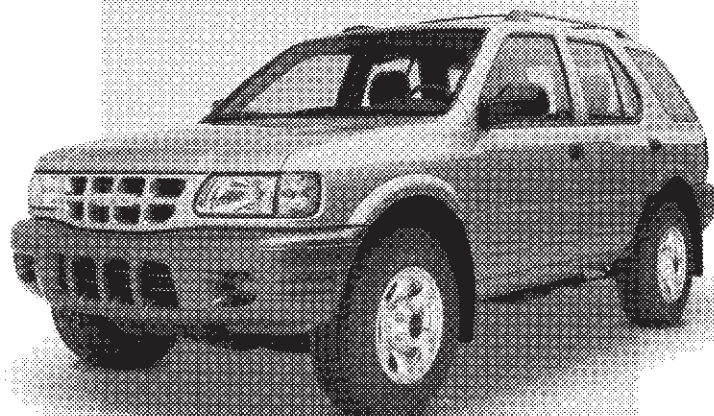
Rouée S 2001		
Mensualité	434 \$	399 \$ 326 \$
Comptant	0 \$	1595 \$ 4995 \$

399\$ / Mois
Baïl de 48 mois
Taux de location de 1,9%
Comptant de seulement 1595\$
Frais de transport inclus

ISUZU

Loin devant.

Son taux de financement de 1,9 % c'est comme une bouffée d'air pur.



www.isuzucanada.com

*Basée sur un Isuzu Rodeo S 3.5A 2001. PMSF 32 485 \$. Ces mensualités sont calculées sur un baïl de 48 mois et comprennent le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat un comptant initial (ou échange équivalent) ainsi qu'un premier versement et un dépôt de garantie vous seront demandés. Pendant la durée du baïl, le kilométrage alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 0,12 \$. Programme 24 000 km aussi disponible. Les décalants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Pour plus de détails, contactez votre détaillant Saturn Isuzu le plus près de chez vous ou composez le 1 800 263-1999

Saturn Saab Isuzu de Blainville
(450) 437-6317

Bourassa Saturn Saab Isuzu (Laval)
(514) 385-5151

Saturn Saab Isuzu de Brossard
(450) 672-2500

West Island Saturn Saab Isuzu
(514) 332-4424

Gravel Saturn Saab Isuzu (Montréal)
(514) 861-2009

Mondial Saturn Saab Isuzu (Montréal)
(514) 385-7222

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
(450) 564-1374

Décarie Saturn Saab Isuzu
(514) 342-2222

293-4636

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE !

Stores faits sur mesure

Aux plus bas prix

...pour tous les budgets !

à partir de **39⁹⁹**

PLISSÉS ET CELLULAIRES

Un choix incomparable ! Stores filtrant la lumière, semi-opaques, opaques, imprimés et unis, cellulaires simples ou doubles.

Exemples :	29" x 42"	39 ⁹⁹
Store plissé filtrant la lumière	47" x 60"	57 ⁹⁹
	59" x 72"	89 ⁹⁹
Modèle Entrée	77" x 84"	139 ⁹⁹
Cellulaire double semi-opaque	23" x 36"	114 ⁹⁹
	35" x 48"	169 ⁹⁹
Modèle Solid Tones	53" x 60"	239 ⁹⁹
	65" x 72"	359 ⁹⁹

Notre choix GÉANT de modèles d'avant-garde, offerts à nos bas prix !

à partir de **49⁹⁹**

STORES EN BOIS

Beaux stores en bois véritable, fabriqués dans nos usines et offerts à prix très abordables !

Lattes 2" en bois véritable	23" x 42"	49 ⁹⁹
Modèle Natura [®]	32" x 64"	95 ⁹⁹
	43" x 64"	129 ⁹⁹
Lattes 2" en bois véritable	23" x 30"	76 ⁹⁹
Modèle Tango [®]	35" x 42"	127 ⁹⁹
	45" x 60"	148 ⁹⁹
Lattes 2" en tilleul américain	23" x 30"	99 ⁹⁹
Modèle Laredo [®]	35" x 42"	169 ⁹⁹
	43" x 64"	279 ⁹⁹

Richesse palette de teintures naturelles et couleurs peintes !

à partir de **6⁹⁹**

MINISTORES

Quel choix ! Microstores standard 1" et 1/2" et modèles à lattes 2" aux styles et teintes hauts en couleur.

Exemples :	23" x 48"	6 ⁹⁹
Ministore 1" en vinyle	30" x 48"	8 ⁹⁹
Modèle Camino [®]	32" x 64"	19 ⁹⁹
	64" x 32"	32 ⁹⁹
Ministore 1" en aluminium	18" x 45"	10 ⁹⁹
Modèle Seville	24" x 45"	14 ⁹⁹
	32" x 40"	27 ⁹⁹
	42" x 84"	49 ⁹⁹

Nous avons votre grandeur ! Et nos prix sont garantis les plus bas !

à partir de **27⁹⁹**

STORES VERTICAUX

Le plus grand choix au pays ! Modèles en vinyle, tissu et aluminium ! Des milliers de styles et de couleurs !

Exemples :	36" x 48"	27 ⁹⁹
Vinyle de première qualité	60" x 60"	38 ⁹⁹
Modèle Primo	75" x 84"	54 ⁹⁹
Tissu naturel	36" x 48"	34 ⁹⁹
Modèle Derby	60" x 60"	58 ⁹⁹
	75" x 84"	79 ⁹⁹
Vinyle coté luxueux	36" x 48"	36 ⁹⁹
Modèle Valentino	60" x 60"	59 ⁹⁹
	75" x 84"	83 ⁹⁹

Nous les fabriquons tous, y compris celles convenant aux portes patio !

C'est si simple ! Nous offrons tout un choix !
Venez voir nos échantillons grandeur nature dans nos supermagasins spacieux. Plus de 120 magasins à travers toute l'Amérique du Nord avec des styles pour tous les budgets.

Magasiner est un plaisir ! service professionnel !
Nos vendeurs associés qualifiés vous aideront à trouver les stores qu'il faut pour votre décor. Profitez de notre programme « poseurs de stores attirés » pour toute assistance quant aux mesures et à l'installation.

Nous les fabriquons ! Bas prix incroyables !
Tous nos stores et toiles de fenêtres proviennent directement de nos manufactures... ils sont fabriqués rapidement selon vos spécifications, couverts par une garantie à vie et offerts à très bas prix.

LIQUIDATION IMMÉDIATE UNIQUEMENT AU MEGACENTRE de LIQUIDATION
3500 boul. St-Joseph E. Montréal (514) 259-3500

STORES EN BOIS Non-Réclamés Choix Immense !	80% Épargnez jusqu'à sur nos bas, bas prix du fabricant !	STORES VERTICAUX PRÊTS-À-EMPORTER
		48" x 48" 24⁹⁹ 75" x 84" 39⁹⁹ 60" x 60" 29⁹⁹ 84" x 84" 49⁹⁹ styles et couleurs variés

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE !

Rosemont LE MEGA-MARCHÉ DU STORE
3500, boul. St-Joseph Est (514) 259-3500 Entre boul. St-Michel et boul. Pie IX

Autres régions: Granby, Sorel, Drummondville, Sherbrooke, Victoriaville, Sherbrooke, Trois-Rivières, Québec, Lévis, St-Georges de Beauve, Chicoutimi, Gatineau, Blinds To Go ; Ottawa, Toronto, Kitchener, London, Windsor, Détroit, New York, Pennsylvania, New Jersey, Connecticut, Virginia et Maryland.

120 Supermagasins... dont un près de chez vous ! 1-800-254-6377

ÉPARGNEZ encore plus sur nos très bas prix !

10\$ de rabais sur achats de plus de 50 \$ chez Le Marché du Store ^{MD}	20\$ de rabais sur achats de plus de 100 \$ chez Le Marché du Store ^{MD}	50\$ de rabais sur achats de plus de 250 \$ chez Le Marché du Store ^{MD}	100\$ de rabais sur achats de plus de 500 \$ chez Le Marché du Store ^{MD}
---	--	--	---

DATE D'EXPIRATION : LE 5 MAY 2001 CODE 1830

Veillez présenter le coupon lors de votre commande. Ne peut être jumelé à d'autres offres. Non applicable aux achats antérieurs. Un coupon par maisonnée.

© MD Marques déposées de Blinds To Go Inc.

2948410A

2948411

Les trois mentors du Parti communiste vietnamien s'effacent du pouvoir

d'après AFP

HANOÏ — Les trois mentors du Parti communiste vietnamien (PCV), les anciens dirigeants Do Muoi, Le Duc Anh et Vo Van Kiet, vont s'effacer de la scène politique vietnamienne à l'issue du 9^e congrès de cette formation, après avoir contribué au limogeage du numéro un vietnamien, Le Kha Phieu.

Longtemps considérés comme les véritables maîtres du pays, les trois hommes vont quitter leurs postes de conseillers du parti, a indiqué hier l'un d'eux, l'ancien secrétaire général du PCV Do Muoi. « Maintenant que la période du 8^e congrès (1996-2001) est achevée, nous allons nous retirer » a précisé l'ancien numéro un vietnamien,

qui avait dirigé le pays de 1991 à 1997.

Do Muoi, 84 ans, qui s'adressait à la presse en marge du 9^e congrès, qui a débuté jeudi à Hanoi, a estimé que son successeur, le général Le Kha Phieu « a apporté une importante contribution au parti, mais a aussi commis des erreurs ». Phieu, 69 ans, doit être limogé dans les prochains jours par le congrès et le président de l'Assemblée nationale, Nong Duc Manh, lui succédera. « M. Phieu devient vieux », a encore déclaré Do Muoi.

Do Muoi, Le Duc Anh et l'ancien premier ministre Vo Van Kiet, qui avaient contribué à l'accession au pouvoir de Le Kha Phieu en 1997, ont également joué un rôle important dans son limogeage. Ils

avaient rendu publique en octobre dernier une lettre accusant explicitement Le Kha Phieu d'avoir démontré un « manque de capacité dans la direction du Parti et de l'État ».

« Les conseillers ont décidé d'obtenir la tête de M. Phieu car il avait fait part de son intention de supprimer leurs postes », selon un diplomate occidental en poste à Hanoi.

La publication de la lettre des mentors du parti était une première au Vietnam, où les luttes au sein du pouvoir sont habituellement menées dans la plus grande discrétion.

Phieu, premier chef du PCV limogé avant la fin de son mandat quinquennal, avait été qualifié par des responsables de « pire chef du

PCV » dans son histoire. Il cédera sa place à l'issue du congrès à Nong Duc Manh, 61 ans, de l'ethnie Tai du nord du pays, qui deviendra le premier membre d'une ethnie minoritaire au Vietnam à accéder au poste de numéro un. Selon des rumeurs circulant depuis plusieurs années dans les cercles politiques de Hanoi, Manh pourrait également être le fils naturel de Ho Chi Minh, fondateur du Vietnam communiste. Personne ne sait si ces rumeurs sont fondées, mais « elle n'ont pas pu nuire à la carrière politique de M. Manh », a indiqué un diplomate.

Muoi a refusé de préciser s'il soutenait le choix de Manh pour succéder à Le Kha Phieu. « Je ne suis pas délégué au congrès et je

n'ai pas le droit de vote, mais je soutiendrai le candidat le plus qualifié », a-t-il simplement dit.

Il a également rejeté l'idée que le fait que Nong Duc Manh soit membre d'une minorité ethnique ait influé sur sa nomination, au moment où le Vietnam a connu d'importantes manifestations des minorités au cours des derniers mois dans le centre du pays. « Seuls ceux qui sont qualifiés sont capables de diriger le pays, a-t-il dit.

Muoi n'a pas donné d'indications sur le maintien ou la suppression par le congrès des postes de conseillers du PCV. Ces postes avaient été créés en 1986 lors du 6^e congrès du PCV pour être attribués aux anciens dirigeants du pays.

Êtes-vous nerveux dans les situations sociales?

Est-ce que votre anxiété vous empêche de :

- Donner une présentation au travail?
- Parler dans une réunion?
- Parler à des personnes d'autorité?
- Aller à un " party " ?
- Manger ou boire dans des endroits publics?
- Être le centre de l'attention?

Si votre évitement ou votre détresse sont si grands qu'ils nuisent à votre fonctionnement habituel, vous faites peut-être partie des gens qui souffrent d'une condition appelée phobie sociale.

Nous effectuons présentement une recherche afin d'évaluer l'efficacité d'un médicament dans le traitement de la phobie sociale et nous sommes à la recherche de participants.

Si vous désirez avoir plus d'information sur cette recherche, appelez Sylvie Bouchard, coordonnatrice de recherche au (514) 526-1648.

Expertise Neurosciences, recherche clinique, 1030, rue Cherrier, bureau 208, Montréal QC

Technologies de l'information Formation Cisco à l'Université McGill



Programme du Cisco Networking Academy menant à la certification CCNA (Cisco Certified Network Associate).

Maintenant disponible entièrement en français.

Prochaines sessions du 5 mai au 21 juin. Cours disponibles le soir et la fin de semaine.

Loi 90 : Les entreprises qui règlent les droits de scolarité de leurs employés peuvent avoir droit à une déduction d'impôt. Tout étudiant peut aussi avoir droit à une déduction d'impôt pour ses frais de scolarité.

Pour de plus amples renseignements, téléphonez au : (514) 398-1564

<http://www.mcgill.ca/conted/departments/it/>



Il y va de votre éducation et de votre réputation.

Inscrivez-vous dès maintenant!

Le Centre d'éducation permanente de l'Université McGill offre une multitude de cours dans de nombreux domaines, notamment :

- Administration des affaires • Commerce international
- Comptabilité • Finances • Fiscalité
- Gestion de la production
- Gestion de réseau Cisco (CCNA, CCNP)
- Gestion des services de santé et des services sociaux
- Informatique • Langues • Leadership • Marketing
- Relations publiques • Ressources humaines
- Sciences de l'éducation • Science économique
- Traduction • Transports

Loi 90 : Les entreprises qui règlent les droits de scolarité de leurs employés peuvent avoir droit à une déduction d'impôt. Tout étudiant peut aussi avoir droit à une déduction d'impôt pour ses frais de scolarité.

Pour de plus amples renseignements, venez nous voir au 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1055 ou téléphonez-nous à (514) 398-6200

Télécopieur : (514) 398-4448
info@conted.lan.mcgill.ca • www.mcgill.ca



McGill - Il y va de votre éducation et de votre réputation.

« Comment j'ai magasiné dans mon salon, sans faire de marques de pneus sur le tapis. »

Par Jonathan Cloutier, propriétaire d'une entreprise multimédia et d'une Saturn SL.

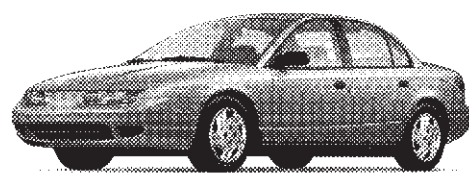
« Comme je viens de démarrer ma petite entreprise informatique, je passe des heures devant mon écran. Je fais tout mon magasinage sur Internet. J'ai même acheté ma nouvelle berline compacte SL en ligne. Je suis allé sur le site de Saturn, j'ai obtenu un prix pour le modèle qui m'intéressait et l'ai commandé. »

La différence Saturn

- Garantie de remboursement de 30 jours ou 2500 km
- Expérience d'achat sans tracas ni marchandage
- Panneaux de polymère résistant à la corrosion
- Garantie 5 ans/100 000 km sur groupe propulseur et garantie complète de 3 ans/60 000 km
- Nos PDSF comprennent les frais de transport, la préparation à la route et la taxe d'accise.

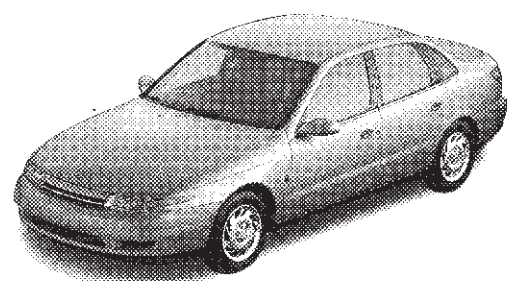
1,9%

Financement à l'achat de 48 mois disponible sur tous les modèles.



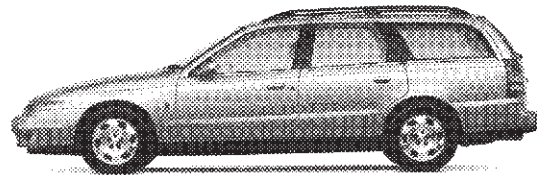
Notre populaire compacte SL 2001

Mensuelité	213\$	191\$	176\$	176\$	Financement de 48 mois, 2,9% taux de location
Comptant	0\$	1000\$	1700\$	1700\$	14 988\$ taxes



L'intermédiaire I100 2001

Mensuelité	306\$	284\$	236\$	236\$	Financement de 48 mois, 2,9% taux de location
Comptant	0\$	1000\$	3200\$	3200\$	20 960\$ taxes



La familiale IAW200 2001

Mensuelité	550\$	328\$	274\$	274\$	Financement de 48 mois, 2,9% taux de location
Comptant	0\$	1000\$	3450\$	3450\$	25 010\$ taxes



Pour faire tout autrement

Achetez en ligne à saturncanada.com 1 888 4SATURN

L'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent), un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
www.saturndeblainville.saturncanada.com
(Autoroute 15, sortie 25)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravelauto.com
(Angle Carharr et McGill College)

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191
www.bourassauto.com

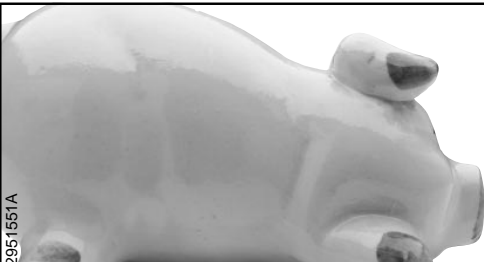
Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-ssi.com

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.saturnauto.com
(Route 132 et pont Champlain)

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Scigicurs
Terrebonne
(450) 964-1374
www.saturndeterrebonne.saturncanada.com
(Autoroute 25 nord, sortie 22 est)

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com
(Angle Van Horne)

West Island Saturn Saab Isuzu
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424
www.westislandsaturn.com
(Autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 13)



Relevez vos finances!

Experts et chroniqueurs au quotidien - Outils financiers
Indices du marché en temps réel - Actualité économique à la minute

www.cyberpresse.ca/economie

cyberpresse.ca

| TCHÉTCHÉNIE |
**La Russie
condamnée
par l'ONU**

d'après AFP

GENÈVE — La Commission des droits de l'homme de l'ONU a condamné pour la deuxième année consécutive la Russie pour les brutalités de ses forces de sécurité dans la république séparatiste de Tchétchénie, lors d'un vote très contesté révélant des fractures au sein de différents groupes de pays.

La Russie, membre du Conseil de sécurité, a également été condamnée pour l'insuffisance des mesures prises en vue de mettre fin aux exactions en Tchétchénie.

Vingt-deux des 53 membres de la Commission ont voté pour la résolution présentée par l'Union européenne (UE). L'embarras et la division des membres sont apparus manifestes pendant le vote. Seuls les Européens de l'Est et de l'Ouest, et les Américains du Nord (É.-U., Mexique et Canada) sont restés unis dans leur appui à la résolution.

Les pays musulmans se sont divisés, Pakistan, Arabie et Qatar votant pour, Algérie et Syrie s'abstenant, la Libye votant contre. Les Africains se sont divisés, avec l'Afrique du Sud votant pour, le Nigeria contre, la République démocratique du Congo s'abstenant.

Les abstentions ont dominé nettement en Amérique latine. À l'exception du Pakistan, aucun pays d'Asie n'a voté pour la résolution : Corée du Sud, Japon et Indonésie se sont abstenus.

Les deux géants asiatiques, l'Inde et la Chine ont émis un vote hostile, exprimant leur condamnation de l'extrémisme musulman et de l'ingérence dans les affaires internes d'un pays souverain. La Chine, qui a contré il y a deux jours une résolution américaine visant à la condamner pour ses propres violations, s'en est pris directement à Washington, affirmant que le vote « était dû à l'obstruction obstinée des États-Unis ».

L'ambassadeur de Suède, Johan Molander, parlant au nom de l'UE, avait expliqué que les négociations intensives menées depuis cinq semaines avec la Russie, avec la consultation d'autres pays, pour parvenir à un texte de consensus sur la Tchétchénie qui aurait permis d'éviter un vote de condamnation, n'avaient pas abouti.

Les Européens avaient nettement exprimé le voeu de parvenir à un consensus et d'éviter une humiliation de la Russie. Dans leur texte, ils en sont restés aux mêmes demandes que l'an dernier, refusant d'exiger, comme le réclamaient certaines ONG, une commission internationale d'enquête.

La résolution juge que Moscou n'a pas répondu de manière satisfaisante aux demandes exprimées par la commission l'an dernier.

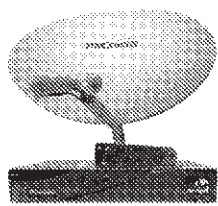
Avant le vote, le représentant de la Russie, Oleg Malguinov, avait qualifié la résolution d'« inacceptable sous de nombreux aspects » et ne reflétant pas les mesures prises par l'administration de Vladimir Poutine. Il avait exhorté les 53 États membres de la commission à rejeter « la déformation de la vérité ».

Double satellite pour doubler le plaisir pour deux fois rien.

Branchez votre télé sur deux satellites pour seulement 99 \$

Le système Navigo 301 fait partie de la famille des récepteurs les plus avancés sur le marché :

- Son et image numériques de qualité supérieure
- Ambiphonie Dolby® de bout en bout
- Guide de programmation interactif
- Programmation personnalisée
- Télé à la carte instantanée



Jusqu'au 30 avril

Système Navigo 301 prêt pour la réception double et antenne elliptique

299 \$

Remise en magasin

100 \$*

Montant déboursé en magasin

199 \$

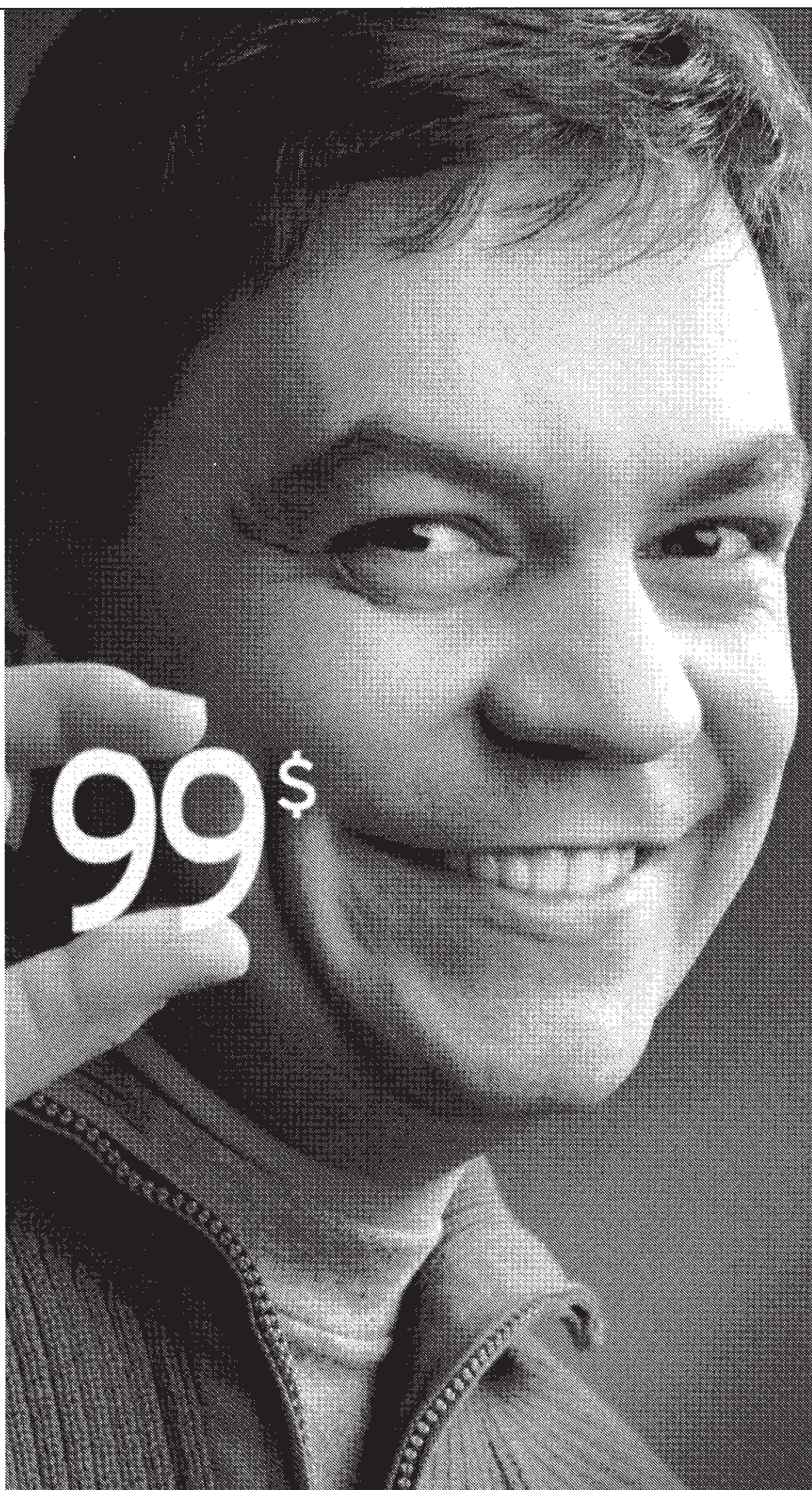
Crédit de programmation

100 \$**

Prix net

99 \$*

Économisez aussi 100 \$ sur l'installation (rég. 199 \$) **99 \$***



Germain Larivière
Sainte-Rosalie
1 800 363-1336

Daniel Forand Satellite
La Prairie
(450) 444-8622
www.danielforand.com
1 800 268-8622

Montcalm Électronique
Laval
(450) 663-3102
1 888 663-3102

Meuble Armand Pagé Ltée
Mont-Laurier
(819) 623-1343
Saint-Jovite
(819) 425-2748

Studio de musique Uni-Son
Joliette
(450) 759-3204

Centre Vidéo des Laurentides
Ste-Marie
du Lac Masson
(450) 228-2488

Atelier Électronique Brosseau
St-Hubert
(450) 678-3430

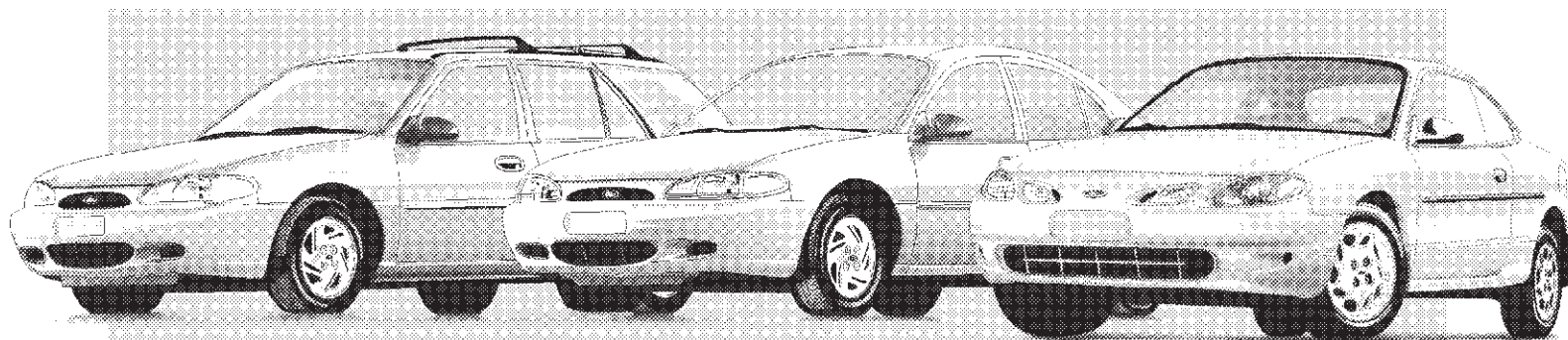


*Après tous les crédits. Cette offre se termine le 30 avril 2001 et est valable pour les nouveaux clients résidentiels seulement. **Pour avoir droit au crédit de programmation de 100 \$, les nouveaux clients doivent s'abonner au forfait Nickel, Platine, Platine bilingue, Platinum ou Diamant. Le crédit de programmation sera porté au compte du client au moment de l'activation de son système. † Le client reçoit un rabais instantané de 100 \$ au point de vente. ‡ S'applique à une installation de base seulement. D'autres conditions peuvent s'appliquer. Tous les détails en magasin. *Dolby® et le logo Double-D sont des marques déposées de Dolby Laboratories Licensing Corporation sous licence de General Instrument Corporation. Star Choice® Le logo Star Choice ainsi que tout autre logo ou concept connexe sont des marques de commerce de Star Choice Communications Inc. et Star Choice Television Network Incorporated.

la clé du bonheur



www.ford.ca/qc



Profitez de la vie sans vous faire de soucis ! Car vous trouverez la Ford Escort d'occasion qui vous convient parmi les véhicules d'occasion Ford Qualité Certifiée offerts à bon prix. Tous nos véhicules ont été inspectés en 100 points. De plus, vous obtenez une garantie de remboursement après 3 jours d'essai/500 km, la garantie limitée « Qualité Certifiée » et une assistance routière 24 h sur 24*.



* L'assistance routière est offerte pour la durée de la garantie du constructeur et de la garantie limitée.



Obtenez 500 \$ de rabais à l'achat ou à la location d'un véhicule d'occasion Ford Qualité Certifiée si vous êtes admissible au Programme de rabais pour les diplômés 2001. Détails chez votre concessionnaire.

PÉROU

5 millions \$US pour la capture de Montésinos, le Raspoutine des Andes

d'après AFP

LIMA — Une récompense de 5 millions de dollars US sera attribuée à toute personne qui fournira des renseignements permettant l'arrestation de l'ex-chef du service de renseignement péruvien (SIN), Vladimiro Montésinos, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur, le général Ketin Vidal.

Surnommé le Raspoutine des Andes, Montésinos, qui fut aussi le conseiller personnel en matière de sécurité du président destitué Alberto Fujimori, aujourd'hui en exil au Japon, est en fuite depuis le 29 octobre dernier, après son retour inopiné de Panama qui ne lui avait pas accordé l'asile politique malgré les pressions des pays de la région.

Montésinos fait l'objet de plusieurs enquêtes judiciaires et parlementaires, notamment pour corruption, blanchiment d'argent de la drogue et trafic d'influence.

Selon des rumeurs insistantes à Lima, il aurait trouvé refuge au Venezuela grâce à ses relations dans la communauté internationale du renseignement. Les autorités vénézuéliennes ont constamment démenti sa présence sur leur territoire, sans toutefois exclure qu'il aurait pu y transiter sous une fausse identité vers une destination inconnue, après avoir subi une opération esthétique qui aurait modifié les traits de son visage.

La semaine dernière, le ministre de l'Intérieur péruvien s'est rendu à Caracas où il a rencontré son homologue auprès duquel il a sollicité une plus étroite collaboration entre les deux pays afin de retrouver Montésinos.

D'autres rumeurs dans la capitale péruvienne n'excluent pas que celui-ci se cacherait au Pérou grâce à l'appui d'anciens agents de son service et des militaires qui lui seraient restés fidèles. Toujours selon des rumeurs, il aurait trouvé refuge auprès de la guérilla colombienne dont il aurait été un des fournisseurs en armes.

Le président du Congrès (chambre unique), Carlos Ferrero, et le candidat favori du 2^e tour de l'élection présidentielle dont la date n'a pas encore été fixée, Alejandro Toledo, ont affirmé récemment que la CIA savait très certainement où se cachait l'ex-chef du SIN.

Celui-ci était considéré comme « l'honorable correspondant » de l'agence de renseignement américaine au Pérou depuis l'époque du gouvernement militaire de gauche du général Alvarado Velasquez, dont le régime était très proche de l'ex-Union soviétique.

L'ambassadeur américain John Hamilton a admis que son pays avait entretenu des relations avec le chef du SIN, mais dans le « strict cadre de ses fonctions officielles. »

À la fin de février, le gouvernement péruvien avait affirmé qu'il ne disposait pas à cette époque des fonds nécessaires pour offrir une récompense aux personnes qui permettraient son arrestation.



VOTRE INDICE DE PERFORMANCE.

Lorsque vous prenez le volant de la toute nouvelle Impreza WRX[®], vous savez que vous avez la performance au bout des doigts. Le système de traction intégrale éprouvé dans les rallyes vous permet d'aller partout. Et avec le moteur turbocompressé de 227 chevaux, vous savez que vous irez loin, en deux temps trois mouvements.

WRX
IMPREZA

www.subaru.ca | 1 800 876-4AWD

Elle a triomphé des meilleures européennes. Et l'an dernier, elle a dominé la compétition au Championnat canadien des rallyes. Quand vous irez en faire l'essai, agrippez bien le volant...

SUBARU
L'attraction intégrale[®]

Le b-a ba de la sécurité : les coussins gonflables, les ceintures de sécurité, les enfants à l'arrière.

2947534A

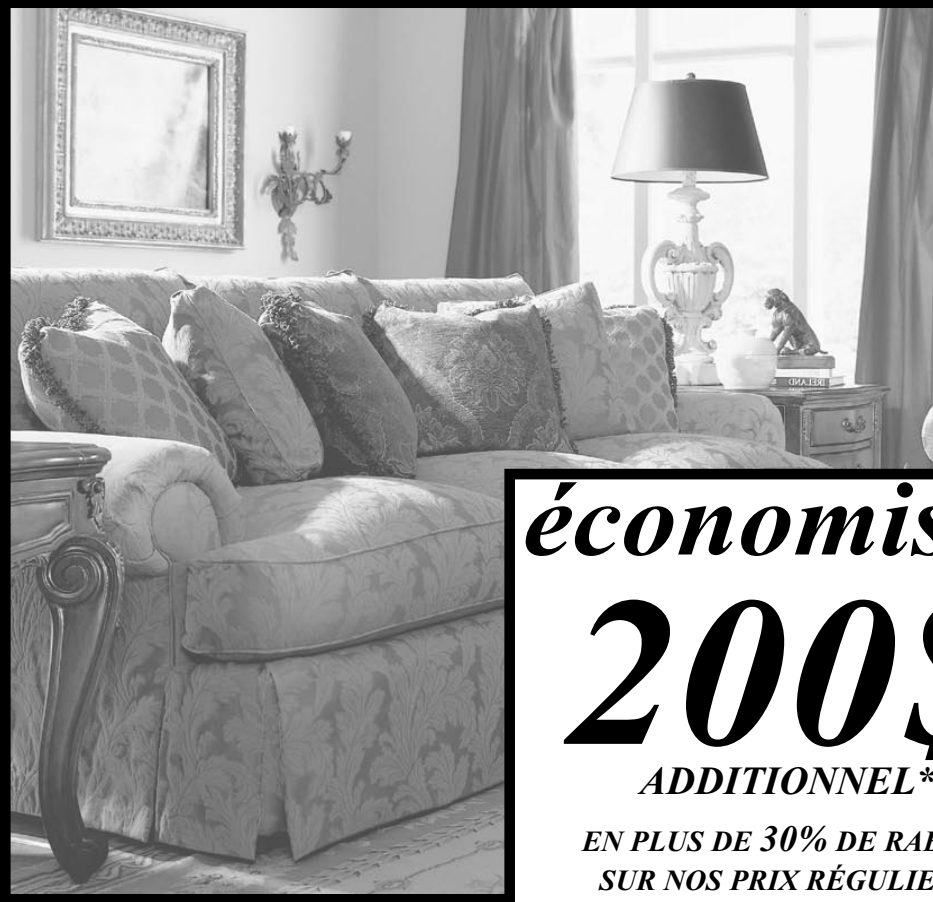
Problème de jeu?
Misez votre 25¢ dans cet appareil.
Vous n'avez rien à perdre.

JEU : AIDE ET RÉFÉRENCE
en tout temps
(514) 527-0140
1 800 461-0140

Le jeu doit rester un jeu.


loto-québec

2946013



économisez
300\$

ET BIEN PLUS!*

EN PLUS DE 30% DE RABAIS
SUR NOS PRIX RÉGULIERS

économisez
200\$

ADDITIONNEL*

EN PLUS DE 30% DE RABAIS
SUR NOS PRIX RÉGULIERS

EN PLUS D'OBTENIR
30% DE RABAIS SUR
NOS PRIX RÉGULIERS,
PROFITEZ DE LA VENTE SEMI-
ANNUELLE DE THOMASVILLE
ET ÉCONOMISEZ 100 \$ SUR
CHAQUE PLACE QUE VOUS
ACHETEZ! *
CHOISISSEZ PARMIS UNE
SÉLECTION DE
1000 TISSUS ET CUIRS!

économisez
100\$

EN PLUS DE 30% DE RABAIS
SUR NOS PRIX RÉGULIERS

**QUI VA A LA CHASSE
PERD SA
PLACE!**

DERNIER 10 JOURS

Thomasville[®]

Thomasville MONTRÉAL 5320, Royalmount 514 737-0401

Thomasville BROSSARD 8505, Taschereau Ouest 450 462-1264

MOBILIA et Thomasville 12 magasins dans l'Est du Canada

*Details en magasins

Manif de Serbes de Bosnie

d'après AFP

ZVORNIK (Bosnie-Herzégovine) – Environ 10 000 personnes, ont manifesté sans incident hier à Zvornik, dans l'est de la Bosnie, contre l'arrestation dans cette ville du lieutenant-colonel Dragan Obrenovic, inculpé de crimes de guerre.

Les manifestants brandissaient des banderoles où l'on pouvait lire : « Assez de justice sélective », « Nous voulons rejoindre l'Europe, mais pas enchaînés », ou « Toute occupation a une fin ».

La Force de stabilisation de l'OTAN, la SFOR, qui a revendiqué l'arrestation du lieutenant-colonel le 15 avril dernier, avait accueilli hier sa présence et surveillait le rassemblement en hélicoptère.

Zvornik se trouve en Republika Srpska (RS), l'entité serbe de Bosnie, à proximité de la frontière de la Yougoslavie et de la ligne de démarcation avec l'autre entité de Bosnie, la Fédération croato-musulmane.

Officier de l'armée serbe de Bosnie, Obrenovic, commandant d'une brigade spéciale pendant le conflit dont la Bosnie a été le théâtre de 1992 à 1995, a été transféré à La Haye. Il est notamment accusé de complicité dans les massacres de Srebrenica, où 7000 musulmans de Bosnie ont été exécutés à la suite de la capture de cette enclave, théoriquement sous la protection de l'ONU, par les Serbes de Bosnie.

Alexandre Despotovic, responsable de l'association locale des anciens combattants serbes de Bosnie, a assuré hier dans un discours que les anciens combattants étaient prêts à comparaître devant le TPI à condition que la liste complète des inculpés soit rendue publique et non plus gardée en partie secrète comme c'est le cas actuellement. Dans le cas contraire, il a annoncé de nouvelles manifestations dans toute la RS.

Les organisateurs ont donné lecture d'une lettre de Borislav Bojic, leader des anciens combattants de Republika Srpska, dans laquelle il demande au Parlement de la RS de donner clairement sa position sur les criminels de guerre.